هكذا من الأصل

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3
BOURSE

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14174 – 5 F — JEUDI 23 AOUT 1990 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Exigeant au préalable l'évacuation du Koweït et la libération des ressortissants étrangers

Washington, Paris et Londres rejettent catégoriquement les offres de dialogue de M. Saddam Hussein

« Nous sommes, pour l'instant et à la suite de la responsabilité prise par le président irakien, dans une logique de guerre », a notamment déclaré M. Mitterrand au cours d'une conférence de presse, mardi 21 août, à l'issue du conseil des ministres restreint. Le chef de l'Etat a annoncé la convocation, lundi 27 août, du Parlement en session extraordinaire. Exigeant au préalable l'évacuation du Koweït et la libération des ressortissants étrangers, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont rejeté mardi les offres de dialogue du chef de la diplomatie irakienne, M. Tarek Aziz, qui a proposé l'ouverture de pourparlers directs entre Bagdad et Washington. Selon le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, « on ne négocie pas avec des preneurs d'otages ».

Alors que le déploiement militaire américain dans le Golfe se poursuit, les Douze et l'Union de l'Europe occidentale se sont mis d'accord, mardi, à Paris, pour coordonner leurs positions et leurs activités militaires. Les Européens ont demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre des mesures supplémentaires pour faire respecter l'embargo contre l'Irak.

Sur les marchés boursiers, le climat reste très tendu. Les grandes places financières ont connu le 21 août un nouveau « mardi noir ». La Bourse de Paris vit, depuis le début du mois, un véritable troisième krach, après ceux d'octobre 1987 et d'octobre 1989.

Une combativité nouvelle

LA France, et l'Europe avec elle, a donc choisi la fermeté. Pour M. Mitterrand, le temps n'est plus aux timidités de langage, aux finesses juridiques (« blocus » ou « embargo » ?), aux chimères d'une « solution arabe ». Les « otages » doivent être appelés par leur nom, surtout si on les transforme, par surcroît, en « appâts » et en « chair à tuer ». Leur drame est un « intolérable fait accompli » que la France s'engage à faire cesser « par tous les moyens ». L'embargo contre l'Irak ne serait – sans recours à la « contrainte » – qu'un « simulacre ». Autant de constats lucides, que le président a dressés d'un ton pessimiste où l'embarras se mêlait à l'inquiétude.

Dès l'agression irakienne contre le Koweït, la France avait activement participé à la mise en œuvre d'une riposte internationale, au nom du droit, bafoué par Bagdad, tout en souhaitant que la crise se résolve « au sein de la communauté arabe ». Elle l'avait fait à sa manière, en se dotant d'un double instrument : les armes et la diplomatie. Or, cette dernière n'a pu faire reculer M. Saddam Hussein. Le monde arabe, déchiré, a soit choisi clairement son camp, soit sombré dans l'impuissance. Les Nations unies elles-mêmes, maître d'œuvre sur le chantier diplomatique, étudient les moyens de « muscler » leur procédure.

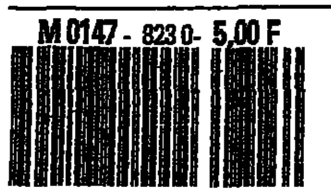
DANS ces conditions, la France ne peut que constater que pour elle aussi une « logique de guerre » s'est installée. L'immense prise d'otages dont elle est désormais victime aux côtés de ses alliés la conduit peu à peu à donner la priorité aux armes sur la diplomatie. Mis en place dès le début de la crise, son dispositif militaire à géométrie variable peut être activé à tout moment pour répondre à l'urgence. En attendant, Paris s'engage un peu plus dans la crise, en envoyant des hommes dans les Emirats arabes unis et en Arabie saoudite.

Pour la France, le devoir de solidarité avec la communauté internationale l'emporte donc maintenant sur le risque, initialement exprimé, de participer à une « croisade occidentale ». Quel gouvernement de bonne foi pourrait reprocher à M. Mitterrand de songer à la force pour sauver des otages et faire respecter le droit? Pour la France, désormais victime directe de Bagdad, le danger de s'aliéner ses partenaires et ses clientèles arabes est moins grand, maintenant que l'Irak se retrouve au ban des nations.

D'AUTANT que l'Europe dans son ensemble s'est enfin décidée à parler fort, et d'une seule voix. Même si elle a pour l'instant une valeur surtout symbolique, la coordination décidée mardi à Paris par l'UEO passera peut-être un jour pour l'acte fondateur d'une politique de défense commune dont l'Europe est en quête depuis de longues années.

La crise du Golfe aura eu d'ores et déjà – par-delà le drame en cours – pour bénéfice de faire prendre conscience aux Européens de la nécessité de faire face ensemble aux risques qu'ils courent en commun jusqu'au-delà des mers. Les Etats-Unis, premiers acteurs du conflit qui s'annonce, se réjouiront de cette combativité nouvelle.

M 0147 - 823 0- 5,00 F



Le troisième krach boursier

Pis qu'en octobre 1987, à l'époque du krach ! Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, les marchés boursiers du monde entier sont en chute libre. Et la situation s'est encore aggravée au début de cette semaine. La presse financière parle à nouveau d'un « mardi noir ». En un mois, la Bourse de Paris a chuté de 22,3 % (contre 21,2 % en octobre 1987). Ce nouveau record, les investisseurs ne l'attribuent pas au seul Saddam Hussein. La crise est plus générale.

A Paris, les événements du Golfe sont intervenus alors que le marché des actions était déjà bien morose. *« Les marchés surréagissent »*, commente un financier qui, comme beaucoup, estime *« excessive »* la chute actuelle. Comment le nouveau mois boursier, qui débute vendredi 24, va-t-il se dérouler ? A l'instar de ses confrères, il est dans le flou le plus total. Si tous assurent que *« l'évolution de la crise du Moyen-Orient sera déterminante »*, ils sont bien incapables de parier aujourd'hui sur ce que sera cette évolution et son impact économique. Or, sur les marchés financiers, il n'y a rien de pire que l'incertitude.

La dégringolade de la Bourse de Paris, au cours de ces derniers jours, est spectaculaire. Mais la débâcle n'est pas limitée à l'Hexagone. Toutes les grandes places, dans des conditions chaque fois différentes, s'effondrent. Depuis le début de la crise du Golfe, Tokyo a chuté d'environ 18 %, comme Francfort, New-York et Londres de plus de 10 %. En un mois, l'indice CAC 40, le thermomètre de la Bourse de Paris – établi à partir des quarante valeurs les plus cotées – a perdu 22,3 %, (4,1 % mardi 21 août). Plus global, l'indice de la SBF (Société des Bourses françaises) a reculé de 15,9 %. La chute en un mois est l'une des plus fortes que le Palais Brongniart ait jamais connue de son histoire. Si l'effondrement est pratiquement aussi rapide à Tokyo, Francfort ou Milan, il a été moins brutal à Londres et à New-York. Comment expliquer ce krach et sa brutalité à Paris ?

Sur le marché parisien, les transactions sont certes peu étoffées. Nous sommes au mois d'août. Mais tous les grands gestionnaires sont dans leurs bureaux jusque tard le soir... ou en relation téléphonique quotidienne avec leurs équipes. La chute est générale et concerne les actions de toutes les sociétés. Certaines entreprises sont désormais très bon marché. Le cours de Peugeot est inférieur à deux fois ses bénéfices, celui de Suez vaut moins de cinq fois ses résultats... Globalement, le rapport des cours sur les bénéfices (le price earning ratio) des quarante grandes valeurs de la cote est tombé à 10 pour 1990 et à 9,5 pour 1991.

ERIK IZRAELEWICZ

Lire la suite page 17

Vingt ans d'irakophilie française

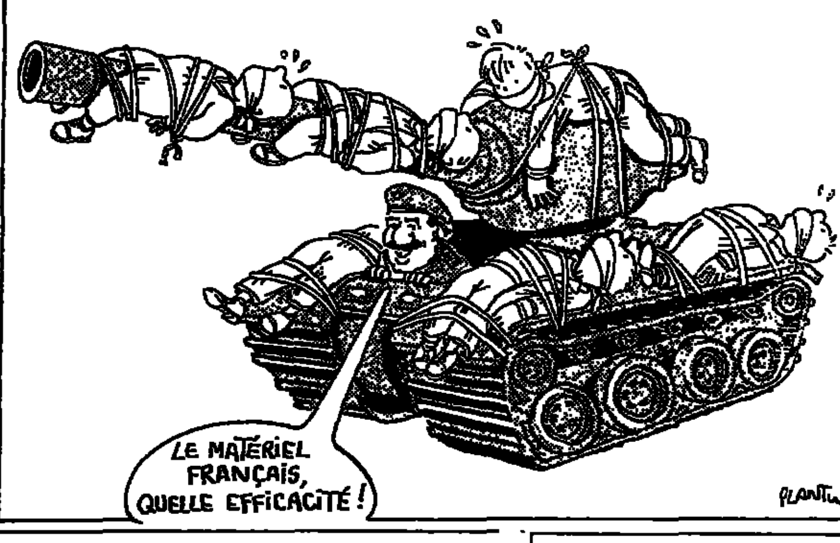
C'était hier et cela semble déjà si loin ! Par charters, des dizaines d'intellectuels et d'hommes politiques français revenaient de Bagdad plus irakophiles que les Irakiens. En tenue militaire, nos écrivains se faisaient photographier devant Bassorah assiégée, rempart contre les « hordes » intégristes de Khomeiny. Et Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France, l'un de nos arabisants les plus illustres, saluait sur la ligne de front le courage des « poilus » de Saddam.

Dûment convoyés, chaperonnés, ces braves « touristes » venaient admirer la nouvelle Babylone *« laïque et progressiste »*. Charles Saint-Prot, biographe inconditionnel de Saddam Hussein, se rappelle ces femmes françaises – *« Mme Papon, Alice Saunier-Seïté, Solange Troisier »* – tout émues de *« l'émancipation des femmes irakiennes »*. Tel pape du nouveau roman s'inclinait devant Sumer.

« Avion, séjour, tout était offert, se souvient Lucien Bitterlin, l'un des pionniers des relations franco-arabes. *On repartait avec un tapis, une pièce d'artisanat. »* Rituellement, le Tout-Paris politique et industriel – quelque quatre mille personnes – se donnait rendez-vous le 17 juillet pour célébrer, dans les salons de l'ambassade d'Irak à Paris, la renaissance de cette nation *« sérieuse, dynamique »*.

LAURENT GREILSAMER

Lire la suite page 5



Le feu aux portes de Marseille

Deux mille personnes évacuées à Cassis et 9 000 hectares ravagés

MARSEILLE

de notre correspondant régional

De violents incendies ont éclaté mardi 21 août dans les Bouches-du-Rhône et le Var où ils ont parcouru près de 9 000 hectares et détruit une quinzaine de maisons. Ils étaient contenus, mais pas maîtrisés mercredi matin. Le plus grave de ces incendies s'est déclaré au milieu de l'après-midi dans les quartiers sud de Marseille et s'est propagé en quelques heures vers la commune de Cassis, où deux mille personnes ont dû être évacuées, dont quatre cents par la mer.

Depuis le début de l'été, personne ne doutait que le mistral et la sécheresse se conjugueraient un jour pour mettre en danger la Provence. Il suffisait d'une étincelle... *« J'ai vu partir le feu au pied d'un muret*, raconte une habitante du quartier de la Panouse. *J'ai aussitôt appelé les pompiers qui sont arrivés un quart d'heure plus tard. Toute la colline était en flammes. »* Il était 15 h 45, mardi.

Malgré leurs efforts, les marins-pompiers de Marseille, étaient aussitôt débordés. En raison de fortes turbulences réduisant l'efficacité des largages, l'appui de la flotte des bombardiers d'eau de la base de Marignane – dix appareils, dont le nouveau Hercules C-130 – devait se révéler lui aussi impuissant.

Dans tous les quartiers sud de Marseille, une épaisse fumée noire obscurcissait le ciel et provoquait l'affolement des habitants dont une centaine étaient évacués, souvent de force.

GUY PORTE

Lire la suite page 8

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

28. La bonne affaire des intellectuels

Emile Zola ranime dans « l'Aurore » l'espoir des dreyfusards. La presse impose dès lors son rythme à l'affaire. Les intellectuels se rassemblent dans la Ligue des droits de l'homme.

PLACARDÉS, enlevés par poignées en kiosques, brandis par des centaines de porteurs spéciaux mobilisés en hâte dans la nuit, les 300 000 exemplaires de *l'Aurore* firent l'effet d'une bombe au matin du 13 janvier 1898. Léon Blum, dans ses *Souvenirs sur l'Affaire*, se souviendra encore avec émotion, presque quarante ans plus tard, de son marchand de journaux frappant à son volet dès potron-minet rue du Luxembourg et hurlant : « *Vite, monsieur, lisez ça... C'est un article de Zola !* » Et Blum, en chemise, de dévorer « J'Accuse » : « *Il me semblait absorber un cordial puissant ; je sentais remonter en moi la confiance et le courage. Allons ! ce n'était pas fini ;* [...] *on pouvait encore se battre, on pouvait encore vaincre* ».

L'avant-veille, un conseil de guerre avait acquitté Esterhazy après une délibération de trois minutes. La première grande campagne d'opinion en faveur de la révision du procès du capitaine Dreyfus avait échoué. Tout était à refaire. Tout, sauf l'imprévisible : ce cri, ce « *moyen révolutionnaire pour hâter l'explosion de la vérité et de la justice* », une terrible lettre de quarante feuillets au président Félix Faure, qu'avait jetée avec rage sur le papier, en deux nuits et un jour, quand tout était perdu, l'écrivain le plus illustre du moment. Et qu'il a portée à *l'Aurore*, où Clemenceau lui a donné le seul titre qui convînt.

Zola savait qu'il avait, lui, tout à perdre : sa respectabilité bourgeoise si patiemment acquise, l'Académie qu'il guigne, son statut de romancier populaire et même son honneur de Français, puisqu'un Barrès dénoncera aussitôt le « *Vénitien déraciné* » et qu'une « *basse presse en rut* » dégorgera sur lui ses vomissures antisémites. Il accuse pourtant, en forçant délibérément le trait, l'état-major, la « *Jésuitière* », d'avoir tu le vrai et rameuté dans des journaux immondes pour couvrir ses fautes, le conseil de guerre de 1894 qui a condamné Dreyfus sur une pièce restée secrète, le bordereau, puis celui de 1898 qui vient d'innocenter sciemment un vrai coupable.

Il s'expose ainsi volontairement à un procès en diffamation : « *Qu'on ose donc me traduire en cour d'assises et que l'enquête ait lieu au grand jour. J'attends.* » Il a visé juste : le gouvernement ne peut plus tergiverser, Jaurès tonne à la Chambre, l'opinion s'émeut de nouveau, le procès aura lieu. Le général Billot, qui eut naguère en main les preuves de l'innocence du capitaine déporté à l'île du Diable et que Zola dénonce pour crime de lèse-humanité et de lèse-justice, traduit en langage militaire l'agacement des comploteurs devant ce retournement imprévu de la situation : « *Nous sommes dans la merde* ».

« *Ils* » y sont peut-être même plus qu'ils ne pensent. Car l'Affaire, avec Zola, n'est plus ce dossier d'espionnage qu'on étouffait dans les couloirs et qu'on jugeait à huis clos. « J'Accuse » prend à témoin les foules imprudemment mobilisées par la presse, leur expose un enjeu autrement vaste : le souci de vérité et de justice à l'âge démocratique postule que tout citoyen est un juge pris à témoin. Autour de l'accusateur, dès le 14 janvier et toujours dans *l'Aurore*, se sont rassemblés tous ceux qui persistent à demander une révision au grand jour et assument cette forme inédite de combat : Clemenceau, encore lui, a baptisé « manifeste des Intellectuels » leur pétition pour Dreyfus. Le néologisme, encore peu usité, est ainsi installé au cœur de la nouvelle bataille. Celle de Zola. Contre le crime instillé dans les masses, pour une protestation massive contre le crime.

« *C'est un crime*, écrit-il, *d'avoir accusé de troubler la France ceux qui la veulent généreuse.* [...] *C'est un crime d'égarer l'opinion, d'utiliser pour une besogne de mort cette opinion qu'on a pervertie jusqu'à la faire délirer. C'est un crime d'empoisonner les petits et les humbles, d'exaspérer les passions de réaction et d'intolérance en s'abritant derrière l'odieux antisémitisme, dont la grande France libérale des droits de l'homme mourra, si elle n'en est pas guérie. C'est un crime d'exploiter le patriotisme pour des œuvres de haine, et c'est un crime enfin de faire du sabre le dieu moderne, lorsque toute la science humaine est au travail pour l'œuvre prochaine de vérité et de justice.* »

Ainsi, l'intervention tonitruante des intellectuels dans le débat civique, et quelque camp qu'ils rallient, ne se limite pas à une défense formelle du Droit ou de l'Ordre, de la Vérité ou de l'Autorité. Ces vertus-là, comprend-on grâce à Zola, n'entrent désormais en pleine confrontation qu'à l'issue d'une médiation d'un genre nouveau, celle de la presse, de l'édition, des ligues et des pétitions coalisées. Sans elle, point d'audience politique ni d'échos de prétoires ; sans elle, nulle cause n'est utilement plaidable : l'intellectuel naît d'avoir admis les règles de cette nouvelle bourse des valeurs.

CEUX qui ont agi seuls, ou presque, peaufinant le dossier sans pouvoir compter sur des clameurs orchestrées, n'ont-ils pas échoué tant qu'ils n'ont pas trouvé la médiation salvatrice qui les fortifiera ? Mathieu Dreyfus, l'admirable frère du condamné, Bernard Lazare, le jeune critique converti à l'innocence du Juste, les premiers membres du « *Syndicat* » de défense, tous ont piétiné pendant trois ans sans pouvoir franchir le mur d'indifférence et de peur qui a isolé le condamné. Par contre, ce fut bien la campagne de *la Libre Parole* d'octobre 1894 qui précipita son premier procès, celle du *Matin* et de *l'Eclair* à l'automne 1896 qui a lancé l'examen des pièces douteuses versées subrepticement à son dossier, celle du *Figaro* en novembre 1897 qui a tenté d'inverser le cours fatal en faisant traîner Esterhazy en conseil de guerre. Et c'est « J'Accuse » qui permet la mise en place d'une logistique de la vérité en marche.

Le vrai tempo de l'Affaire est désormais celui des mobilisations successives où les intellectuels jouent un rôle déterminant : autour de Zola, condamné le 23 février 1898 puis contraint à l'exil en Angleterre pendant presque un an ; à la faveur de la découverte du « *faux patriotique* » d'Henry accablant Dreyfus et du suicide du faussaire en août ; pour contraindre la Cour de cassation à accepter la demande de révision en octobre ; pour, enfin, crever l'abcès, en août 1899, à l'occasion du second procès devant le conseil de guerre, à Rennes.

A chaque étape, des pétitions immenses ou des appels à souscriptions, aux textes soigneusement pesés et suivis de listes interminables des signataires ou donataires, détaillées parfois plusieurs jours durant dans le journal porteur ; une campagne de presse, dans des feuilles exclusivement politiques mais aussi dans les canards à un sou, qui mêle éditoriaux, libres opinions et lettres ouvertes bien claquantes, enquêtes exclusives, expertises érudites où des paléographes se distinguent, révélations documentées en direct des coulisses du théâtre, sous les plumes entrelacées d'universitaires, d'académiciens et de reporters. Ainsi, la série des *Preuves* publiées par Jaurès du 10 août au 20 septembre 1898 dans *la Petite République* et reprise en volume avec un beau succès militant, ou les appels opposés en novembre et décembre de *l'Aurore*, pour rassembler une « *France intellectuelle* » devenue « *la France libre* », et de *la Libre Parole*, pour réunir 25 000 souscripteurs, copieusement antisémites et patriotes, décidés à élever un monument à la gloire d'Henry.

D'autres rassemblements sont plus originaux encore. Ceux des ligues surtout, avec la création en février 1898, à l'occasion du procès Zola, d'une Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen, présidée par Trarieux et peuplée d'intellectuels, qui compte 8 000 membres, puis, en réplique, celle d'une Ligue de la Patrie française lancée en octobre, avec Coppée, Lemaître, Dausset, Syveton et Vaugeois et qui rafle d'entrée 21 000 adhésions antidreyfusardes, nationalistes et conservatrices. Plus intéressantes encore, sinon promises à un meilleur avenir, ces Universités populaires où des professeurs dreyfusards portent la bonne parole aux humbles. Et fort significatifs aussi les ralliements dispersés d'intellectuels au socialisme de Jaurès et de Herr, au mythe syndicaliste de la Grève générale ou à la phalange de Maurras, à la faveur des luttes de l'Affaire. Comme si l'engagement intellectuel ne valait plus sans orchestration et ne trouvait son sens plein que dans l'organisation. Péguy, le dreyfusard transi, le socialiste trahi, dira toute la force et toute l'équivoque de cette nouvelle donne, de ce passage d'une « *mystique* » à une « *politique* ».

Chemin faisant, l'intellectuel a pris de la rondeur sociale. Dans les 10 000 à 30 000 individus de la tribu – le chiffre varie selon la définition adoptée –, on distingue d'abord les cohortes universitaires qui croient écrire la préhistoire d'une République des professeurs : érudits ou mondains, experts toujours, rivalisant dans le culte de la Vérité, ils entrent pleinement dans le cours nouveau du débat, à l'heure où l'Université connaît une belle expansion (17 000 étudiants en 1890, 30 000 environ en 1900) et déguste tant d'honneurs officiels. Avec toutefois des décalages significatifs : le droit et la médecine sont plus hostiles à Dreyfus que les lettres et les sciences ; le dreyfusisme est assez bien proportionné à l'intérêt scientifique porté déjà à l'étude de la société contemporaine (les durkheimiens, notamment, sont en flèche) ; les grandes écoles et les grands établissements, la Rue d'Ulm ou l'Ecole pratique surtout, donnent plus hardiment que les facultés ; le tiers parti moins virulent dont rêvait Lavisse fait long feu, tant est forte la pression pour ou contre la révision.

Et surtout, fait très neuf, ces professeurs sont entourés et stimulés par une foule d'enseignants des lycées et, particulièrement incisifs, par leurs étudiants qui pétitionnent eux aussi, peuplent les réunions, font le coup de poing et protègent les ténors menacés. Le savoir engagé a pris de la chair et du muscle. A ses côtés, inévitablement, le monde de la presse et de l'édition (Stock est un héros du dreyfusisme et Péguy fonde sa propre librairie), quels que soient les tirages qui sanctionnent ses talents, donne l'ossature et les meilleurs bataillons aux protestations. Par contre, les créateurs, artistes ou hommes de lettres, aux réactions plus mitigées, ne sont que des forces d'appoint, nonobstant les hautes figures emblématiques de Zola, Barrès, France ou Coppée. Tous pourtant découvrent avec la même excitation le poids décisif des divers réseaux d'influence et battent les mêmes estrades pour des causes opposées, tant l'avenir passe, constatent-ils, par une intervention massive de l'Idéal.



Après la publication de « J'accuse », Emile Zola fut contraint à l'exil pendant plus d'un an.

L'ENGAGEMENT des intellectuels court, il est vrai, à l'échec. Ceux d'entre eux qui ont signé, dira Jaurès, « *l'album de la défense sociale* » en accablant Dreyfus, seront phagocytés par les forces conjuguées du conservatisme en pantoufles et du nationalisme débridé, à l'exception, un peu plus tard, de la poignée des fondateurs de l'Action française. Les autres, soit parce qu'ils n'ont pas vu, pense Jaurès, qu'une « *classe intellectuelle* » ne sera rien sans le secours d'une « *classe d'humanité* » qui ne peut être que la classe ouvrière, soit parce qu'ils ont mal reconnu le territoire nouveau où se livrait désormais la bataille, se sentiront dépossédés de leur dreyfusisme dès 1899 puis en 1902, et même s'ils ont rejoint les mouvances socialistes, quand la politique tout court aura pris sa revanche en gérant et réglant les déchaînements de l'Affaire sur son terrain familier : un gouvernement de défense républicaine qui soude un nouveau « bloc », celui de Waldeck-Rousseau, et de bonnes élections diligentées par les comités et les préfets.

Cocus, donc ? Ce n'est pas si sûr. L'engagement dans l'Affaire, note Christophe Charle, était l'expression véhémente d'une frustration : le menu peuple du savoir, de la communication et de la création qui se proclame « *intellectuel* » reprochait à la République d'avoir trop peu modifié les règles de recrutement des élites, de trop privilégier encore l'argent et le prestige, d'avoir négligé son renfort dans l'affirmation d'une méritocratie qui, décidément, épousait bien mal les temps plus démocratiques de la fin du siècle. Il est vrai. Mais, chemin faisant, les intellectuels nouveau-nés ont eu la révélation de leur moderne puissance : parler aux masses au nom de l'Idée.

Dreyfus aura rétrospectivement le mot de la fin. En 1935, à l'heure même où Léon Blum réfléchit à l'exercice du pouvoir tout en rédigeant ses *Souvenirs sur l'Affaire*, le capitaine réhabilité et sur le point de mourir confie dans *la Lumière* à Victor Basch, dreyfusard s'il en est et devenu président de la Ligue des droits de l'homme : « *Mais non, mais non. Je n'étais qu'un officier d'artillerie qu'une tragique erreur a empêché de suivre son chemin. Le Dreyfus symbole de la Justice, ce n'est pas moi, c'est vous autres qui avez créé ce Dreyfus-là.* »

Prochain épisode
« Le sam'di soir après l'turbin »

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

- **Mercredi 22 août** : La bonne affaire des intellectuels.
- **Jeudi 23 août** : « Le sam'di soir après l'turbin. »

Pour en savoir plus

► *Souvenirs sur l'Affaire*, de Léon Blum, Gallimard, 1981.
► *Naissance des « Intellectuels » (1880-1900)*, de Christophe Charle, Ed. de Minuit, 1990.
► *Les Ecrivains et l'Affaire Dreyfus*, Gérald Leroy dir., PUF, 1983.
► *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, de Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, A. Colin, 1986.
► *Nationalisme et Conservatisme. La Ligue de la Patrie française*, de Jean-Pierre Rioux, Beauchesne, 1977.
► *Intellectuels et Passions françaises*, de Jean-François Sirinelli, Fayard, 1990.

هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

L'URSS participerait à une force multinationale

Aux Nations unies, la Chine a pris mardi 21 août ses distances avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité, en particulier les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, qui souhaitent obtenir l'aval de l'Organisation pour l'utilisation de la force dans l'application de l'embargo contre l'Irak. Dans les circonstances actuelles, a indiqué l'ambassadeur chinois à l'ONU, M. Li Daoyu, des actions militaires ne feraient qu'aggraver la crise au lieu de la résoudre. *« La Chine est toujours opposée à un engagement militaire des grandes puissances »*, a-t-il déclaré.

Mais la Chine n'opposera pas son veto au projet américain, a indiqué mercredi à Pékin le ministre koweïtien des affaires étrangères après avoir rencontré le premier ministre Li Peng. *« Si la Chine ne vote pas pour cette résolution, elle ne votera pas non plus contre »*, a-t-il affirmé. Pour sa part, l'URSS a fait savoir qu'elle participerait à une force multinationale.

A Londres, le premier ministre britannique a adopté une attitude extrêmement ferme à l'encontre de l'Irak. Dans une conférence de presse, Mme Thatcher a catégoriquement exclu de négocier avec Bagdad sur le sort des Occidentaux détenus en Irak et au Koweït, et s'est prononcée pour une application sans faille des sanctions. *« Saddam Hussein essaie (...) d'utiliser des femmes et des enfants de pays occidentaux comme boucliers humains et de s'en servir pour des négociations. Nous n'avons pas l'intention d'entrer dans des négociations »*.

Mme Thatcher a affirmé que *« l'option militaire n'avait jamais été exclue »* contre l'Irak, mais qu'elle *« espérait que la stratégie actuelle des sanctions serait efficace. L'embargo contre l'Irak doit être efficace* (...) *et nous avons les moyens de le faire respecter »*. L'objectif du déploiement britannique dans le Golfe, a-t-elle précisé, est la défense des Etats de la région, *« le départ des envahisseurs du Koweït et le rétablissement de son indépendance »*.

A Bagdad, l'agence officielle irakienne a rejeté mardi l'appel lancé le même jour à M. Saddam Hussein par le président Moubarak. Le chef de l'Etat égyptien avait solennellement demandé au dirigeant irakien de *« retirer ses troupes du territoire koweïtien afin que la situation revienne à son état initial »*, ce qui lui vaudrait *« l'estime du monde entier »*. M. Moubarak avait demandé à M. Saddam Hussein d'épargner aux Arabes *« une guerre destructrice qui nous ramènerait en arrière, vers les ténèbres et la ruine »*.

« Quelles que soient ses bonnes intentions (...) *il ne propose aucune véritable solution »*, a déclaré l'agence irakienne, estimant que M. Moubarak avait *« simplifié les problèmes »*. *« La vraie confrontation oppose maintenant le bien et le mal, le vice et la vertu, le souci national du bien des pauvres et celui des repus et des voleurs de la nation, le patriotisme et la dépendance, la liberté et ceux qui sont accrochés aux basques de l'étranger. »*

Faisant allusion à l'appel saoudien aux forces étrangères, Bagdad ajoute que la lutte oppose *« ceux qui ont facilité l'arrivée de l'envahisseur étranger qui piétine la terre pure du Nadj et du Hedjaz (Arabie saoudite), après avoir souillé la ville sainte de Jérusalem, et ceux qui veulent libérer la nation »*.

Les prises de position et les contacts diplomatiques se poursuivent pendant ce temps dans le monde arabe. Le Caire a démenti mardi les informations selon lesquelles l'Egypte aurait accepté de faire transiter les réfugiés égyptiens qui se trouvaient en Jordanie par Israël, si celui-ci leur ouvrait ses frontières.

A Amman, le chef du gouvernement jordanien a estimé qu'*« aucune médiation n'est possible dans l'atmosphère actuelle d'escalade »*. A Tripoli, le colonel Khadafi a condamné mardi *« l'utilisation de civils et de travailleurs comme otages. C'est une question de principe »*. Il a aussi condamné l'appel de l'Arabie saoudite aux forces américaines.

Par ailleurs, Syriens et Egyptiens ont demandé mardi le report au 30 août du conseil extraordinaire de la Ligue arabe convoqué par l'Egypte pour le 26. Enfin, le Sri-Lanka continue, en dépit de l'embargo, à vendre du thé à l'Irak, son deuxième client. Londres a demandé des explications au gouvernement de Colombo. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Bagdad baisse le ton et se déclare prêt au dialogue

Au lendemain d'un avertissement très dur que lui a lancé le président Bush, M. Saddam Hussein a répondu mardi 21 août que Bagdad n'était pas hostile aux *« intérêts légitimes »* de Washington, tandis que son ministre des affaires étrangères, M. Aziz, s'est déclaré à Amman *« prêt au dialogue avec les Etats-Unis »*.

Le ton des deux dirigeants irakiens a radicalement changé. Ce n'est plus le discours du 16 août dans lequel le président irakien menaçait Washington de *« renvoyer des milliers d'Américains dans des cercueils »* en cas de confrontation entre les Etats-Unis et l'Irak. On n'y retrouve pas non plus la violence de l'ultimatum lancé dimanche par Bagdad, exigeant d'ici à vendredi minuit la fermeture des ambassades à Koweït et menaçant les diplomates en poste dans l'émirat de perdre leur statut diplomatique et de se retrouver à leur tour otages.

« Vous [les Etats-Unis] *savez que les Arabes, dont les Irakiens, ne sont pas hostiles aux intérêts légitimes de l'Occident en général ou de ceux des Etats-Unis »*, déclare le président Saddam Hussein dans une « lettre ouverte » adressée au président américain George Bush.

M. Hussein souligne que *« le progrès scientifique et technique ainsi que le développement auxquels aspirent les Arabes ne peuvent se réaliser qu'à travers la coopération avec l'Occident »*. Pour *« réaliser cet objectif, ils* [les Arabes] *devaient vendre du pétrole, sachant que le marché principal du pétrole est l'Europe, les Etats-Unis et le Japon »*. Il rappelle que l'Irak *« comptait jusqu'au début août 1990 vendre le tiers de son pétrole aux Etats-Unis »* et qu'il avait été *« opposé au relèvement vertigineux des prix du pétrole qui s'était produit en 1973 »*. *« En tout état de cause*, dit encore le président irakien, *les Arabes, dont l'Irak, veulent vendre leur pétrole à tous les pays précédemment mentionnés et le fait que l'Irak possède 20 % du pétrole mondial ne change rien à cela. »*

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a pour sa part appelé les Etats occidentaux à *« ne pas suivre l'exemple des Etats-Unis »* et – s'adressant à la France en particulier – il a espéré qu'*« elle ne suivra pas la politique des Etats-Unis, parce qu'elle perdra sa crédibilité dans la région »*. Au cours d'une conférence de soixante-cinq minutes à Amman, en présence de près de cinq cents journalistes représentant les médias internationaux, M. Aziz a appelé ces pays à *« faire la paix avec l'Irak et*, a-t-il ajouté, *leurs ressortissants seront alors libres de quitter l'Irak »*. Le ministre a affirmé que son pays est *« prêt au dialogue »* avec les Etats-Unis, mais que ces derniers voulaient la guerre.

« S'ils veulent parler, nous parlerons »

Il s'est déclaré disposé à discuter de toute question avec les Etats-Unis. *« S'ils veulent parler, nous parlerons, ils peuvent soulever leurs problèmes et nous soulèverons les nôtres, et cela inclura la situation dans le Golfe. Mais nous n'acceptons pas de conditions préalables à nos discussions. Il faut nous asseoir autour d'une table et parler. »* Le ministre irakien a précisé : *« J'ai parlé hier au chargé d'affaires américain* [en Irak] *et lui ai dit que nous sommes prêts au dialogue si vous l'êtes. »* Il a estimé toutefois qu'une guerre *« serait un conflit meurtrier, les Etats-Unis perdront et seront humiliés »*. Il a ajouté que *« le déploiement des forces américaines dans le Golfe a pour but de lancer une attaque contre l'Irak, mais l'Irak ne s'agenouillera pas et le combat sera sanguinaire pour les Américains, pour nous et pour toute la région. Ce sera alors le crime le plus grave dans l'histoire de l'humanité. Si les Etats-Unis croient que la guerre contre l'Irak sera une promenade comme au Panama et à la Grenade, ils se trompent »*.

M. Aziz a accusé les émirs du Koweït et des pays du Golfe d'avoir *« ridiculisé et discrédité la nation arabe »*. Il les a qualifiés de dirigeants *« corrompus qui veulent accaparer les richesses arabes dans leurs coffres et ceux des Occidentaux, mais*, a-t-il dit, *les Arabes refusent que leur richesse soit sous séquestre occidental »*. Il a affirmé que la fortune personnelle de l'émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Sabah, s'élève à 220 milliards de dollars, dont *« 19 milliards »* se trouvent dans une seule banque suisse *« alors que l'Egypte et le Soudan sont confrontés à une crise économique aiguë et ont des dettes extérieures importantes »*.

Il n'empêche que, malgré le ton relativement modéré des dirigeants de Bagdad, les autorités irakiennes poursuivent la chasse aux ressortissants occidentaux d'Irak et du Koweït. Selon le département d'Etat, les troupes irakiennes ont contraint mardi, sous la menace des armes, un Américain et huit Britanniques à quitter leur domicile au Koweït pour une destination inconnue.

Mercredi, des responsables irakiens à Bagdad ont démenti qu'un accord ait été conclu permettant aux ressortissants de sept pays de la CEE de quitter le Koweït, a annoncé un porte-parole du ministère belge des affaires étrangères. – *(AFP, Reuter.)*

Etats-Unis : la Maison Blanche dénonce la « futilité » de l'appel à la négociation de M. Saddam Hussein

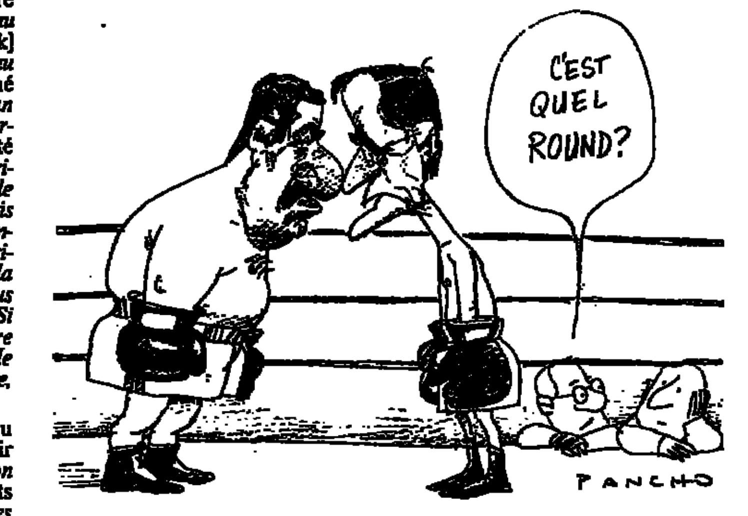
Le président George Bush n'a pas jugé utile d'interrompre sa partie de golf. Il a laissé à ses collaborateurs le soin de dénoncer la *« futilité »* de la campagne menée, mardi 21 août, par les dirigeants irakiens pour se donner l'apparence qu'ils sont disposés à la négociation. Dans le même temps M. Bush doit jouer serré auprès d'une opinion publique américaine qui, pour lui être encore très favorable, n'est pas pour autant disposée à lui signer un chèque en blanc.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Au président Saddam Hussein et au ministre des affaires étrangères Tarek Aziz, qui évoquaient la possibilité de *« négociations de paix »*, le premier dans un message lu à la télévision, le second dans une déclaration à Amman, les porte-parole américains ont répondu par le mépris. Tant que les otages occidentaux ne sont pas libérés et tant que les Irakiens ne sont pas prêts à quitter le Koweït, il n'y a pas grand-chose à négocier, disait-on à la Maison Blanche. Pour M. Marlin Fitzwater, porte-parole du président, les déclarations irakiennes relèvent *« de la même litanie »* entendue depuis le début du conflit et qui omet toujours de rappeler l'invasion du Koweït par Bagdad.

Au département d'Etat, on faisait valoir que les Etats-Unis n'ont jamais négligé la moindre possibilité de discuter avec les dirigeants irakiens. Mais on relevait, dans le même temps, que les contacts quotidiens, à Bagdad et à Washington, entre les diplomates des deux pays n'ont jamais abouti au moindre résultat – ne serait-ce que sur des questions purement humanitaires telle que la situation des ressortissants étrangers en Irak et au Koweït. *« Sur les problèmes les plus élémentaires, nous n'avons jamais obtenu la moindre information de la part des Irakiens »*, disait-on encore, laissant entendre que pareille attitude augurait mal de la possibilité d'une discussion sur des questions plus politiques.



Arrestation d'Occidentaux

Les dirigeants américains étaient d'autant moins disposés à entendre M. Tarek Aziz qu'ils recevaient au même moment confirmation d'informations inquiétantes en provenance de Bagdad. Pour la première fois depuis le début de la crise, des soldats irakiens sont venus, arme au poing, arrêter des ressortissants occidentaux – au moins une dizaine de personnes – à leur domicile au Koweït. Comportement interprété à Washington comme annulant totalement les appels irakiens à des discussions de paix.

Les Etats-Unis affichent une position de principe à double détente, qui est aussi celle de la communauté internationale : il n'y a rien à discuter tant que n'est pas mis un terme à l'occupation du Koweït ; d'autre part, on ne négocie pas sur le sort des otages. L'impression générale est que l'heure est plus que jamais à un face-à-face musclé avec Saddam Hussein. Mais si le temps d'une négociation devait venir, plusieurs informations de presse à Washington ont déjà laissé entendre quels pourraient être les principaux points d'un compromis. Les Etats du Golfe effaceraient les dettes contractées par l'Irak à leur égard (quelque 70 milliards de dollars) ; Bagdad conserverait un accès au Golfe en disposant de facilités sur les îles koweïtiennes de Wardah et de Bubiyan ; la famille régnante koweïtienne Al-Sabah retournerait au pouvoir à la condition d'organiser rapidement des élections. On n'en est pas là et, pour l'heure, la fermeté affichée par M. Bush est populaire. Confronté aux choix les plus difficiles de sa présidence, il dispose du soutien de l'opinion et de la classe politique – même si sa marge de manœuvre n'est pas illimitée. Il n'a pas de chèque en blanc, observe Tom Tauke, membre de la Chambre des représentants, fidèle partisan du président qui, en tant qu'élu de l'Iowa, peut donner le pouls de l'Amérique profonde. *« Si M. Bush annonce demain que nous allons envahir le Koweït avec nos forces terrestres*, explique-t-il, *alors je ne le suis plus. »*

Des hésitations se font jour

En gros, les sondages ne disent pas autre chose. Ils créditent M. Bush d'une approbation massive de l'opinion – 70 % à 80 % d'avis favorables – pour avoir fait face à Saddam Hussein et dépêché des troupes dans la région. La même majorité conçoit fort bien qu'une *« action militaire »* soit nécessaire pour chasser les Irakiens du Koweït.

Mais des hésitations se font jour et le soutien est plus timide lorsqu'il s'agit d'aller au-delà : le sentiment dominant est qu'il ne revient pas aux Etats-Unis *« d'attaquer les premiers »*, sauf dans l'hypothèse de nouvelles provocations irakiennes – otages tués, agression contre l'Arabie saoudite – et l'on n'imagine pas volontiers qu'une intervention puisse aller au-delà de bombardements stratégiques. Dans la situation actuelle – qui peut changer, – les dirigeants du Congrès ont déjà dit qu'ils estimaient que le président n'avait pas de *« mandat politique »* – concept vague – pour s'en prendre directement à l'Irak. Un commentateur du journal *Christian Science Monitor* résumait ainsi l'état de l'opinion : *« Le traumatisme des années 70 s'éloigne mais les Américains ne sont pas désireux de se libérer totalement du syndrome du Vietnam et de devenir le gendarme du monde. »*

M. Bush opère sur un front intérieur sensible. Déjà, la télévision a diffusé des images qui rappellent la crise des otages de Téhéran : rubans jaunes aux fenêtres des maisons en signe de solidarité avec les Américains retenus en Irak, commentaires angoissés des parents et enfants restés aux Etats-Unis, et même quelques témoignages sur certains des otages de Bagdad.

Parce qu'il n'y a pas encore la guerre, il n'y a pas de parti opposé à la guerre. La gauche démocrate jusqu'à présent colle au président. Interrogés par le *New York Times*, des hommes comme le pasteur Jesse Jackson ou l'ancien sénateur George Mc Govern déclarent approuver le déploiement des troupes américaines. *« Je soutiens la décision du président Bush de prendre position en Arabie saoudite* (...), explique M. Mc Govern, qui fut un des opposants à la guerre du Vietnam ; *j'espère que nous gardons une option diplomatique ouverte. Il n'y a pas aujourd'hui de problème suffisamment grave que les Etats-Unis doivent résoudre par la guerre. »* C'est là un ensemble de réactions qui reflètent un soutien à M. Bush un peu plus fragile que ne le disent les sondages et qui pourrait s'effriter rapidement en cas de conflit ouvert et lourd en victimes.

ALAIN FRACHON

L'UEO et les Douze réunis à Paris

Les pays européens commencent à faire bloc

Les pays d'Europe occidentale ont commencé à coordonner leurs positions vis-à-vis de Bagdad mardi 21 août au cours d'une réunion, à Paris, de l'UEO (Union de l'Europe occidentale ; les douze Etats membres de la CEE moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande), puis des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne. Les pays européens ont appelé le Conseil de sécurité à prendre *« toute mesure supplémentaire utile »* pour mettre en œuvre l'embargo et se sont déclarés *« en principe »* d'accord pour recourir à la force afin de le faire respecter.

Les Douze sont parvenus à une position commune à propos de l'ultimatum lancé par Bagdad, enjoignant aux ambassades étrangères à Koweït de fermer avant vendredi. *« La Communauté et ses Etats membres confirment leur détermination à maintenir ouvertes leurs missions, compte-tenu de la tâche qui leur incombe de protéger leurs ressortissants »*, stipule la déclaration commune, dans laquelle la *« prétention »* de l'Irak est qualifiée d' *« illégitime »*. M. Gianni De Michelis, ministre italien des affaires étrangères et président en exercice de la Communauté, a néanmoins précisé, au cours d'une conférence de presse, que *« nos diplomates ont pour consigne de ne pas s'opposer à l'usage que les Irakiens pourraient faire de la force »*.

Création d'un groupe ad hoc

Les Etats de la Communauté ont choisi le ton de la fermeté. Ils avertissent le gouvernement irakien que *« toute tentative de porter atteinte ou de menacer la sécurité de tout ressortissant de la Communauté européenne sera considérée comme un acte offensif des plus graves dirigé contre la Communauté et tous ses Etats membres et provoquera une réponse unanime de la Communauté tout entière »*.

Une mise en garde a également été lancée à l'encontre des *« nationaux irakiens »*, qui *« seront tenus pour personnellement responsables selon les lois internationales pour toute implication dans des actions illégales touchant la sécurité et la vie de ressortissants étrangers »*.

Les chefs de la diplomatie des Douze sont par ailleurs convenus d'aider, d'une part les réfugiés, et d'autre part les pays affectés par la crise et l'embargo. M. De Michelis a évoqué *« la Jordanie et la Turquie, mais pas seulement ces deux pays »*, tandis qu'à Bruxelles, au cours d'un point de presse simultané, M. Jacques Delors citait l'Egypte et la Jordanie.

Dans la matinée, neuf des douze pays de la CEE, ceux appartenant à l'UEO, avaient déjà décidé de *« coordonner étroitement »* leurs opérations dans le Golfe. Un groupe *ad hoc*, composé de représentants de leurs ministères des affaires étrangères et de la défense, a été chargé *« d'assurer la coordination la plus efficace dans les capitales et dans la région »*. Ce groupe, qui a pour mission de coordonner les forces *« en ce qui concerne les zones d'opération, le partage des tâches, le soutien logistique et l'échange de renseignements »*, s'est réuni une première fois dès mardi, à Paris. La Turquie, le Danemark et la Grèce y disposent d'observateurs (l'Irlande a décliné l'invitation). Une réunion des chefs d'état-major est prévue pour vendredi, à Paris également.

Le recours à la force

Cinq pays – la Belgique, l'Espagne, la Grèce, l'Italie et les Pays-Bas – ont annoncé leur décision, ou leur intention, d'envoyer des navires dans le Golfe, a indiqué le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, au cours de la conférence de presse finale. Pour l'instant, seules la Grande-Bretagne et la France sont présentes dans la région. M. Dumas a précisé que le Portugal et la RFA réservaient leurs positions.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, a déclaré à ses partenaires, au cours de cette réunion, que la RFA allait modifier sa Constitution afin de pouvoir opérer dans le Golfe, a indiqué le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. La révision constitutionnelle qui permettrait l'envoi de soldats ouest-allemands ne pourra cependant pas voir le jour avant la réunification allemande, prévue pour le 14 octobre, ni même avant les élections du 2 décembre (*le Monde* du 22 août). *« Je ne pense pas qu'une décision interviendra avant plusieurs mois »* a affirmé le secrétaire général de l'UEO, M. Willem Van Eekelen.

M. Van Eekelen a par ailleurs affirmé, à l'issue de la réunion, que les pays membres de l'UEO étaient d'accord *« en principe »* pour recourir à la force afin de faire respecter l'embargo contre l'Irak. Evoquant l'appel des Neuf au Conseil de sécurité pour qu'il prenne *« des mesures supplémentaires »*, le secrétaire général de l'organisation a affirmé : *« Nous espérons qu'il les prendra, mais je ne pense pas que ce soit une condition* sine qua *non »*.

Dans leur communiqué final, les ministres soulignent par ailleurs *« la solidarité qui lie leurs pays au monde arabe et leur volonté d'appuyer ses efforts pour rechercher une solution en son sein »*. Le ministre français des affaires étrangères (c'est la France qui assure la présidence de l'UEO) a été chargé d'entreprendre une mission diplomatique auprès du secrétariat de la Ligue arabe.

M-P. S.

LA CRISE DU GOLFE

La mise en place du dispositif militaire américain

A Dahran, les avions gros porteurs se succèdent sans interruption

Depuis deux semaines maintenant, et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le ballet se poursuit. L'opération « Bouclier du désert », *« pour la défense de leur patrie »*, insistent les Saoudiens, et surtout sans doute pour protéger les plus importantes réserves pétrolières du monde, se met en place avec un luxe de moyens inégalé jusqu'à maintenant.

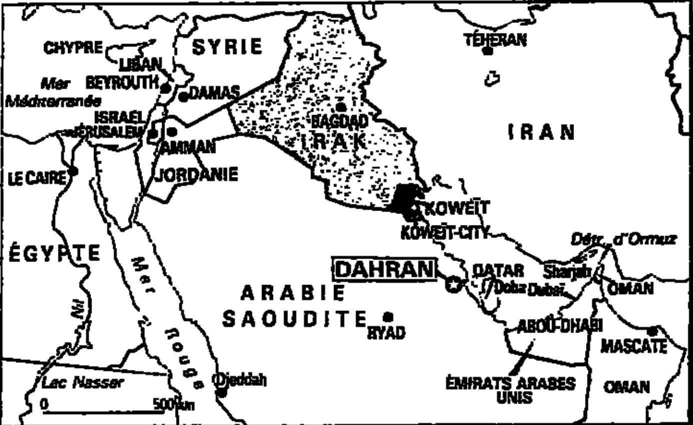
DAHRAN

de notre envoyée spéciale

« C'est le pont aérien le plus important jamais entrepris par les Etats-Unis sur une courte période », affirmait, mardi 21 août à Washington, le général Johnson, commandant en chef des services logistiques de l'armée américaine, précisant que *« seuls 5 % des C5 Galaxy, le plus gros avion de transport du monde, et 11 % des C-141 Starlifter, n'y participaient pas »*.

Quelques heures passées sur la base aérienne saoudienne qui accueille l'essentiel de l'effort américain en cours suffisent pour s'en convaincre. Atterrissages et décollages des avions gros porteurs se succèdent quasiment sans interruption, et les troupes fraîchement débarquées ne traînent pas plus de deux à trois heures sur la base avant de se rendre sur leurs lieux de déploiement en plein désert, le long de la frontière saoudo-koweïtienne ou saoudo-irakienne. Pour les transporter, les Saoudiens, dont les officiers américains vantent avec insistance la coopération, ont réquisitionné tous les bus de transports urbains ou scolaires, qui portent encore sur leurs flancs le nom de leur propriétaire ou de leur destination habituelle.

Soigneusement alignés côte à côte, trois Galaxy, gueule ouverte, livrent leur cargaison de matériel. Hélicoptères dont les pales sont remontées en moins de dix minutes, camions, munitions et toute la logistique nécessaire à une armée en campagne. 500 000 tonnes de matériels et entre 40 000 et 50 000 hommes ont déjà été acheminés en Arabie saoudite, selon des chiffres fournis par le Pentagone.



Chacun son masque à gaz

D'un quatrième appareil jaillit une compagnie de parachutistes lourdement chargés, hébétés par la chaleur – 50 degrés – qui les saisit à leur descente. Tous portent à la ceinture sur le côté un masque à gaz, *« mesure indispensable de protection contre les armes chimiques »*, indique leur chef, venu tout droit de Fort Bragg, en Caroline-du-Nord, vingt-deux heures de voyage. Dans un ordre précis les hommes se rassemblent à quelques dizaines de mètres du tarmac où des tentes ont été installées pour les protéger du soleil. Le premier geste obligatoire est de boire *« deux litres par heure »*, affirme un lieutenant, avant de conseiller : *« Faites de même, car nous n'avons pas envie de vous conduire à l'hôpital. »*

Installé non loin de l'entrée de la base, celui-ci, composé de tentes hermétiques et de quelques bâtiments en dur entièrement climatisés, n'a en effet servi, jusqu'à maintenant, qu'à soigner quelque deux cent cinquante cas d'insolation. *« Il peut répondre à toute demande, de la chirurgie au simple mal de dent »*, précise le capitaine en charge. Importés des Etats-Unis, les hôpitaux de campagne suivent aussi les unités sur le front.

A côté de ce Galaxy, des avions civils – dix-sept, appartenant à plusieurs compagnies, ont été réquisitionnés – déchargent aussi ces hommes, dont le regard n'a pas le temps de se perdre sur les eaux du Golfe, non loin de là. Sans arrêt des F-15 tournent dans le ciel, atterrissent ou décollent, protection de ce gigantesque campement toujours en mouvement.

Alors que l'unité des marines vient de planter son drapeau pour marquer son territoire, commence à déployer ses tentes et décharge à l'aide de petites grues son matériel, non loin, les hommes viennent aux cuisines roulantes se faire servir leur repas chaud. Debout, son assiette posée sur des sacs de sable, un jeune soldat blond à la peau déjà brunie par le soleil, mange steak et petits pois, tout en lisant son courrier, le premier arrivé depuis qu'il est là.

« Content d'être ici ? » Il ne se pose pas la question, « briefé » comme tous ses camarades sur les buts de sa mission en Arabie saoudite, sur la nécessité de *« respecter les cultures différentes »*, et en particulier, insiste l'officier de presse, *« vis-à-vis des femmes »* qui en Arabie saoudite sont soumises à de strictes restrictions et sortent voilées dans la rue. Il n'a pas d'état d'âme : *« Nous sommes là pour défendre un pays ami, et puis c'est un bon exercice pour nous »*, confie-t-il. Pour combien de temps est-il là ? *« Aucune idée*, dit-il, *mais tout va bien. »*

Secret omniprésent

Immense, cette base aérienne saoudienne, à l'équipement *« le plus sophistiqué, le plus sûr, avec ses hangars bétonnés et semi-enterrés, que j'ai jamais vu »*, affirme un officier, avant d'ajouter, ironique : *« Jamais le Congrès ne nous aura donné tant de moyens »* pour aujourd'hui protéger, outre l'armée de l'air saoudienne, dont les Tornado et F-15 sont alignés côte à côte, séparés par des sortes de préau, l'armée américaine et les troupes britanniques. Aucune trace ici des soldats marocains, égyptiens ou syriens, dont les lieux de déploiement demeurent jusqu'à maintenant secrets. Le secret est d'ailleurs ici omniprésent, et les consignes de l'armée américaine adressées aux journalistes sont strictes et ne comportent pas moins de dix mesures à respecter, qui vont de l'interdiction de localiser les lieux de déploiement ou d'atterrissage des troupes à la publication des noms de personnes, d'où qu'elles viennent, ou des mesures de sécurité, même visibles, autour des installations militaires.

A la mesure du défi qu'il a relevé face au président Saddam Hussein, le président Bush n'a pas lésiné sur les moyens, et nul doute que ce déploiement impressionnant de puissance, bien que seul l'avenir permette de juger de son efficacité, ait de quoi rassurer à court terme l'Arabie saoudite et les Etats du Golfe, qui n'avaient jamais oublié comment Washington avait lâché le shah d'Iran. Mais l'insistance des autorités saoudiennes à rappeler, comme l'a encore dit mardi le ministre de la défense, le prince sultan, que *« les forces occidentales et amies sont installées provisoirement en Arabie saoudite et quitteront ce pays aussitôt que le gouvernement du roi Fahd le leur demandera »* tend à prouver aussi qu'il cherche à diminuer l'impact négatif dans nombre de pays arabes, de cette intervention massive américaine sur une terre arabe. En fait, comme le laisse entendre implicitement dans un éditorial *Arab News*, *« la meilleure protection pour l'Arabie saoudite et la seule façon en définitive de faire disparaître la menace, et par là le besoin de la présence américaine, serait le renversement de Saddam Hussein et de son régime en Irak »*.

FRANÇOISE CHIPAUX

Un déploiement qui correspond à « l'équivalent d'une petite ville du Middle-West »

Le président américain George Bush devait annoncer mercredi 22 août l'appel de réservistes pour combler les vides causés par l'envoi du corps expéditionnaire dans le Golfe. Attendue depuis plusieurs jours, cette mesure pourrait toucher des dizaines de milliers de citoyens. Ce serait la première fois que ce rappel est appliqué pour des raisons militaires depuis la guerre du Vietnam.

Pendant ce temps, le déploiement américain au Proche-Orient se poursuit de manière satisfaisante et 500 000 tonnes de matériel et d'approvisionnement sont en route ou déjà arrivés sur place, soit l'*« équivalent de 400 000 voitures Chevrolet »*, a déclaré mardi le chef des services de logistique, le général Hansford Johnson. Il s'agit du pont aérien le plus important jamais entrepris par les Etats-Unis sur une courte période, avec le support de nombreux appareils commerciaux réquisitionnés dans le cadre de la flotte aérienne civile de réserve.

Sans vouloir fournir de chiffres précis sur le total des troupes, le général Johnson a indiqué qu'en dix-neuf jours les Etats-Unis ont envoyé dans le Golfe, par mer et par air, l'équivalent d'une petite ville américaine. *« Pour donner une idée, nous avons en gros déplacé une petite ville du Middle-West de la taille de La Fayette (Indiana) ou de Jefferson-City (Missouri) »* avec *« l'équivalent de tous leurs véhicules, leurs vivres, leur équipement ménager et leurs ressources en eau »*. La Fayette comptait, au dernier recensement (1980), 43 011 habitants et Jefferson-City 33 619.

Des fusées irakiennes au Koweït

Mille soldats américains sont par ailleurs arrivés mardi dans les Emirats arabes unis. A Ankara, l'ambassade américaine a démenti formellement mardi les informations selon lesquelles des chasseurs-bombardiers F-117 *« furtifs »* (*Stealth*) seraient en Turquie ou y seraient attendus dans le cadre d'éventuelles opérations militaires contre l'Irak.

Le secrétaire américain à la défense a l'intention d'*« agir rapidement »* pour aider l'Arabie saoudite à renforcer son arsenal de chasseurs F-15, de missiles et de chars lourds, a annoncé mardi un haut responsable américain à l'issue de la visite dans le royaume wahhabite de M. Richard Cheney. Les Etats-Unis devraient également accroître leur aide militaire à l'Egypte, où M. Cheney a fait une brève escale mardi.

L'Egypte achemine actuellement une division blindée équipée de chars M-60 A3 en Arabie saoudite, a-t-on appris mardi au Caire. Des systèmes de défense anti-aérienne sont également envoyés vers le royaume. Avec l'envoi de ces renforts, le contingent égyptien pourrait atteindre 15 000 hommes. Mais Le Caire serait en mesure d'envoyer, le cas échéant, 50 000 hommes dans la région du Golfe, indiquent des sources militaires égyptiennes et occidentales.

La Syrie a confirmé mardi officiellement qu'elle avait *« commencé l'envoi d'un premier contingent de troupes qui participeraient, avec les autres forces arabes, à la défense de l'Arabie saoudite en cas d'attaque extérieure »*. Cette mesure correspond *« au désir de la Syrie de remplir son devoir dans la défense des lieux saints »* et à sa volonté *« de ne pas laisser le théâtre du Golfe aux forces étrangères »*. A Bahreïn, le prince héritier et commandant en chef a réaffirmé mardi l'engagement de l'émirat aux côtés de l'Arabie saoudite pour faire face aux forces d'*« agression »*.

Le Yémen et l'embargo

Selon la revue *Jane's* de Londres, citant des sources saoudiennes, l'Irak a déployé au Koweït au moins 36 lanceurs et 800 missiles sol-sol. Mais, après avoir annoncé qu'il s'agissait de missiles de type Al-Husayn (version améliorée du missile soviétique Scud d'une portée d'environ 600 kilomètres), la revue est revenue sur ses affirmations, se contentant de dire qu'elle ne pouvait préciser le type de fusées déployées. Selon le *Financial Times*, l'Irak a également installé des missiles sol-mer Silkworm de fabrication chinoise juste au nord de la frontière saoudienne. Pour sa part, le gouvernement koweïtien a affirmé que les installations essentielles de l'émirat (ports, raffineries, usines de dessalement d'eau de mer...) avaient été minées par les Irakiens. Enfin, selon le *Jane's*, un cargo irakien ferait route vers la Jordanie avec un chargement de véhicules blindés poseurs de ponts de fabrication est-allemande.

Pour la première fois, Paris a signalé mardi que la marine française avait interrogé deux bâtiments irakiens dans le Golfe. Le commandant en chef des forces navales françaises dans l'océan Indien, le contre-amiral Bonnot, a démenti qu'il y ait eu *« interception »*, comme l'en avait accusé Bagdad. *« Ce terme n'est pas le bon, nous faisons comme toutes les autres marines, des interrogations, des reconnaissances de navires. »*

Selon la presse espagnole, le gouvernement de Madrid a décidé d'envoyer dans la zone du Golfe une frégate et deux corvettes pour renforcer les sanctions contre l'Irak.

L'une des tâches principales des navires patrouillant dans le Golfe est de faire respecter l'embargo imposé par les Nations unies contre l'Irak, ce qui contraint les bateaux irakiens traqués dans le secteur à errer à la recherche d'un port qui accepterait de les ravitailler. A ce propos, la situation autour du port yéménite d'Aden demeure confuse. L'ambassadeur yéménite à l'ONU a démenti mardi des informations selon lesquelles un pétrolier irakien serait en train de décharger du brut à Aden et a réaffirmé que son pays respecterait les sanctions contre Bagdad. Toutefois, dans les milieux pétroliers du Yémen, on avait auparavant appris que le pétrolier irakien *Ain Zalah* était parvenu à décharger sa cargaison mardi à la raffinerie d'Aden.

Deux pétroliers battant pavillon irakien, le *Al-Fao* et le *Al-Qadissiyah*, étaient par ailleurs amarrés mardi à Aden. Un porte-parole du ministère yéménite des affaires étrangères a affirmé mardi que son pays *« n'a pas l'intention d'intercepter des navires ni de faire obstruction à la navigation dans la mer Rouge, le détroit de Bab-el-Mandeb, le golfe d'Aden ou la mer Arabique »*.

En Suisse, Berne a annoncé mardi que le parquet fédéral avait demandé aux autorités ouest-allemandes de saisir à l'aéroport de Francfort une livraison d'une firme tessinoise destinée à l'Irak. Selon le quotidien berlinois *Tageszeitung*, ce matériel aurait pu être utilisé à des fins nucléaires. – *(AFP, AP, Reuter.)*

Faute d'opposition politique

L'armée irakienne constitue la seule menace potentielle contre le régime de M. Saddam Hussein

Un coup d'Etat est-il possible en Irak ? Cette éventualité avait été récemment évoquée par le président George Bush, qui avait laissé entendre qu'une telle solution serait bien accueillie partout dans le monde et permettrait de faire l'économie d'une guerre. Selon le *Washington Post*, la CIA aurait convaincu le président américain que des « activités secrètes » étaient non seulement nécessaires mais indispensables pour abattre le régime du président Saddam Hussein.

D'emblée, on peut affirmer qu'un coup d'Etat organisé par des civils est exclu, le régime baasiste de Bagdad ayant, au cours des quelque vingt années de son existence, fait le vide autour de lui. De l'avis même des opposants en exil, il n'existe aujourd'hui aucune force politique organisée qui puisse prendre la relève. Vingt années d'une répression sanglante et systématique ont anéanti toutes les velléités oppositionnelles à l'intérieur du pays. Tous ceux qui avaient accepté de faire un bout de chemin avec le président Saddam Hussein ont été éliminés les uns après les autres : communistes, Kurdes et même des baasistes modérés. Au sein de la classe politique de Bagdad, l'opposition a cessé d'exister faute d'opposants.

Quadrillé par des légions de cadres totalement dévoués, le parti contrôle pratiquement tout dans le pays. A chaque instant, il peut mobiliser des centaines de milliers d'Irakiens. Le monolithisme politique est tel qu'un projet de *« multipartisme contrôlé »* dut être abandonné en 1989. Toutes les personnalités pressenties pour constituer des formations censées être différentes du Baas s'étaient récusées, probablement par crainte de se voir taxées par la suite de « déviationnisme », voire de « trahison ».

Un éventuel et problématique coup d'Etat ne pourrait donc qu'être militaire. Avec un million d'hommes sous les drapeaux, des officiers sortis victorieux d'une guerre de huit ans, l'armée constitue théoriquement la seule véritable menace potentielle pour le régime du président Saddam Hussein. Encore faut-il nuancer cette appréciation, l'homme fort de Bagdad ayant tout mis en œuvre depuis son accession à la magistrature suprême pour contrôler tous les rouages de l'armée.

Les relations entre le parti et les militaires n'ont pas toujours été au beau fixe. Jusqu'en 1979, la cohésion entre le pouvoir civil et l'armée n'était maintenue que grâce à la collaboration qui s'était instaurée au sein du Conseil du commandement de la révolution, la plus haute autorité de l'Irak, entre le général Bakr, porte-parole des militaires, et son alter ego, M. Saddam Hussein, chef de la fraction civile et radicale du Parti, qui était aussi son parent. Ce n'est qu'après l'effacement du général Bakr, un modéré, en juillet 1979, pour raisons de santé, que son successeur aura les coudées franches pour imposer à l'armée la loi du parti.

Le président Saddam Hussein a d'abord placé ses hommes liges à différents postes-clés et il a ensuite entrepris l'endoctrinement baasiste des officiers et soldats en leur accordant d'appréciables avantages en argent et en nature pour s'assurer de leur fidélité à l'égard du régime. La guerre contre l'Iran a contribué à ressouder la cohésion entre le parti et l'armée, surtout après la défaite de Khorramchahr, en juillet 1982, lorsque les pasdarans envahirent à leur tour le territoire irakien.

Les « mossouliens » contre le pouvoir civil

Cependant, malgré les hostilités, la méfiance du pouvoir à l'égard de certains militaires haut placés n'a pas disparu. Ces derniers, connus sous l'appellation de *« mossouliens »* parce qu'ils sont pour la plupart originaires de Mossoul qui a fourni à l'Irak de nombreux cadres militaires, sont avant tout des professionnels. Bien qu'ils aient parfois adhéré au Baas par conformisme ou carriérisme, ils acceptent mal la présence à leurs côtés d'« officiers de l'organisation politique » : des commissaires politiques baasistes dont la mission est de combattre les tendances défaitistes parmi les soldats.

Ils entendaient faire la guerre sans tenir compte des consignes politiques émanant du parti qui, selon eux, ont été à l'origine de certains des revers subis sur le front iranien . Les tiraillements ont été fréquents mais n'ont pas eu de conséquences tant que subsistait la menace iranienne. C'est ainsi qu'après la prise de la presqu'île de Fao par les Iraniens, en février 1986, et la reconquête de Mehran, en juillet, par les pasdarans (suivies de sévères sanctions contre les officiers commandant ces deux places), un certain malaise s'était installé entre les « mossouliens » et le pouvoir à Bagdad qui se sont rejetés mutuellement la responsabilité des échecs subis. En juillet 1986, le congrès extraordinaire du parti a réussi cependant à surmonter les différends, et les officiers ont obtenu une plus grande marge de manœuvre sur le terrain.

« Accidents » d'hélicoptères

Il ne fait pas de doute que le rôle et l'influence de l'armée irakienne sont sortis grandis de la guerre du Golfe, ce qui n'a pas été du goût du président Saddam Hussein, qui s'est toujours méfié des velléités bonapartistes qu'auraient pu nourrir certains de ses officiers. Cela pourrait expliquer les « accidents d'hélicoptères » en chaîne dont ont été victimes en 1988 et 1989 plusieurs généraux qui s'étaient distingués au cours de la guerre et l'arrestation ou la mise à l'écart des plus prestigieux d'entre eux, dont le célèbre général Maher Abdel Rachid, l'artisan de la reconquête de Fao.

Jusqu'à présent, le président Saddam Hussein a toujours réussi à contrôler la situation grâce au réseau de services de renseignement civils et militaires dirigés par ses propres demi-frères et autres membres du clan des Takritis. D'une efficacité redoutable, ces services (qui d'ailleurs se surveillent mutuellement) sont parvenus à déjouer les complots avant même qu'ils ne puissent se développer. De toute manière, le climat d'euphorie nationaliste et patriotique entretenu dans le pays à l'occasion de la crise actuelle n'est pas de nature à favoriser le succès d'un éventuel coup d'Etat militaire. En sera-t-il de même le jour où il s'avérera que le président Saddam Hussein s'est trompé et a conduit l'Irak à la catastrophe en se lançant imprudemment dans l'aventure koweïtienne ?

JEAN GUEYRAS

LA CRISE DU GOLFE

Espagne : en décidant l'envoi de navires, Madrid rompt avec sa longue tradition d'isolationnisme

C'est une mesure sans précédent qu'a prise le gouvernement espagnol, mardi 21 août, en annonçant qu'il envoyait à son tour des forces navales dans les environs de la péninsule Arabique, vraisemblablement dans le golfe d'Oman et en mer Rouge. Le détachement militaire espagnol – une frégate et deux corvettes – est certes modeste et son importance est davantage politique : l'Espagne rompt ainsi avec des décennies d'un isolationnisme qui a longtemps constitué l'axe principal de sa diplomatie.

MADRID

de notre correspondant

Pour le gouvernement de M. Felipe Gonzalez, une telle décision n'était pas facile à prendre. Le conflit du Golfe constitue la première grande crise internationale à laquelle il ait à faire face depuis que l'Espagne s'est intégrée définitivement au système de défense occidental, en confirmant par référendum sa présence au sein de l'OTAN et en adhérant à l'UEO. Le gouvernement de Madrid était donc tenu de démontrer, face à ce premier « test », qu'il savait se montrer conséquent avec ses alliances désormais consolidées. Mais il fallait par ailleurs éviter de compromettre les relations traditionnellement privilégiées qu'entretient l'Espagne avec l'ensemble du monde arabe. Aussi, tout en franchissant le pas de la participation militaire, le gouvernement de Madrid a-t-il choisi de le faire avec un maximum de prudence.

Au risque d'apparaître en retard par rapport à ses alliés européens, l'Espagne a donc attendu la réunion de l'UEO pour annoncer sa décision. On considère en effet, dans les milieux diplomatiques à Madrid, que les effectifs militaires déployés dans le Golfe doivent agir autant que possible dans un cadre multilatéral. L'hypothèse d'une force conjointe battant pavillon de l'ONU (qui avait les préférences de l'Espagne) semblant pour le moment irréalisable, la *« couverture »* de l'UEO apparaît aujourd'hui aux yeux de Madrid comme la meilleure solution.

En outre, on rappelle avec insistance, dans les milieux diplomatiques espagnols, que le déploiement de forces occidentales dans la région était également souhaité par bon nombre de pays arabes modérés. Ces derniers, souligne-t-on à Madrid, devraient être associés au maximum aux actions entreprises par les Occidentaux dans la région, afin d'éviter que la crise du Golfe ne prenne l'aspect, selon l'expression d'un haut responsable diplomatique, *« d'un conflit Nord-Sud ou d'une nouvelle croisade »*.

Sur le plan intérieur, la décision du gouvernement, pour délicate qu'elle fût, n'a pas suscité trop de controverses. Farouchement atlantiste, le Parti populaire (conservateur), principale formation d'opposition, pouvait difficilement s'opposer à un tel geste de *« solidarité occidentale »*. Les critiques de la coalition Gauche unie (communiste) étaient attendues, mais elles ont été exprimées de manière très modérée. La plupart des formations d'opposition ont cependant reproché au gouvernement de s'être refusé à convoquer une session extraordinaire du Parlement, actuellement en vacances, pour expliquer une décision aussi importante.

Quant à l'opinion publique, traditionnellement peu portée à la sympathie à l'égard de Washington, elle semble accepter cette fois de voir l'Espagne s'aligner sur l'ensemble de ses alliés occidentaux, et surtout européens.

THIERRY MALINIAK

M. Rocard critique l'information télévisée

Le gouvernement français s'inquiète du rôle tenu par les médias dans la crise du Golfe. M. Michel Rocard a invité les journalistes de l'audiovisuel *« à s'interroger sur leur rôle »* et à ne pas *« servir les intérêts d'une puissance étrangère »*.

« Le devoir d'informer n'a pas d'autres limites que celles que fixent les journalistes eux-mêmes et c'est très bien ainsi, rapelle le communiqué du premier ministre diffusé le 20 août. *Mais, à l'heure où se déroulent les événements très graves que l'on sait, à l'heure où des vies françaises peuvent être mises en danger et où, déjà, la liberté de nombre de nos compatriotes est entravée, le Premier ministre croit de son devoir d'inviter les journalistes, particulièrement dans l'audiovisuel, à s'interroger sur leur rôle et notamment à éviter de prendre le risque de servir les intérêts de la propagande d'une puissance étrangère sans autre nécessité que celle de prestations plus spectaculaires ou émotives que réellement informatives. »*.

L'avertissement vise particulièrement TF 1. M. Rocard n'a pas beaucoup apprécié l'invitation de Patrick Poivre d'Arvor à Bagdad le 19 août, le peu de distance prise, selon lui, par le journaliste vis-à-vis de ses interlocuteurs irakiens ainsi que les apparitions répétées de l'ambassadeur d'Irak en France sur l'antenne de la Une. Mais le gouvernement a également mal réagi au dialogue, diffusé le même jour par la Cinq, entre la mère d'un ressortissant français retenu à Bagdad et l'ambassadeur irakien. Face-à-face dramatique à l'issue duquel la mère de l'otage pressait le gouvernement français et le responsable irakien de tout faire pour libérer son fils. Enfin, le gouvernement estime que les télévisions font une place disproportionnée aux manifestations anti-américaines de Jordanie.

A Matignon, on indique que ce rappel déontologique a surtout valeur d'avertissement pour la suite des événements. Le gouvernement craint que les responsables irakiens manipulent les médias français pour influencer l'opinion publique par le biais du sort des otages et que les télévisions se prêtent au jeu, poussées par la recherche du sensationnel et l'aiguillon de la concurrence.

Comme lors de l'affaire des otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran, les autorités irakiennes mènent, depuis le début de la crise, une politique très discriminatoire à l'égard des médias. Les visas sont systématiquement refusés aux journalistes mais le gouvernement irakien a invité les chaînes américaines ABC et CBS – priées de quitter Bagdad, depuis – et TF 1.

L'intervention de M. Rocard, qui touche à la liberté de la presse, peut surprendre parce que le Conseil supérieur de l'audiovisuel est légalement le seul organisme habilité à veiller sur le pluralisme de l'information audiovisuelle. Mais, à Matignon, on affirme *« prendre ses responsabilités »* et on fait remarquer que le président de la République lui-même a fait lors de sa conférence de presse des références élogieuses à la seule presse écrite. Une attitude que les services du premier ministre interprètent comme une critique implicite du travail des télévisions.

A TF 1 comme à la Cinq, on se refuse à polémiquer avec le premier ministre, mais on affirme ne pas se sentir concerné par ce rappel à l'ordre. *« Nous faisons notre travail avec les éléments dont nous disposons comme toutes les autres télévisions du monde*, explique Patrice Duhamel, directeur de l'information de la Cinq. *Ne pas faire dialoguer une mère d'otage et l'ambassadeur d'Irak alors qu'ils étaient tous les deux sur le plateau aurait été une erreur professionnelle. Et les membres du gouvernement français sont invités en permanence à venir s'expliquer dans les journaux de la chaîne. »*

« La rédaction s'est sérieusement interrogée avant le départ de Patrick Poivre d'Arvor, précise M. Gérard Careyrou, directeur de l'information de TF 1. *Nous n'avons pas servi de relais à la propagande de Saddam Hussein. Ce que nous avons diffusé et diffuserons encore le montre abondamment. »*.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Vingt ans d'irakophilie française

Suite de la première page

« Des réceptions énormes, se souvient un habitué, *parmi les plus courues de Paris »*. *« Les Irakiens ratissaient très large*, raconte François Heisbourg, directeur de l'Institut international d'études stratégiques de Londres. *A la fin des années 70, ils avaient un très bon ambassadeur, remarquablement introduit dans les milieux politiques »*. Il fallait y être et Jacques Chirac, Jean-Pierre Chevènement, André Giraud, le général Jacques Mitterrand – pour ne citer que ceux-là – y étaient.

Serge Dassault et Jean-Luc Lagardère, respectivement PDG de Dassault-Breguet et de Matra, entourés de leurs directions internationales, côtoyaient les représentants de la délégation générale pour l'armement ; nos officiers supérieurs – *« très admiratifs devant les soldats irakiens »* – frôlaient les publicistes gagnés au baasisme irakien.

L'idylle aura duré quelque vingt années. *« Le virage en faveur des pays arabes a été pris par le général de Gaulle après la guerre de six jours*, rappelle Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères. *Georges Pompidou et Michel Jobert ont concrétisé cette politique en brisant, notamment, le tabou libyen »*. Dès 1968, il est question d'une première vente de Mirage à l'Irak.

Paris s'efforce alors d'oublier le sinistre épisode des « pendus de Bagdad » – quinze Irakiens dont neuf juifs, accusés d'espionnage au profit d'Israël, sont exécutés en janvier 1969. Des gaullistes comme Louis Terrenoire et Philippe de Saint-Robert plaident auprès des dirigeants français en faveur de l'Irak, cet obscur Etat pétrolier encore à la recherche de son ambition, cet ancien *« fief britannique »* grouillant de conseillers soviétiques et rêvant de non-alignement.

« Les élans du cœur et de la raison »

La voie est libre, ouverte. *« Ce n'est pas un hasard si nous avons choisi de déclencher notre révolution un 14 juillet »*, soulignent à tout moment les officiels irakiens. A l'heure du pétrole roi, la diplomatie française va ainsi rompre le tête-à-tête entre Moscou et Bagdad. Et Jacques Chirac, premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing de 1974 à 1976, exaucera à la perfection les désirs du Quai d'Orsay.

« Entre Saddam Hussein et lui, il y a eu une séduction naturelle réciproque », se souvient un diplomate. *« Le réflexe gaulliste était de se précipiter là-bas pour sortir de nos terres traditionnelles et monter des coups »*, explique Alain Chenal, universitaire spécialiste du monde arabe.

En 1975, les caricaturistes croqueront le président du RPR, retour d'Irak, assis en tailleur sur un tapis volant. L'époque de la signature des grands contrats militaires et industriels s'ouvre dans les fastes : en dix ans, cent trente Mirage « cousus sur mesure » sont livrés à l'armée irakienne, premier client de la société Dassault. Et Bagdad, soutenu par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), négocie sans encombre l'achat d'un centre nucléaire à des *« fins civiles »*.

Jamais les relations ne seront aussi chaleureuses. *« Beaucoup ont éprouvé les mêmes élans du cœur et de la raison que Jacques Chirac*, explique un diplomate arabisant. *Il y a là-bas un aspect révolutionnaire fascinant. Ce pays fonctionne, ça marche. »* Les irakophiles vont jusqu'à prétendre que l'Irak est le seul pays arabe sauvé de la corruption, oubliant au passage les commissions généreusement abandonnées par les entreprises françaises au Baas irakien, le parti unique.

Vertus « jacobines » et « laïcité »

« On était leurs chouchous ! résume Lucien Bitterlin, président de l'Association de solidarité franco-arabe. *Leur président m'avait dit que son pays, à qualité égale, achèterait français même à 10 % plus cher. »* Du coup, Gilles Munier, actuel secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes, organise avec succès des visites d'hommes d'affaires et de chefs d'entreprise à Bagdad.

Mais cela ne suffit pas. Bagdad s'efforce de donner à ces relations commerciales une assise culturelle, voire idéologique, et débloque des fonds. En 1977, un centre culturel irakien emménage dans un hôtel particulier appartenant à la famille Dassault. *« Ils avaient un gros budget*, raconte un habitué. *Ce qu'ils voulaient, c'était du monde. »* Sous prétexte de symposiums sur le gaullisme et de conférences sur le non-alignement, le voyage à Bagdad devient une promenade politique appréciée.

La majorité d'alors encourage cet élan. L'axe Paris-Bagdad est devenu stratégique. Des cercles militent ouvertement pour le maintien et le développement de ces *« relations très spéciales »*. *« Un vrai lobby s'était constitué*, explique Alain Chenal, *ce qui est rare. Des gens actifs avec pour relais des publications, des associations, des agents stipendiés. Ils ont assez méthodiquement investi les différents champs d'influence : le militaire, le politique, l'économique, mais aussi le culturel. »*

Il n'y a guère que l'opposition pour dénoncer, avant 1981, cette *« politique mercantile irresponsable »* (communiqué du bureau exécutif du Parti socialiste du 29 octobre 1980). Encore faut-il avoir conscience qu'il ne s'agit là que d'une aimable déclaration destinée à la galerie ! La gauche endossera en effet la politique post-gaulliste dès les premières semaines de son accession au pouvoir.

Face à Khomeiny, une véritable stratégie d'« endiguement » est adoptée par Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, et l'Elysée. Le danger islamiste est tel pour le Golfe et plus largement le monde arabe, explique un diplomate, que l'Irak fait désormais figure de *« rempart contre le péril perse »*. *« Il y a eu très peu de débats à cause des Iraniens »*, se souvient François Heisbourg, alors conseiller technique au cabinet de Charles Hernu, ministre de la défense.

Mais, au-delà de cet impératif lié à la Realpolitik, un autre motif éclaire l'adhésion des socialistes à la politique irakophile de leurs prédécesseurs. Très judicieusement, le lobby pro-irakien exalte alors les vertus *« jacobines »* de l'Irak et sa *« laïcité »*. *« Après 1981, il y a eu une espèce d'épanouissement de nos relations avec Bagdad*, raconte Alain Chenal. *Ce qui n'était que commercial et politique est devenu un courant de pensée. »*

Les « retours d'épices »

Des myriades de faveurs roses parent ce renouveau des relations franco-irakiennes. La France honore les dernières tranches de ses contrats d'aéronautique militaire et s'engage à livrer de nouveaux Mirage avec capacité de ravitaillement en vol. Pour faire bon poids, on dote Bagdad de quatre-vingt-dix canons de 155 mm à grande cadence de tir. La France irait-elle trop vite, trop loin ?

A ceux qui doutent de cet « ami », à ceux qui émettent quelques réserves sur la dictature de Saddam Hussein, on rétorque dans les sphères du pouvoir que *« l'Irak est la Prusse du Proche-Orient, un partenaire crédible, une République moderne et centralisée »*.

L'entente idéologique semble à ce point parfaite entre les deux partenaires que l'on commence à murmurer, sans preuve dans un cas comme dans l'autre, que le RPR ne serait pas le seul parti politique à bénéficier des largesses de Bagdad. Le courant de Jean-Pierre Chevènement au sein du PS, mais aussi le PSU, auraient leur part de ce qu'un spécialiste appelle joliment *« les retours d'épices »*...

En tout cas, l'ambassade d'Irak à Paris favorise la diffusion d'un thème promis à un bel avenir : on est fermement prié de deviner derrière Bagdad Babylone, derrière le « baasisme » l'ancienne Sumer. Du haut de la puissance militaire de Saddam Hussein, une très ancienne civilisation nous contemple...

Charles Saint-Prot, militant pro-irakien, esquisse ainsi avec émotion un portrait de Saddam Hussein dans cette veine : *« Je l'ai fréquemment rencontré. Ce n'est ni Hitler, ni le grand méchant loup. C'est un babylonien. Cet homme a dix, quinze mille ans d'histoire derrière lui ! »* Sur un mode mineur, Jacques Berque, qui situe son action *« sur le plan académique »*, rappelle un vieux dicton arabe : *« L'Egypte écrit les livres, le Liban les édite, l'Irak les lit. »* Conclusion : la culture est du côté de Bagdad.

L'Association des amitiés franco-irakiennes, fondée en 1984, reprendra cette antienne avec constance. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, Philippe de Saint-Robert, écrivain, Paul G. Depis, ancien ambassadeur de France à Bagdad, Jacques Berque, Paul Balta, journaliste et écrivain, Alain Mayoud, député UDF, qui sont quelques-uns de ses membres fondateurs, plaident ainsi efficacement depuis des années en faveur d'une politique volontariste vers l'Irak.

Encore ne faut-il pas tout confondre, selon eux, et notamment un soutien désintéressé avec une action concerté de lobbying. *« Quand ils veulent acheter des Mirage, ils ne passent pas par nous »*, relève Philippe de Saint-Robert.

En somme, Paris n'aurait agi qu'en fonction de ses intérêts nationaux y compris, fin 1983, lors de l'envoi en Irak de cinq Super-Etendard dotés de missiles Exocet prélevés sur les forces armées françaises. La décision avait été prise après une réflexion approfondie et un conseil restreint à l'Elysée. La naïveté aura seulement consisté à « habiller » ce prêt en une formule de vente afin d'éviter que Téhéran puisse accuser Paris de co-belligérance...

Un Français se souvient parfaitement de la fureur des Américains et des Britanniques au cours d'une réunion de diplomates près d'Oxford, en décembre 1983 : *« Vous allez foutre le feu au Golfe »*, avaient protesté les Anglo-Saxons. Et il est vrai que Paris avait permis à l'Irak *« de passer de la guerre sur terre à la guerre sur mer »*, note un spécialiste.

Réticences et prudences

Un tel soutien ne se dément pas du jour au lendemain. Mauvais payeur, Bagdad est choyé jusqu'à la fin de son conflit avec Téhéran. Il n'est pas d'usage, durant toute cette période, de rappeler que Saddam Hussein est le responsable du déclenchement de cette guerre ; pas d'usage non plus de s'indigner trop fortement de l'utilisation par les « poilus » de Saddam d'armes chimiques redoutables.

Lorsque l'Irak retournera ses gaz de combat contre sa minorité kurde, en mars 1988, il se trouvera du reste encore des « politiques » pour expliquer qu'il ne faut pas juger trop rapidement cet Etat jacobin. Dans le secret des conciliabules, certains socialistes n'hésiteront pas à excuser ces massacres au motif que la France révolutionnaire, elle aussi, eut ses « Vendéens »...

Mais la grande époque des relations franco-irakiennes a vécu. Simultanément, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, tente de renouer des rapports sereins avec l'Iran et Pierre Bérégovoy, au ministère de l'économie et des finances, marque à l'intention de Bagdad les limites à ne pas dépasser en matière d'endettement. Voilà plus qu'une coïncidence.

Les propagandistes français pro-irakiens, qui se récrient lorsque l'on parle de lobby, désignent de plus en plus fréquemment leur « ennemi » : le lobby pro-kurdes, voire le lobby des militants des droits de l'homme. Peut-être le gazage de populations civiles kurdes, notamment dénoncé par l'association France-Libertés présidée par Mme Danielle Mitterrand, a-t-il finalement éclairé Paris sur les méthodes et les ambitions de Saddam Hussein ?

Les réticences ou prudences françaises ne datent cependant pas toutes d'hier. Ainsi François Mitterrand ne s'est-il jamais rendu en Irak, en dépit de la réalité de l'axe Paris-Bagdad, alors que ses visites officielles l'ont conduit, entre autres, à Damas. Sur un mode mineur, les observateurs ont également noté que Jacques Chirac n'a pas honoré de sa présence, depuis maintenant deux ans, l'ambassade d'Irak à l'occasion de sa réception annuelle. La « belle » amitié franco-irakienne, avant d'être dénoncée mardi 21 août par Bagdad, s'était donc déjà singulièrement refroidie.

LAURENT GREILSAMER

Bagdad : « La fin de l'amitié »

Dans une déclaration concernant la France, diffusée par l'agence officielle de presse INA, le porte-parole du parlement irakien a annoncé la *« fin de l'amitié avec la France »*. *« Jusqu'à hier*, indique ce communiqué, *nous considérions la France comme un pays ami, mais maintenant après qu'un porte-parole du ministère français des affaires étrangères eût déclaré que la France allait participer aux côtés des Etats-Unis à l'imposition du blocus, qui est un acte de guerre, nous mettons fin à notre amitié avec la France, et nous annonçons que nous allons traiter les ressortissants français comme les ressortissants américains, si les Français mettent en pratique leurs déclarations. Nous exhortons le peuple français ami à résister à la politique du gouvernement qui a déclaré la guerre contre un Etat et un peuple ami »*.

De son côté, au cours d'une conférence de presse réunie à Amman, M. Tareq Aziz a précisé que *« depuis février, l'Irak recevait des signaux négatifs concernant ses relations avec la France »*. Mais, a-t-il ajouté, *« je crois que la France peut avoir de bonnes relations avec le monde arabe »*. – (AFP.)

Parmi les 1 700 ressortissants irakiens en France

Une cinquantaine de militaires regroupés à Rochefort

Selon un décompte réalisé par le ministère de l'intérieur, mille sept cents Irakiens se trouvent actuellement sur le territoire français. Ce recensement tient compte des ressortissants disposant de la double nationalité, de nombreux étudiants, des stagiaires en formation dans des entreprises françaises, du personnel diplomatique ainsi que des opposants au régime de Saddam Hussein. Au Quai d'Orsay, on souligne qu'il n'est *« pas question de les utiliser comme monnaie d'échange »*.

« Premièrement, on ne peut pas faire ce que l'on condamne. Deuxièmement, on peut douter de l'efficacité d'un tel marchandage vis-à-vis d'une dictature comme le régime de Saddam Hussein. Et, troisièmement, les coups de fil que nous avons reçus nous montrent que les familles des Français retenus en Irak ne le souhaitent absolument pas », a-t-on précisé de même source. Plusieurs interlocuteurs assurent que la direction du Trésor pourrait cependant examiner la situation de certains de ces ressortissants afin d'y détecter d'éventuels contentieux susceptibles de prolonger leur séjour en France.

Mais, au ministère des finances, on affirme qu'aucune initiative n'a été prise en ce sens.

« Sur demande de la présidence »

Soixante-dix personnes *« qui, par leurs fonctions en France, touchent l'industrie de défense »* font également l'objet d'une attention plus particulière de la part de l'administration française, affirme-t-on dans plusieurs ministères. Parmi elles, une cinquantaine de militaires irakiens se trouvent actuellement au Centre interarmées de formation de Rochefort (Charente-Maritime). Ils y ont été regroupés, *« sur demande de la présidence de la République »*, précise-t-on de source militaire, à la suite de l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein.

M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron, avait proposé, lundi 20 août, de retenir les militaires irakiens venus suivre une instruction en France afin d'établir un *« rapport de force équilibré »*.

Au ministère de la défense, on déclare qu'ils ne sont qu'*« hébergés »* sur la base. Une autre source militaire affirme qu'*« ils sont nourris, logés, blanchis et regardent le temps passer »*. Le ministère se refuse cependant à préciser si les militaires sont retenus au centre ou s'ils peuvent circuler librement. Il est toutefois impossible de les contacter par téléphone. Selon le maire de Rochefort, M. Jean-Louis Frot, personne n'a fait état dans sa commune de la présence de militaires irakiens. *« Il n'y a pas un écho en ville »*, nous a-t-il déclaré.

Dans ce groupe, se trouvent les quatre pilotes dont la formation, au sein des forces françaises sur la base aérienne de Cazaux (Gironde), avait été interrompue le vendredi 3 août, selon le ministère de la défense, *« dès l'annonce des sanctions prises contre l'Irak »* (*le Monde* du 8 août).

NATHANIEL HERZBERG

LA CRISE DU GOLFE

La conférence de presse du président de la République

M. Mitterrand : à la suite de la responsabilité prise par M. Saddam Hussein, nous sommes dans une logique de guerre

Voici les principaux extraits de la déclaration faite par M. Mitterrand à l'issue du conseil interministériel restreint qui s'est tenu mardi 21 août à l'Elysée.

« Le problème des ressortissants français a naturellement retenu notre attention. Il existe ce que l'on appelle une cellule de crise, qui se réunit régulièrement auprès du premier ministre, mais aussi une cellule qui suit ce problème particulier des ressortissants français au Quai d'Orsay. Le bureau chargé de ce type de problèmes a reçu des instructions nouvelles, et a été renforcé. Le personnel supplémentaire sera mis à sa disposition ainsi que des moyens de communiquer constamment avec les Français qui le souhaiteraient, en particulier les familles de nos ressortissants. Cela permettra un échange continuel de jour et de nuit. (...)

» Les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité, quel que soit leur désaccord dans l'interprétation de telle ou telle décision, ont maintenu une certaine unité, ils ne se sont pas séparés et recherchent en commun des solutions qui permettraient de donner tout son sens à l'embargo. (...)

» *Un embargo sans sanction serait* un simulacre. Voilà pourquoi nous avons retenu une expression dans laquelle se trouve le mot « contrainte ». Ces moyens de contrainte sont également connus de vous puisqu'ils vont de la reconnaissance d'un pavillon à la surveillance et à la possibilité d'aller sur le navire suspect ou objet de surveillance et, le cas échéant, d'arraisonner. Pour dépasser ce stade, il faut qu'il y ait des ordres du commandement militaire ou, s'il s'agit de tirer sur les navires, sur tel ou tel navire, cela ressort de la décision du président de la République, en tant que chef des armées.

Aucun élément de ce processus n'est à écarter, mais la question jusqu'ici n'a pas été posée. Simplement, nous prenons nos dispositions pour être en mesure d'appliquer les instructions données.

Nous sommes allés dans cette région du monde pour exécuter les décisions des Nations unies. Il ne s'agit pas spécifiquement d'une décision française, mais d'une décision des Nations unies à laquelle la France est étroitement associée puisqu'il s'agit de réagir contre une violation du droit international. Donc, la France assume pleinement sa responsabilité dans ce domaine.

Notre politique est donc simple : bien entendu nous souhaitons que la diplomatie finisse par prévaloir, nous ne nous faisons pas d'illusion au point où nous en sommes, mais nous n'abandonnons pas cet espoir. Nous avons souhaité que les pays arabes fussent en mesure de régler leurs propres différends, or vous savez de quelle manière ces pays se sont divisés dans l'appréciation de l'événement. Les plus importants d'entre eux se trouvent aujourd'hui dans des camps opposés.

Cette situation montre que, depuis notre rencontre du 9 août, la situation a suivi son cours malheureusement logique et que les éléments souhaités qui eussent permis un dialogue ou une négociation ne se sont pas produits. Alors, il faut en tirer la conséquence, et c'est ce que fait la France. Elle continue de porter ses espoirs dans les Nations unies car elle estime qu'à la violation du droit international doit répondre la définition du droit international (...) Quoi qu'il advienne, nous estimons avoir des devoirs, devoirs accrus par la situation créée à l'encontre de quelques centaines de nos ressortissants, étant entendu que nous sommes solidaires de tous les autres pays victimes du même fait accompli intolérable.

Je ne sais quelles rumeurs ont couru disant que la France engageait une négociation séparée. Je démens cette rumeur de la façon la plus catégorique. *Le sort de tous les ressortissants étrangers en Irak qui se trouvent victimes de cet intolérable action pose un cas humanitaire global qui ne permet pas des actions séparées.*

» Il a été décidé de répondre favorablement à des demandes d'envoi de matériel et d'escadrons de reconnaissance terrestres dans différents pays de la région, en particulier les Emirats arabes unis. Il a été décidé d'envoyer des instructeurs en Arabie saoudite. Les forces du Koweït, qui disposent d'avions français, des Mirage F-1 en particulier, continueront d'être entretenues par du matériel français, car ces avions ont pu échapper à la pénétration et à l'agression irakiennes. Ainsi la présence française continuera d'être assurée en fonction des demandes qui nous seront faites et de l'examen auquel nous procéderons nous-mêmes. Nous sommes déjà entrés dans une phase d'exécution.

» Nous ne sommes animés par aucun sentiment d'agression, de l'amertume peut-être : on serait en droit de penser que la défense du droit international aurait mérité de la part de l'Irak des considérations un peu plus sérieuses à l'égard d'un pays comme la France. Mais le droit a été bafoué, violé, il l'est de plus en plus, et c'est cet engrenage que nous refusons. Nous sommes disposés à assumer nos responsabilités parce que nous pensons que c'est notre devoir.

Pour donner à ces explications l'ampleur nécessaire, j'ai décidé de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour le lundi 27 août *(voir encadré page 7)*. Le ministre des affaires étrangères fera un rapport, le premier ministre se fera entendre, chaque formation politique dira ce qu'elle a à dire et cela permettra déjà d'éclairer les représentants de la nation plus à fond et directement, ce qui ne sera pas exclusif d'autres dispositions à venir. »

En réponse aux questions, M. Mitterrand a ajouté notamment :

« La position des Etats-Unis d'Amérique telle qu'elle nous est connue, c'est-à-dire des directives données à leurs propres forces navale, aérienne, terrestre, est différente de la nôtre. Nous n'avons pas de force terrestre mêlée actuellement à ce conflit. D'autre part, nous cherchons – et c'est l'explication principale de notre démarche, – non pas à précéder les décisions du Conseil de sécurité, mais à les suivre au plus près.

» Nous avons pensé que les précéder risquait d'écarter, d'éloigner, de séparer du reste des nations les quelques pays en situation d'hésiter ou animés par d'autres considérations que les Etats-Unis d'Amérique. La dernière délibération se déroule autour d'une motion américaine et d'une motion britannique. Il n'y a pas identité de position entre les uns et les autres, mais il y a solidarité dans la protestation contre la violation du droit international. (...)

« Appât ou chair à tuer »

» *Tout doit être fait pour obtenir* cette libération [*des otages*], mais il semble bien que les moyens du dialogue aient échoué. Au demeurant, ce dialogue a été à peine esquissé ici ou là. Il y a débat dans la presse, otages ou pas otages ? Vous m'aviez posé la question il y a dix jours, vous n'aviez pas employé l'expression « otages », mais le mot « prisonniers », et j'ai dit oui, naturellement ce sont des prisonniers, et je vous dirai oui, naturellement, ce sont des « otages », des hommes, des femmes, des enfants qui sont retenus contre leur gré et dont on promet, on laisse entendre qu'il pourrait y avoir libération en échange d'un avantage politique ou militaire. Ce n'est pas la peine de se cacher derrière la sémantique.

» L'objectif du porte-avions [*Clemenceau*], ce n'est pas Djibouti, c'est le Golfe et sa zone. Donc, il ne peut être à Djibouti qu'en escale. Combien de temps ? Ce sont des données techniques que vous suivrez de près, j'en suis sûr. Sa destination, c'est le Golfe et sa zone, c'est clair, ce sont des instructions.

» Il y aura, lundi prochain, cette session extraordinaire du Parlement, et ce sera déjà une occasion très forte pour les porte-parole des grandes organisations politiques et des moins importantes de s'exprimer. Par la suite, je les recevrai si la demande m'en est faite, ou bien j'en prendrai peut-être l'initiative.

» Nous sommes pour l'instant, et à la suite de la responsabilité prise par le président irakien, dans une logique de guerre et toute la difficulté consiste à savoir si l'on peut en sortir sans renoncer aux objectifs fondamentaux que représente la défense du droit. (...)

» Je n'ai pas dit que j'avais perdu toute illusion. Nous sommes entrés dans une logique dont il sera difficile de sortir, mais après tout n'étions-nous pas entrés dans cette logique dès la première minute de l'agression contre le Koweït ? Envoyer des émissaires particuliers, j'y ai bien songé, mais les choses ont évolué depuis et je ne pense pas engager de négociations particulières. Le dialogue n'est pas formellement rompu. Les ambassades sont en place.

» Il n'y a pas eu jusqu'ici rupture des relations diplomatiques, nous avons nos représentants actuellement aussi bien à Koweït qu'à Bagdad. Et ces représentants ont été constamment au contact de nos ressortissants lorsqu'ils ont été assignés à résidence. Je crois que plusieurs de nos ressortissants ont pu s'exprimer, ont bien voulu noter qu'ils avaient reçu chaque jour la visite des représentants de notre ambassade à Bagdad jusqu'au moment où un certain nombre d'entre eux ont été transportés dans des zones qui ne nous ont pas été désignées, mais que l'on peut supposer choisies d'une façon qui n'est pas acceptable, disons d'une façon barbare.

» C'est vrai que nous avons connu des conflits, et là se posent toujours des problèmes de droit. Nous avons connu des conflits, nous en avons vécu nous-mêmes, c'est vrai que les ressortissants étrangers représentants des pays ennemis ont déjà été l'objet de mesures de surveillance ou de concentration, mais ils n'étaient pas envoyés comme appât ou chair à tuer. Il existe des règles internationales auxquelles les pays civilisés se soumettent. J'espère qu'il est encore une chance de voir l'Irak respecter après réflexion ces règles internationales, qui sont tout simplement celles de l'humanité et on les a déjà prévenus qu'en cas contraire ce pays devra rendre des comptes devant la justice internationale (...).

» On ne fait pas une vie politique et une responsabilité politique aussi grave que celle d'aujourd'hui à coups de pronostics. Bien entendu il faut chercher à établir une ligne de conduite, à compter sur son intuition et à préparer chaque jour ce qui se passera le lendemain ou bien dans les semaines qui suivront. Mais je me garderai de tout pronostic exprimé qui enfermerait la position de mon pays dans une formule approximative.

Mais s'il s'agit du pétrole, nous avons une réserve importante pour plusieurs mois, nous avons déjà, et nous pouvons encore, diversifier nos approvisionnements. Certaines dispositions sont prises par un certain nombre de pays pour accroître leur production. La part d'approvisionnement venant du Koweït et de l'Irak est importante, certes, mais pas décisive dans notre fourniture d'énergie.

Je pense que ceux des Français qui, légitimement, s'inquiètent et qui le manifestent à la Bourse, devraient modérer leur angoisses et devraient ne pas être sensibles à toutes les rumeurs qui passent par là. Si j'étais aussi sensible qu'eux, je me demande comment je vivrais depuis quinze jours. Mais tel n'est pas le cas, je tiens tout de suite à vous en assurer (...). *(Lire page 17 : La crise des marchés financiers.)*

L'Union soviétique jusqu'ici a été très coopérative, mais qu'elle n'ait pas les réflexes américains, c'est, si j'ose dire, la moindre des choses. J'ai le sentiment que le passage rapide de la prise de positions juridiques sur l'embargo, et même le cas échéant sur certaines formes de contraintes, a été accéléré par les Etats-Unis d'Amérique, sans doute poussés par la nécessité : d'une part ils ont de très nombreux ressortissants, aujourd'hui otages, d'autre part les navires irakiens, qui, comme vous le savez, sont passés par le Golfe, se dirigent vers le Yémen, enfin il y a sans doute la poussée de l'opinion publique.

Les Etats-Unis d'Amérique ont leur logique et il faut la comprendre. Mais je pense que cette action qui a précédé les délibérations du Conseil de sécurité, a fait reculer ou a irrité certains de ses membres et que c'est cela qu'il convient de résorber maintenant.

« La France entière vit le drame des otages »

» Est-ce qu'il y a encore une chance que la France emploie, fasse entendre particulièrement sa voix ? Mais sûrement elle le fera mais faire entendre sa voix, faire connaître son originalité, mettre en jeu sa propre expérience historique qui est différente de celle des autres, ce n'est pas manquer de solidarité lorsque l'heure de la décision est venue.

» Cela fait déjà longtemps que l'on sait qu'il n'existe pas de défense européenne proprement dite, puisque c'est à cela que l'on travaille. C'est un curieux raisonnement que de tenir pour acquis ce que l'on recherche et dont on sait bien que cela exigera quelques années de travail, de négociations et de dialogues. Ne considérons pas comme obtenu le résultat que l'on recherche, la démonstration en est faite chaque jour.

» Ce qui ne veut pas dire pour autant que l'Europe soit tellement divisée puisque les membres de l'UEO, y compris les observateurs, se concertent et que je n'ai pas entendu de voix divergentes, en leur sein. Donc il y a progrès mais c'est vrai que la défense européenne pour l'instant passe derrière les alliances existantes. Il faudra que l'Europe prenne davantage conscience d'elle-même, ce qui sera possible lorsqu'elle se sera donné une existence politique. Vous savez que c'est en chantier à partir du mois de décembre prochain.

» Je mesure, et la France avec moi, l'ampleur du drame qu'ils (les otages) vivent. La France entière comprend et vit leur drame. On pense à eux mais on s'en occupe aussi. La situation est particulièrement difficile puisque c'est une situation extrêmement conflictuelle mais cette donnée-là est une des données majeures du débat présent et nous ne négligerons rien de notre côté pour leur venir en aide, pour être auprès d'eux et pour aussi leur dire il faut espoir garder et bien entendu sans créer l'illusion car c'est une situation qu'il n'est pas aisé de dominer en raison du bruit des armes que l'on entend un peu partout. »

Sortir de la solitude

par Patrick Jarreau

CONSCIENT que la partie qui se joue autour de la crise du Golfe engage durablement l'avenir, M. François Mitterrand entend ne pas la mener seul. Au jour le jour, depuis le 2 août, c'est l'esquisse d'un nouvel ordre que se disputent, sous couvert de déclarations pieuses, les principales puissances, alors que l'onde de choc de l'effondrement du mur de Berlin se répand. Le président de la République a très vite affirmé son choix : place au droit, donc à l'ONU, et concertation européenne.

Cette démarche a rencontré une quasi-unanimité parmi les forces politiques françaises. Le retournement opéré sur les relations avec l'Irak a rapidement levé l'hypothèque principale qui pesait sur les décisions du pouvoir et sur les réactions qu'elles pouvaient provoquer à droite.

La liquidation des liens privilégiés entretenus avec Bagdad durant la guerre Iran-Irak a dégagé l'horizon diplomatique, mais nettoyé, aussi, le ciel politique. La voie était libre pour dénoncer l'agression contre le Koweït et pour approuver les initiatives de la France, se joignant aux autres pays afin d'exercer sur l'Irak une pression destinée à le faire reculer.

Ceux qui souhaitaient voir la France s'engager au côté des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne ont eu satisfaction. Ceux qui tenaient à ce qu'elle fît entendre sa propre voix n'ont pas tardé à trouver leur compte, eux aussi, dans l'envoi d'émissaires auprès des principaux interlocuteurs de Paris dans le monde arabe et musulman, en Asie et en Amérique latine.

A l'exception de M. Jean-Marie Le Pen, qui dénonçait l'engagement français dans une *« aventure inconsidérée »*, et des Verts, qui demandaient le rapatriement du porte-avions *Clemenceau* à peine parti de Toulon, la position à la fois solidaire et autonome prise par le président de la République n'était critiquée par personne.

La situation a changé à partir du moment où les ressortissants occidentaux et, notamment, français en Irak et au Koweït annexé se sont trouvés en situation d'otages de Bagdad. D'un dispositif de pression économique, diplomatique et militaire, visant à imposer à M. Saddam Hussein l'abandon de sa prise de guerre et l'engagement réel dans la voie de la négociation, on passe à l'éventualité du déclenchement des hostilités, que la forme en soit la transformation de l'embargo en blocus, ou une première frappe américaine, qui obligerait les autres pays militairement présents dans le Golfe à se déterminer.

A partir de ce moment, M. Mitterrand, qui avait en tête depuis plusieurs jours la possibilité de convoquer le Parlement en session extraordinaire, estime que les choix qu'il va devoir faire exigent que le pays y soit associé.

Non plus seulement informé par les annonces officielles, non plus seulement éclairé par les commentaires des responsables politiques, non plus seulement interrogé par sondages, *mais mis dans le cas de réfléchir et* de prendre position.

Le précédent évoqué à l'Hôtel Matignon, à savoir la réunion du Parlement en session extraordinaire par de Gaulle après la signature des accords d'Evian, donne la mesure, comme le relève M. Pierre Méhaignerie, de la gravité de l'heure. Il y a vingt-huit ans, il s'agissait de sortir de huit ans de guerre et de tourner la page la plus douloureuse de l'histoire coloniale de la France. Aujourd'hui, la question posée est celle d'une guerre qui peut commencer et des relations avec le monde arabe, problème central pour l'avenir du pays.

De Gaulle usait du référendum. Outre que M. Mitterrand n'a jamais aimé cette procédure contournant la représentation nationale, la situation ne s'y prête en aucune façon. C'est, cependant, le même besoin de communication et de cohésion qui inspire la décision présidentielle. Certes, d'ici au 27 août, les données du problème auront évolué, que le conflit ait basculé, à ce moment-là, dans l'affrontement armé ou que le face-à-face continue. Des décisions auront été prises ou resteront à prendre. Le chef de l'Etat semble redouter plutôt que la *« logique de guerre »* n'impose la première hypothèse. Dans tous les *cas, les élus devront, à leur tour,* choisir.

La procédure retenue est celle d'une déclaration du gouvernement – elle sera faite par M. Michel Rocard, puis expliquée par M. Roland Dumas –, suivie d'un débat sans vote. Le premier ministre et le président de la République, qui s'en sont entretenus, mardi, avant la réunion du conseil interministériel restreint, ne souhaitent pas mettre l'opposition dans l'embarras en sollicitant son vote dans un contexte qui impose le consensus.

Il n'est pas question pour eux de donner l'impression de mener, à l'occasion d'une grave crise internationale, une opération de petite politique.

L'alternative entre l'engagement sans ambages dans le sillage américain et la référence exclusive aux décisions de l'ONU, préservant la recherche d'une solution négociée, est ouverte parmi les responsables politiques. Le bureau exécutif du Parti socialiste, convoqué pour mercredi après-midi, devrait donner lieu à des échanges discrètement révélateurs des nuances, voire des divergences qui partagent les esprits. MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon ont, eux, exprimé ouvertement, dans leur bulletin *A gauche*, leur refus d'une logique opposant à *« barbare »* un *« barbare et demi »*, à la prise d'otages, le blocus. D'autres dissentiments, moins explicites, sont apparus.

En confiant à l'Agence France-Presse, avant la réunion du conseil restreint, sa crainte de voir la logique de guerre emporter toute raison, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui s'exprimait ainsi sans être cité, n'a pas dit autre chose que ce que le président de la République devait affirmer lui-même quelques heures plus tard.

Une surprenante initiative

Cette initiative de l'auteur de la célèbre maxime : *« Un ministre, ça démissionne ou ça ferme sa gueule »*, n'en était pas moins surprenante. Elle est jugée *« singulière »* à Matignon et *« limite »* à l'Elysée, où l'on confie que le président de la République est très mécontent, même s'il appartient encore au ministre lui-même d'en effacer l'effet ou d'en confirmer la portée en quittant le gouvernement.

M. Chevènement n'est pourtant pas dans l'état d'esprit qui l'avait amené à rompre, en mars 1983, lorsque la politique de rigueur Mauroy-Delors l'avait emporté sur l'avis de ceux qui préconisaient la sortie du Système monétaire européen. Il s'indigne des rumeurs qui lui attribuent un comportement négatif depuis le début de la crise du Golfe, pendant laquelle il s'est voulu et se veut un exécutant scrupuleux des décisions du président de la République.

A cela, rien à ajouter, sinon que le débat entre « atlantisme » et « gaullisme » existe au sein du gouvernement comme dans le PS. L'un et l'autre sont entre le refus de la *« logique de guerre »* proclamé, mardi, par M. Pierre Mauroy, et le constat que cette logique est à l'œuvre, formulé par M. Mitterrand. Le président de la République sait qu'il ne dépend pas de lui de faire prévaloir l'un ou l'autre, mais il lui appartient de faire en sorte que les Français prennent leurs responsabilités comme il prend, lui-même, les siennes.

Le chef de l'Etat et l'opération américaine de 1980 en Iran

« Il s'agirait de Français, mon devoir (serait) de les délivrer »

Le 25 avril 1980, le président des Etats-Unis, M. Jimmy Carter, annonçait l'échec d'une opération militaire tendant à libérer les otages américains retenu dans leur ambassade à Téhéran depuis de nombreux mois. Le lendemain, M. François Mitterrand, premier secrétaire du PS, donnait son sentiment sur cette affaire à l'occasion de la réunion d'une convention de son parti sur la situation internationale. Alors que la gauche fondait ses critiques de l'attitude américaine en Iran sur une analyse anti-impérialiste, M. Mitterrand se montrait beaucoup plus modéré que ses camarades.

« Je n'ai entendu que des critiques, déclarait M. Mitterrand le 26 avril, ~~ce qui facilitera~~ *ma tâche parce que, moi, j'en émettrai moins. Je n'ai entendu que des critiques, d'abord sur la tentative elle-même. Moi, je pense que lorsque, pour quelque raison que ce soit, un pays étranger s'empare des concitoyens, compatriotes, il s'agirait de Français, je réagirais comme cela, mon devoir est, par quelque moyen que j'ai à ma disposition, de les délivrer. (...) »*

En revanche, le premier secrétaire du PS avait jugé plus sévèrement l'attitude de Washington à l'égard de la CEE. *« Ce n'est pas tant le fait que les Etats-Unis d'Amérique,* avait-il indiqué, *aient omis de prévenir nos chefs d'Etat, ou nos premiers ministres de l'aventure limitée à elle-même qui a consisté à l'envoi de cette expédition, de ce commando sur l'Iran, c'est beaucoup plus de les avoir engagés dans une très contestable politique de sanctions économiques que les pays européens ont, au demeurant, traité avec une certaine prudence, (...) de les avoir, en somme, compromis pour tout aussitôt changer de plan (...). »*

Lors du conflit entre la Grande-Bretagne et l'Argentine aux îles Malouines en avril et mai 1982, Paris s'était résolument rangée *aux côtés de Londres au nom de* la défense du droit de souveraineté et de la solidarité européenne. *« Nous n'avons pas à nous substituer à la Grande-Bretagne »*, avait déclaré le président de la République, le 17 mai, à l'occasion d'un sommet franco-britannique à Londres. *« L'acte initial de l'Argentine à créé une logique regrettable,* avait indiqué M. Mitterrand. *Et depuis, il n'est intervenu aucun fait nouveau qui nous ait incité à changer d'opinion. »*

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures du gouvernement d'union de la gauche de l'époque, s'était prononcé pour *« le départ des envahisseurs »* argentins avant l'ouverture de quelque négociation que ce soit.

هكذا من الأصل

LA CRISE DU GOLFE

et la convocation du Parlement en session extraordinaire

Le précédent du 20 mars 1962

Députés et sénateurs débattaient des accords d'Evian

Après la signature des accords d'Evian mettant fin à la guerre d'Algérie, le Parlement s'est réuni en session extraordinaire le 20 mars 1962. En ouverture de la séance, les présidents des assemblées ont lu un message du général de Gaulle, annonçant un référendum : *« Il m'apparaît comme nécessaire que la nation elle-même sanctionne une aussi vaste et profonde transformation et confère au chef de l'Etat et au gouvernement les moyens de résoudre, dans les moindres délais, les problèmes qui seront posés à mesure de l'application. »* Le premier ministre, M. Michel Debré, avait ensuite fait une déclaration sur la politique du gouvernement : *« La France,* avait-il dit, *a choisi de donner la parole aux Algériens. Elle accepte à l'avance les conséquences graves et peut-être déchirantes d'un choix exercé librement à la face de l'univers. »*

Les débats se sont ensuite déroulés le jour même et le lendemain. Le ministre des affaires algériennes, M. Louis Joxe, développe le contenu des accords. Le premier ministre clôt le débat dans la soirée. Au Sénat, c'est Robert Buron, ministre (MRP) des travaux publics, qui explique la politique du gouvernement.

« On ne négocie pas avec des preneurs d'otages »

déclare M. Roland Dumas

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a implicitement rejeté, mardi 21 août, les offres de négociations faites par le chef de la diplomatie irakienne, M. Tareq Aziz. *« Il a toujours été entendu qu'une agression comme celle dont a été victime le Koweït posait un préalable à toute négociation, la restauration de l'indépendance et de la souveraineté* [du Koweït], a-t-il déclaré. *Or, je n'ai pas entendu que ce préalable ait été levé (...). Je ne doute pas de la réponse négative qui sera faite. En tout cas pour moi, la réponse je la connais. »* Le ministre a ajouté *« qu'on ne négociait pas avec les preneurs d'otages ». « C'est une doctrine bien établie et dans le cas particulier nous ne négocions pas non plus avec l'Irak »*, a-t-il dit, après avoir expliqué pourquoi Paris utilisait désormais le mot *« otage »* pour désigner ses ressortissants retenus en Irak. *« Maintenant, ils sont exposés. Ils sont pris dans une attitude barbare, en boucliers. (...) On expose des civils pour protéger des militaires. Ils sont donc devenus des otages, je ne vois pas pourquoi on hésiterait sur les mots »*, a-t-il dit.

RFI et RMC diffusent les messages des familles

Ecoutées fièvreusement par tous les étrangers retenus au Koweït et en Irak, souvent brouillées le soir, notamment dans la région de Bagdad, les radios internationales ont, ces derniers jours, multiplié leurs efforts d'information à destination du Golfe.

Le service mondial de la BBC a par exemple augmenté de trois le nombre de ses fréquences pour ses programmes en arabe diffusés sur tout le Moyen-Orient. Plusieurs Britanniques qui ont réussi à fuir le Koweït ont d'ailleurs raconté l'importance de la radio comme principale source d'information des otages, y compris sur leur propre sort.

Le Foreign Office a donc saisi ce qu'il considère comme *« le moyen le plus efficace »* de communiquer avec les ressortissants britanniques pour leur transmettre différentes informations et consignes.

Le Quai d'Orsay n'a pas observé la même attitude, mais les deux radios françaises diffusant dans la zone du Golfe – Radio France internationale (RFI) et Radio Monte-Carlo Moyen-Orient (RMC-MO) – se sont mises *« à la disposition »* des familles des personnes retenues dans ces pays.

Radio France internationale a ainsi mis en service un numéro vert – le 05-419-419. (gratuit) – et trois lignes téléphoniques ouvertes chaque jour de 9 heures à 19 heures sur lesquelles les familles pourront communiquer des messages personnels qui seront lus sur l'antenne lors de trois éditions quotidiennes (5 h 11, 6 h 11 et 18 h 4).

RMC-Moyen-Orient, filiale de la Sofirad, qui, avec seize heures quotidiennes d'émissions en français et en arabe, est au premier plan des radios internationales arabophones, a également ouvert deux lignes téléphoniques – le 40-67-95-95 à Paris et le 05-01-39-58. (numéro vert) à Monaco – pour la communication des messages des familles.

Ceux-ci seront diffusés tous les soirs depuis Chypre. La radio a bien sûr élargi aussi sa couverture rédactionnelle à la fois pour *« informer les auditeurs arabes sur des événements qui se déroulent chez eux et qui les concernent au premier chef,* explique M. Jacques Taquet, son directeur général, *et pour servir de relais, tant pour la communauté francophone du Moyen-Orient que pour les ressortissants arabes séjournant en France ».*

A. Co.

EN BREF

□ **CUBA : huit Cubains quittent les locaux diplomatiques belges et espagnols.** – Sept Cubains réfugiés dans la résidence de l'ambassadeur de Belgique à La Havane et un huitième retranché dans l'ambassade d'Espagne depuis les 13 et 14 août se sont rendus, mardi 21 août, aux autorités cubaines. Il reste deux réfugiés cubains dans la résidence de l'ambassadeur belge et quinze à l'ambassade d'Espagne. – *(AFP.)*

□ **INDE : seize morts au Cachemire.** – Onze militaires indiens et cinq civils pakistanais au moins ont été tués lundi 20 et mardi 21 août au cours d'affrontements indo-pakistanais le long de la ligne de cessez-le-feu divisant le Cachemire. L'Inde, qui avait accusé lundi le Pakistan d'avoir ouvert le feu à l'artillerie lourde, a été accusée mardi par le Pakistan d'avoir bombardé trois villages. – *(AFP.)*

Les réactions des milieux politiques

M. Charles Pasqua : « La position de la France n'est pas suffisamment clarifiée »

M. Charles Pasqua avait demandé au président de la République, mardi 21 août en début d'après-midi de *« faire preuve d'une fermeté sans faille »* face à Bagdad. Le soir, le président du groupe RPR du Sénat a déclaré : *« Nous ne faisons pas preuve de fermeté, compte tenu de la nouvelle donne, à savoir l'attitude de l'Irak vis-à-vis de nos ressortissants. On devrait passer de l'embargo au blocus. »*

Après le conseil interministériel restreint et les explications données par le président de la République, il estimait que *« la position de la France n'est pas suffisamment clarifiée »*. Sans doute pour obtenir une autre clarification, M. Pasqua a réitéré, mercredi sur RTL, sa demande de réunion *« sans délai »* des instances dirigeantes de l'opposition parlementaire et de son comité de coordination par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, respectivement président du RPR et président de l'UDF. Il est vrai qu'au même moment sur France-Inter, M. Alain Jupé, déclarant que M. Mitterrand était allé *« dans le sens de la clarté et de la fermeté »*. Le secrétaire général du RPR a annoncé le renvoi du bureau politique du mouvement, lundi 27 août au matin.

« C'est l'indécision, la politique de la marche en crabe », a affirmé le Mouvement des jeunes giscardiens, qui regrette que M. François Mitterrand *« ait manqué de fermeté »*. Tout en approuvant la convocation du Parlement, M. Hervé de Charette, député du Maine-et-Loire (UDF) et délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, a confirmé l'opinion de ses cadets : *« La seule réponse de la France,* a-t-il dit, *c'est l'esquive. Le gouvernement ne décide rien. C'était un conseil restreint pour rien. »*

Les espoirs de négociation de M. Mauroy

Recours-France se démarque du désappointement des dirigeants de droite. La principale association de rapatriés estime que M. Mitterrand *« a fait preuve de fermeté et de détermination »*. Pour M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, *« les explications, nécessaires bien que tardives, du président de la République et la convocation du Parlement confirment la gravité de la situation »*.

M. Emile Zuccarelli, président du MRG, *« se félicite »* de cette convocation, ajoutant que *« la solution diplomatique doit certes continuer à être recherchée mais elle ne saurait comporter de préalable à l'évacuation du Koweït et, la libération de tous les otages »*. La CGT, pour sa part, avait indiqué, dans l'après-midi de mardi, qu'il était *« impératif et urgent »* que le gouvernement assure *« le retour rapide de tous les ressortissants français »*.

Reprenant l'expression centrale utilisée par le chef de l'Etat dans sa conférence de presse, M. Pierre Mauroy a souligné, à sa sortie d'une entrevue avec M. Mitterrand, qu'il ne faut *« jamais s'inscrire définitivement dans une logique de guerre »*. Le premier secrétaire du PS a fait porter ses espoirs sur la *« négociation »*, en précisant : *« Je veux encore espérer que ceux qui étaient les mieux placés, malgré leurs divisions, les pays arabes, pourront rapidement retrouver tout leur rôle dans cette région. Le pourront-ils réellement ? C'est toute la question. »*

Dans l'après-midi, M. Claude Cheysson, ancien ministre des relations extérieures, avait déclaré que les puissances occidentales ne vont *« pas gagner une guerre contre un peuple »* et il avait déploré qu'*« on parle trop d'acte de guerre et de raid pour punir Saddam Hussein »*, qualifiant cette orientation *« d'extrêmement dangereuse »*.

Pour M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF et directeur de *l'Humanité*, le président de la République a estimé sur FR 3 que *« la France, à l'inverse des Etats-Unis, n'entendait pas précéder les décisions du Conseil de sécurité de l'ONU, mais les suivre au plus près »* en se déterminant *« selon sa propre expression historique »*. Le matin même, le bureau politique du PCF avait engagé le gouvernement à *« ne pas céder aux pressions des boutefeux »*.

Dans le dernier numéro du bulletin hebdomadaire de la Nouvelle Ecole socialiste, *A gauche*, M. Julien Dray (PS), député de l'Essonne, et M. Jean-Luc Mélenchon (PS), sénateur du même département, signent un éditorial intitulé « Raison garder » dans lequel ils écrivent : *« L'escalade, voilà l'erreur. Embargo ? Blocus ? Il n'est de bon que ce que décide l'ONU. Le recours à la force n'a de légitimité qu'à cette occasion. Et la négociation le point d'arrivée obligé pour toutes les questions en suspens dans la zone. Le dire à temps et s'y tenir en dépit des gesticulations des va-t-en-guerre, voilà comment raison garder, pour que la France garde une raison d'être le moyen pour l'Europe de se donner une identité propre et une* [raison] *de proposer au Sud une autre référence. »*

En mer et sur terre

Paris accentue son engagement militaire

La France s'est résolue à accentuer quelque peu son engagement militaire auprès de ses alliés dans le Golfe. De deux façons. En contribuant sur mer à rendre plus coercitif le dispositif de contrôle du boycottage contre l'Irak. En fournissant aux Etats de la région qui l'ont demandé, principalement le Koweït, l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis, l'aide technique requise en matière de soutien des armements déjà livrés ou encore à livrer, y compris avec l'envoi sur place d'un *« escadron de reconnaissance terrestre »* selon l'expression avancée, mardi 21 août, par M. Mitterrand.

Sur mer, d'abord. Dans la logique des consignes données à la fin de la semaine dernière (*le Monde* des 19 et 20 août) aux bâtiments de la marine nationale déjà déployés sur la zone, le président de la République a évoqué la perspective de l' *« arraisonnement »* par les frégates françaises de bateaux suspects.

Le terme même d'arraisonnement est tombé en désuétude dans la marine de guerre. Mais la procédure qu'il recouvre est toujours en vigueur : c'est le droit de visite, prévu par l'article 110 de la Convention du droit de la mer édicté par les Nations unies en 1982.

Ce droit de visite figure bien dans les instructions personnelles et secrètes que chaque commandant de navire français a reçues à la fin de la semaine. C'est une mesure contraignante qui, en cas d'embargo ou de blocus, permet une enquête de pavillon et une perquisition si cette enquête conduisait à suspecter davantage l'intercepté.

Une coopération navale européenne

Concrètement, la visite est annoncée au bâtiment en question par un code international de pavillons hissés, l'envoi de messages par des signaux lumineux, l'émission de consignes par radio VHF, le tir d'un coup de canon à blanc, voire le passage à basse altitude d'un hélicoptère embarqué sur le navire de guerre.

Si le bateau suspect n'obtempérait pas, il peut être tiré, selon les circonstances, un ou plusieurs coups de semonce devant sa proue et à des distances de plus en plus rapprochées, ou il peut être décidé de l'intimider par des manœuvres serrées qui évitent néanmoins l'abordage.

Face à un refus persistant, le navire de guerre se réserve la possibilité de tirer des obus inertes dans la mâture du bateau suspect ou sur son avant, en cherchant à l'atteindre au-dessus de la ligne de flottaison.

Le bâtiment une fois immobilisé, on procède à l'enquête de pavillon, c'est-à-dire que les documents du bord, qui détaillent l'itinéraire, la nature et la destination de la cargaison ainsi que l'immatriculation du bateau, sont vérifiés. Une perquisition peut être décidée, avec fouille du navire, interrogatoire de son équipage et examen de la cargaison.

La Convention de 1982 prescrit une indemnisation sur plainte de l'armateur dont le bateau aurait été soupçonné à tort d'avoir voulu briser le blocus.

Dans le cadre des décisions arrêtées mardi 21 août par l'Union de l'Europe occidentale (UEO), les chefs d'état-major des armées des pays – la France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie, la Grèce et l'Espagne – qui déploient déjà, ou vont le faire, une présence navale dans la zone devraient se réunir vendredi 24 août pour tenter de coordonner leurs forces sur place.

Quinze Mirage F-1 récupérés au Koweït

Cette coordination européenne, qui n'est pas une « première » dans le domaine naval, concerne principalement les zones d'opérations éventuelles, la répartition des tâches et l'échange de renseignements. Selon des sources militaires françaises, la zone en cause couvre le détroit d'Ormuz, devant le golfe d'Oman, et le détroit d'Akaba, en mer Rouge.

A terre, ensuite. Le chef de l'Etat a été plus explicite sur l'aide de la France à l'Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et au régime koweïtien dont des éléments armés ont fui devant l'annexion par l'Irak.

C'est ainsi que, pour la première fois, M. Mitterrand a confirmé que des avions Mirage F-1 acquis par le Koweït avaient échappé à l'armée de M. Saddam Hussein et que la France s'était engagée, dans ces conditions, à les maintenir en état de voler.

Le Koweït avait commandé quarante-deux Mirage F-1 monoplaces d'interception et quatre Mirage F-1 biplaces d'entraînement. Le matin même de l'agression par l'Irak, quinze des vingt-cinq Mirage F-1 mis en première ligne par l'armée de l'air koweïtienne ont pu gagner une base dans le sud de l'Arabie saoudite.

Le président de la République a donné son accord à l'envoi de conseillers militaires ou industriels et de techniciens dits de « maintenance » pour le soutien, la réparation et l'entretien de matériels français déjà livrés aux armées saoudiennes, koweïtiennes et des Emirats arabes unis (Abou-Dhabi, Dubaï, Sharjah, Fujaïrah, Ajman, Umm-al-Qaiwain et Ras-al-Khaimah).

Toutes comparaisons gardées, ces pays du Golfe sont des clients aussi importants que l'Irak pour la France, qui leur a fourni des chars AMX-30, AMX-10 et AMX-13 ; des missiles anti-chars et anti-aériens ; des mortiers ; des hélicoptères Puma et Gazelle ; des automitrailleuses ; des véhicules transports de troupes VTT et des obusiers de 155. Avec, de surcroît, quatre frégates pour la marine saoudienne, les Mirage F-1 de Koweït, et des Mirage 2000 en cours de livraison à Abu Dhabi spécialement. M. Mitterrand a promis plus particulièrement aux Emirats arabes unis l'envoi de ce qu'il a appelé *« un escadron de reconnaissance terrestre »*.

Il s'agirait de l'équivalent d'une compagnie (environ 150 hommes) avec leurs véhicules blindés légers et des jeeps, pour des missions d'instruction, des tâches de remise en état de matériels français qui se dégradent rapidement dans les conditions climatiques locales et, le cas échéant, pour aider – par une présence qui reste symbolique – à la montée en puissance des armées nationales. Ce détachement de reconnaissance sera prélevé dans les rangs u 1er régiment de hussards parachutistes à Tarbes.

JACQUES ISNARD

« La France fera respecter l'embargo y compris par la contrainte »

Voici le texte de la déclaration publiée par l'Elysée à l'issue du conseil interministériel restreint du mardi 21 août.

1. – La France applique avec fermeté les sanctions décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre l'Irak. Les moyens navals qu'elle déploie dans le Golfe ont notamment pour mission de faire respecter l'embargo, y compris par le recours à la contrainte. Des instructions en ce sens ont été données aux commandants d'unités. Une coordination est assurée avec les autres forces navales présentes dans la zone.

2. – La décision de l'Irak de retenir des ressortissants étrangers et de les utiliser comme otages est un acte inacceptable : il viole toutes les lois internationales et les droits les plus élémentaires de la personne humaine. La France assurera, par tous les moyens qu'elle jugera nécessaires, la sauvegarde de ses ressortissants. Elle se tient en contact permanent à ce sujet avec ses partenaires de la Communauté européenne avec les Etats-Unis et avec tous les Etats concernés. Elle demande que la résolution 664 du Conseil de sécurité soit immédiatement et entièrement appliquée afin que tous les ressortissants étrangers soient libérés et puissent rejoindre leur famille.

3. – Le dispositif d'aide et de contact avec nos ressortissants et leurs familles, sur place et en France, sera renforcé. Sans cacher la gravité de la situation, le gouvernement assure les familles de sa détermination et de la solidarité nationale à leur égard.

4. – La France, comme ses partenaires de la Communauté européenne, considère comme nulle et non avenue la demande irakienne de fermeture des ambassades à Koweït. La France maintiendra dans ce pays sa représentation diplomatique, dont la première tâche est d'assurer aide et protection à nos ressortissants. Elle entend que les forces d'occupation n'entravent en rien cette action.

5. – La France a décidé d'apporter aux pays menacés une assistance militaire. Des moyens matériels et techniques ont été et seront mis en place.

6. – La situation créée par les événements du Golfe ne justifie pas une modification des orientations de la politique économique qui seront traduites dans le projet de budget pour 1991 : stabilité du franc, réduction du déficit budgétaire, priorité à l'investissement productif et à l'emploi, maîtrise de la demande intérieure publique et privée.

C'est par l'effort de tous, équitablement réparti, que la France pourra dans ce contexte préserver la croissance nécessaire pour faire reculer le chômage.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La crise financière des Girondins de Bordeaux

Une information judiciaire est ouverte contre M. Claude Bez pour abus de confiance, faux et usage de faux

Le parquet de Bordeaux a ordonné, voici quelques jours, l'ouverture d'une information contre le président du club des Girondins FC, M. Claude Bez, *« et tous autres »*, pour abus de confiance, faux et usage de faux, complicité et recel. Cette décision a été provoquée par une enquête de l'administration fiscale, transmise au parquet le 24 juillet (*le Monde* du 22 août).

BORDEAUX

de notre correspondante

On savait depuis des mois le club des Girondins de Bordeaux FC en crise : criblé de dettes, au bord de la faillite, il avait dû en catastrophe, le 29 juin dernier, solliciter la caution de la municipalité bordelaise pour emprunter 120 millions de francs par l'intermédiaire d'une société suisse, Idis Finance. Cet emprunt ne serait d'ailleurs toujours pas matérialisé, selon la mairie de Bordeaux, notamment parce que *« les sociétés de crédit s'interrogent sur la bonne fin d'une garantie par une seule collectivité locale »*. Puis ce furent, coup sur coup, trois mauvais résultats sportifs en début de saison. Allumant un contre-feu, le président Bez limogea alors, le 8 août, l'entraîneur Raymond Goethals.

Cette fois, la justice s'en mêle. Le parquet de Bordeaux a ordonné l'ouverture d'une information après examen du dossier transmis par la direction générale des impôts. En 1987 et 1988, le fisc avait vérifié les exercices 1985, 1986 et 1987 du club présidé par M. Bez. Un redressement de 10 millions de francs fut notifié aux Girondins. Points-clés de ce redressement : des recettes non déclarées et des charges non justifiées dans le domaine publicitaire (contrats avec les sponsors, location d'espaces publicitaires, droits de retransmissions télévisées) et la déduction de la TVA sur les travaux d'aménagement du Centre international de formation et d'entraînement du Haillan, un luxueux complexe sportif dans la banlieue bordelaise.

Mouvements d'argent vers le Sénégal

Les agents du fisc avaient aussi, dans la foulée, épluché les comptes personnels et professionnels du président Bez et ceux de son fils qui, à la tête de la société ERIC, avait ébauché les grandes lignes du projet d'aménagement du Centre international du Haillan. Les contrôleurs avaient également vérifié plusieurs sociétés qui avaient œuvré pour ce centre, dont la société Malardeau, un des anciens sponsors du club, et la SARL Aquitaine Environnement. Cette dernière société a, depuis, été mise en liquidation judiciaire. De ces investigations, le fisc a retenu des *« anomalies »* portant sur plusieurs dizaines de millions de francs. Il s'agirait notamment de fausses factures et de *« mouvements »* d'argent entre Bordeaux et le Sénégal où M. Bez possède par ailleurs un hôtel.

Depuis l'ouverture de l'information, M. Bez n'a pas encore été entendu par le juge d'instruction en charge de l'enquête. Mme Bernadette Pragout, doyen des juges d'instruction bordelais, est absente jusqu'au 2 septembre.

A de multiples reprises, ces derniers mois, et notamment en séance du conseil municipal, le 29 juin, M. Jacques Chaban-Delmas avait réitéré son soutien sans faille au président Bez. Pourtant, le ministre du budget, M. Michel Charasse, a indiqué au quotidien *Sud-Ouest* du 22 août qu'il avait *« fait savoir à qui de droit qu'il serait dangereux pour les finances des collectivités locales qu'elles s'engagent dans des procédures de garantie d'emprunt »*. Toujours selon M. Charasse, à l'inverse du conseil général de la Gironde, *« le conseil municipal de Bordeaux n'en a pas tenu compte »*. M. Chaban-Delmas a fait savoir qu'il s'abstiendrait de toute déclaration publique pendant quarante-huit heures.

GINETTE DE MATHA

POLICE

□ **Le logement des policiers parisiens.** – Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, s'est fixé comme *« objectif à atteindre »* le logement *« dans cinq ans de plus de la moitié des fonctionnaires de police à Paris et dans la proche banlieue »*. *« C'est une nécessité, pas simplement pour le confort des fonctionnaires mais pour la réalité de la sécurité d'une ville »*, a-t-il ajouté, mardi 21 août, à la préfecture de police de Paris où était célébré le quarante-sixième anniversaire de la libération de la capitale . M. Joxe a rappelé qu'un programme de construction de deux mille cinq cents logements avait été engagé depuis cinq ans. Un nouveau plan quinquennal prévoit la construction de mille logements supplémentaires chaque année.

SCIENCES

D'après les premières images de la sonde Magellan

Vénus présente un relief volcanique et tourmenté

On savait déjà que Vénus présentait beaucoup de similitudes avec sa planète-sœur, la Terre, notamment dans sa composition chimique et ses dimensions. Si l'on en croit les premières images transmises par la sonde Magellan, cette ressemblance s'étend aussi au relief. Elles révèlent, selon les scientifiques américains qui les ont commentées mardi 21 août à Pasadena (Californie), des structures semblables aux volcans d'Hawaï, à la vallée du Rhin, aux gorges de l'Est africain ou encore aux failles sismiques de Californie!

Le nombre important de fractures et de failles suggère que les mouvements de la croûte qui constitue le sol de Vénus ont *« peut-être été encore plus violents que ce que l'on imaginait auparavant »*, a estimé M. Steve Saunders, chargé à la NASA du programme Magellan.

La comparaison avec la Terre ne peut cependant pas être poussée trop loin : la température à la surface de Vénus atteint 460 degrés et la tectonique des plaques semble y fonctionner différemment, précise M. Saunders. La croûte de la Terre est fractionnée – très schématiquement – en six grandes plaques rigides et l'activité volcanique et tellurique se concentre à leur périphérie, là où elles se « frottent » les unes aux autres. Sur Vénus, il faudrait plutôt parler de *« marécage volcanique »*, estime le spécialiste américain. *« Les plaques vénusiennes, si elles existent, sont probablement molles, déformables, beaucoup plus fragmentées. »*

Ces premières impressions pourront être précisées grâce à la cartographie de la surface de Vénus que Magellan devrait entreprendre, à l'aide de son radar capable de percer l'atmosphère opaque de la planète. Les responsables de la NASA espèrent que ce travail, qui durera deux cent quarante-trois jours, pourra commencer comme prévu début septembre, malgré la nouvelle perte de contact qui devait affecter cette mission, mercredi. C'est la deuxième fois en quinze jours que le contact radio avec la sonde était coupé. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

Le feu aux portes de Marseille



Suite de la première page

Plus rien ne pouvait arrêter le feu qui montait comme une bombe vers le col de la Ginestière, puis se scindait en deux fronts de part et d'autre de la départementale 559, l'un qui progressait vers les crêtes de la chaîne du mont Carpiagne, l'autre qui transperçait le massif de Puget et la forêt de la Gardiole. En l'espace de six heures, l'incendie avait débouché dans les calanques à l'est de Cassis qu'il cernait d'un immense halo rouge. En-Vau, la plus jolie de ces calanques, avec ses aiguilles et clochetons découpés dans la roche, puis Port-Pin et Port-Miou n'échappaient pas aux flammes, qui atteignaient ensuite les portes mêmes de Cassis.

Des flammes de cinq mètres

Dès 18 heures, l'ordre d'évacuation avait été donné à la population et deux mille personnes avaient fui précipitamment, dont quatre cents transportées vers le port de Cassis par des bateaux de promenade et de pêcheurs. *« Nous avions vu le feu sur les crêtes, mais nous pensions que nous serions épargnés,* explique M. Bertolotti, propriétaire du restaurant *La Presqu'île. En quelques instants, nous avons été encerclés »*. Son établissement, l'un des plus réputés de Cassis et cinq autres maisons du quartier, ont été entièrement brûlées. *« J'ai vu des flammes hautes de cinq mètres,* témoigne un autre habitant, M. Nicolas Milhaud. *On a essayé de tenir jusqu'à la dernière minute, mais j'ai dû me sauver en maillot de bain »* .

Sur le port, plongé dans une âcre fumée chargée de cendre et une chaleur étouffante, la population s'est rassemblée, en proie à la panique. Le feu menacera longtemps encore l'agglomération qu'il contournera par le nord avant de perdre de sa virulence.

Dans les quartiers sud de Marseille, en lisière du campus universitaire de Luminy, l'incendie aura à la même heure un sursaut de violence et des habitants d'une cité HLM devront être momentanément évacués à leur tour. A cette dramatique journée, manquait l'odieux : des pillages commis dans des villas et des immeubles par plusieurs individus, dont trois ont été interpellés par la police.

Vers minuit, le préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône, M. Claude Bussière, dressait un premier bilan : 9 000 hectares de forêts et de garrigue parcourus par le feu dans le département, quinze maisons détruites, ainsi qu'une dizaine de bateaux brûlés dans le port de la calanque de Port-Miou. *« Nous sommes*, a-t-il déclaré, *dans une phase hors stade, c'est-à-dire une mobilisation de tous les moyens sans exception »*.

Ces divers incendies, qui étaient contenus mais non maîtrisés dans la matinée de mercredi, ont été combattus au total par mille cinq cents sapeurs-pompiers et plus de trois cents véhicules, avec l'appui de la flotte des bombardiers d'eau de la base de la protection civile de Marignane. Plusieurs colonnes de renforts, représentant environ trois cents hommes, ont été acheminées dans la nuit de mardi à mercredi depuis l'Ile de France, l'Est, le Languedoc-Roussillon et d'autres départements de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

GUY PORTE

EN BREF

□ **Sida : forte progression dans les régions rurales des Etats-Unis.** – Après les grands centres urbains, c'est au tour des principales zones rurales des Etats-Unis d'être touchées par le sida. Selon un rapport de la Commission nationale sur le sida rendu public mardi 21 août, la progression de l'épidémie atteint dans les campagnes *« des taux alarmants »*, facilitée par l'absence de mesures prises dans ces régions. L'an dernier, le nombre de cas de sida avait augmenté de 37 % dans les zones rurales des Etats-Unis, contre 5 % dans les villes de plus de cinq cent mille habitants. – *(UPI.)*

□ **PRÉCISION.** – M. Olivier Philip, préfet de la région Ile-de-France, nous demande de préciser que, dans son « point de vue » sur l'aménagement de la région (*le Monde* du 18 août), il souhaitait écrire, au sujet de la Défense : *« ...il est exact que le président du conseil régional n'a pas été informé ou consulté, ce qui est* mon *erreur »* (et non *« une »* erreur).

COMMUNICATION

Grève de vingt-quatre heures à la SFP

La CFDT met à nouveau en cause les situations de Mme Soisson et de M. Héberlé

Deux mois après la fin du conflit déclenché par l'annonce d'un lourd plan de licenciements, le personnel de la Société française de production (SFP) était à nouveau en grève, mercredi 22 août. Voté mardi à la quasi-unanimité du personnel à l'appel de la CGT et de la CFDT, le mouvement était destiné à marquer la tenue du comité d'entreprise qui devait discuter du plan de restructuration conçu par le PDG de la société, M. Jean-Pierre Hoss, et des cinq cents suppressions d'emploi. Une discussion sans doute difficile, la longue grève des mois de mai et juin derniers n'ayant abouti à aucun recul de la direction.

Une discussion rendue également plus orageuse par les révélations publiées le 15 août par *le Canard enchaîné* selon lesquelles l'ancien PDG d'Antenne 2, M. Jean-Claude Héberlé, et Mme Catherine Soisson, l'épouse du ministre du travail, émargeaient depuis plusieurs années au budget de la SFP sans y exercer de fonctions. *« Cette affaire, qui dure en fait depuis plus longtemps que ne l'indique l'article, est loin d'être la seule »*, réagissait aussitôt le SURT-CFDT, annonçant que de nouveaux faits seraient révélés lors du comité d'entreprise du 22 août. Mercredi matin en effet, une déclaration était lue solennellement par les représentants de la CFDT : *« Le problème de licenciements se double désormais d'un problème moral. Nous ne pouvons pas tolérer que deux personnes – Mme Soisson et M. Héberlé – qui, depuis des années, n'ont jamais mis les pieds dans l'entreprise, soient sur les listes de licenciements, bénéficiant ainsi d'indemnités de licenciement et du droit aux ASSEDIC. Nous osons espérer que ces deux personnes auront la pudeur de démissionner de la SFP. Rappelons que les ASSEDIC ont été créées pour assurer un revenu de remplacement à ceux qui perdent leur emploi et non pour ceux qui bénéficient de contrats de complaisance. Quant aux dépenses indues mises à la charge de la SFP depuis 1980, nous exigeons que la totalité de celles-ci soient identifiées, chiffrées et qu'il en soit tenu compte dans le règlement final du conflit. »*

A. Co.

□ **Bruno Masure quitte TF 1.** – C'est par une lettre envoyée le 16 août à Michèle Cotta, directrice de l'information de TF 1, que Bruno Masure à donné sa démission de la chaîne *(nos dernières éditions du 22 août)*. Une décision qui met un point d'orgue au contentieux qui opposait le journaliste à la direction de la Une. Bruno Masure, qui présentait les journaux du week-end depuis septembre 1987, rêvait de partager le rôle de présentateur vedette du « 20 heures » pendant la semaine avec Patrick Poivre d'Arvor. Un désir auquel les responsables de TF 1 ont toujours opposé une fin de non-recevoir. Déçu, Bruno Masure a préféré claquer la porte comme l'avait fait, cinq ans auparavant, Patrick Poivre d'Arvor qu'une semblable rivalité opposait alors sur Antenne 2 à Christine Ockrent. A TF 1, on indique que Ladislas de Hoyos remplacera Bruno Masure pour les journaux du week-end.



Le Monde

ARTS • SPECTACLES


JILL HARTLEY

Le Palais de la culture et des sciences, offert par les Soviétiques à la Pologne, dans les années 50.

La géographie de l'Est retrouve peu à peu sa complexité. La Pologne des reportages, c'est à nouveau Zakopane, le « Chamonix » des Hautes-Tatras. Celle des voyageurs intellectuels, peu regardants sur les hôtels, sera celle des villes épargnées par les bombes, les reconstructions et la spéculation, et qui sont restées telles que les montrent les photos anciennes, sinon qu'elles font eau de toute part, que les plâtres des façades tombent par plaques, que les menuiseries grincent. Des villes en noir et blanc, des villes qui, malgré l'ouverture des frontières, paraissent figées dans la nuit de l'Histoire. Une nuit de cauchemars. La Pologne voudrait s'inventer un tourisme, créer des hôtels trois étoiles, montrer ses bisons, ses sourires. Il y a pourtant une forme de tourisme qu'elle possède naturellement : celle du souvenir. Terrible commerce de l'âme. Varsovie n'est que le souvenir de Varsovie, un simulacre, d'où est évacué le plus terrible des souvenirs, le ghetto. Dans le sud du pays, près de Cracovie, les camps d'Auschwitz-Birkenau, inscrits sur la liste du patrimoine mondial depuis 1979, sont désormais entretenus, réparés pour rester tels que la guerre les a légués. Quel enseignement tirer ici du souvenir ?

LIRE PAGES 12 A 14
LES SÉLECTIONS CINÉMA
MUSIQUES, ARTS

VARSOVIE, UN DEMI-SIÈCLE PLUS TARD

Les simulacres de la nuit

L'AÉROPORT international de Varsovie n'a rien perdu de la gaîté qui était la sienne avant 1981. Même lumière glauque, même mobilier grisâtre et fonctionnel, même impressionnante rangée de postes de contrôle policier : une architecture manifestement conçue pour vous faire passer l'envie des voyages. Notable changement toutefois, les contrôles se sont adoucis, allégés, les douaniers se font aussi discrets que l'exige le besoin national de devises et de biens occidentaux. Un peu plus loin, sur le côté de la piste, un nouvel aéroport est en construction. Une construction à long terme, si l'on en juge les piles de béton qui émergent du sol, et qui, recouvertes de toiles de plastique, attendent à l'évidence de meilleurs jours pour continuer de croître. Coût du programme : 1 milliard de francs.

Ce n'est pas une peccadille pour un pays qui, selon une récente enquête du *Moniteur* (1) est, de tous les pays de l'Est, celui qui dépense actuellement le moins, 1 200 F par tête d'habitant et par an, et envers lequel les investisseurs étrangers restent très hésitants. L'aéroport se trouve à quelques kilomètres à peine du centre. Un centre multipolaire, comme dans toutes les grandes capitales, avec la « vieille ville » – ce cœur de Varsovie qui n'est plus aujourd'hui que le *fac-similé* de l'ancienne cité – une ville moderne léguée par le dix-neuvième siècle, où l'on trouve, tout aussi flambants neufs, malgré leur allure respectable, les universités, les musées, et le centre actuel qui, avec ses hôtels internationaux, sa gare et son Palais de la culture est le lieu de résidence des étrangers de passage, de plus en plus nombreux. C'est là qu'on trouve le seul autre programme important de la ville : un centre hôtelier et commercial, qui, lui aussi, a manifestement quelque peine à sortir de terre. Mais il n'y a pas d'argent non plus pour envisager seulement la construction des 1,5 million de logements qui seraient nécessaires en Pologne, ni pour remettre en état un pourcentage élevé de logements délabrés. Les architectes vivent un chômage chronique pour la plupart d'entre eux, que tempère pour quelques-uns la construction frénétique d'églises et, pour quelques autres, les villas des nouvelles fortunes de Varsovie – maraîchers enrichis par la vente de produits en RFA et autres manipulateurs plus ou moins entreprenants, avides de devises.

Varsovie, qui comptait 1,3 million d'habitants avant la guerre, n'en compte plus, en 1945, que le douzième : 162 000 exactement, dont 140 000 à Praga, sur l'autre rive de la Vistule et 22 000 réfugiés, ici ou là, parmi les ruines de la rive gauche. Sauf le quartier résidentiel de Praga, composé pour l'essentiel de demeures individuelles assez élégantes, et sauf quelques quartiers excentrés de la ville, Varsovie a volontairement, systématiquement, été anéantie par les nazis, qu'il s'agisse de bombardements et de mines ou des effets non moins ravageurs des lance-flammes. 800 000 personnes sont mortes, dont la quasi-totalité des juifs de la ville (450 000 personnes si l'on s'en tient à la population enfermée dans les 307 hectares du ghetto). 85 % des bâtiments ont été détruits, laissant 20 millions de mètres cubes de débris à ceux qui allaient devenir les reconstructeurs d'une Pologne brisée.

C'est une entreprise considérable à laquelle vont, en effet, s'atteler les survivants de la guerre. Le premier facteur de réussite, dans la ville dévastée, sera bien sûr humain. Dès 1946, Varsovie a retrouvé 450 000 habitants et elle ne mettra que dix années pour atteindre le million, chiffre qui, depuis n'a cessé de croître pour atteindre aujourd'hui 1,8 million d'habitants environ. Pour une part, il s'agit du retour d'anciens habitants dispersés dans une Pologne plus clémente.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(Lire la suite page 10)

(1) *Le Moniteur*, du 6 juillet 1990.

LE PATRIMOINE POLONAIS

VARSOVIE, UN DEMI-SIÈCLE
Les simulacres

(Suite de la page 9)

Mais, pour l'essentiel, il s'agit de Polonais soit déplacés à la suite de la modification des frontières, soit de gens des campagnes, au cœur et à la volonté suffisamment accrochés pour tenter si l'on peut dire fortune dans la nouvelle capitale.

L'atmosphère de la ville s'en ressent singulièrement aujourd'hui. Il règne à Varsovie une brutalité exempte de compromis, comme celle que l'on peut ressentir à New-York, doublée de la sévérité caractéristique des capitales de l'Est au sortir du communisme. Les anciens Varsoviens n'apprécient d'ailleurs que modérément cette nouvelle forme de civilité, dont ils créditent les nouveaux Varsoviens. En résumé : ne pas se risquer à traverser au vert ou en dehors des clous. Ne pas hésiter, lorsqu'on monte dans un autobus ou un tramway, à piétiner son voisin. Seules les queues devant les magasins paraissent devoir être respectées. Lorsqu'on est en voiture, un moyen infaillible de distinguer les nouveaux Varsoviens des anciens est de s'arrêter pour laisser quelqu'un traverser. Si la personne manifeste un grand étonnement puis vous remercie avec force signes de tête, il s'agit, selon toute vraisemblance, d'un ancien habitant de la ville. Si au contraire elle traverse avec l'air de quelqu'un qui aurait remporté une brillante victoire, il s'agit d'un nouveau Varsovien.

PASTICHE OU RÉALITÉ

Anciens ou nouveaux, ils auront de toute façon mis la main à la pâte pour la reconstruction de la ville. Une reconstruction qui prend, pour simplifier, deux aspects dès l'immédiate après-guerre. D'une part, il s'agit de reconstituer aussi fidèlement que possible tout ce que l'on peut de la ville ancienne. D'autre part, il s'agit d'imaginer une nouvelle cité, un nouvel urbanisme qui, malgré une extrême pénurie de moyens financiers et techniques, devra absorber les centaines de milliers de nouveaux arrivants.

La reconstitution de la ville ancienne, de celle au moins que l'histoire a léguée jusqu'au milieu du dix-neuvième siècle, est sans doute l'entreprise la plus spectaculaire. Brique par brique, maison par maison, quartier par quartier, la ville se reconstitue sur la foi des photographies, des gravures, des mémoires. Il y a bien quelques petites améliorations. Les sanitaires, par exemple, sont peu ou prou modernisés, la couverture des toits obéit sans doute à des techniques contemporaines. Quoi qu'il en soit, il faut, à qui n'a pas connu Varsovie avant guerre, un œil sacrément exercé pour comprendre ce qui relève du pastiche et ce qui relève de la réalité. Les touristes en général ne font d'ailleurs pas la différence. Ils sont dans l'ancienne Varsovie. Et, dans la mesure où la visite du musée historique de la ville n'est plus une obligation rituelle des voyages de groupe, comme elle l'était sous le précédent régime, rares sont ceux qui peuvent mesurer le drame que cachent les si jolies façades de la place du Marché, vigoureusement repeintes tous les trois ou quatre ans.

Le musée d'histoire de la ville aujourd'hui est pratiquement désert malgré les milliers de touristes qui déambulent devant, parcourant les rues souriantes de cette reconstitution du centre historique. Il apporte pourtant de précieuses informations, donne corps à une histoire disparue derrière le visage nouveau de Varsovie. On y voit en particulier un documentaire sans doute un peu grandiloquent – mais on le serait à moins – sur la destruction de la ville par les nazis et sur sa reconstruction. Dans le film, comme d'ailleurs dans le reste du musée, le génocide des juifs est pratiquement passé sous silence, à quelques « détails » près, si l'on ose encore se servir d'une telle expression.

Il faut dire que l'immense cimetière juif de la ville, sur l'avenue Okopowa – quelque 18 hectares en plein cœur de la ville – qui jouxte le cimetière catholique, semble lui-même sorti de la mémoire du peuple polonais. Une grande partie du cimetière est en passe de devenir une quasi-forêt vierge. Dans d'autres secteurs, les pierres tombales s'effondrent les unes sur les autres comme un château de cartes. Mais quelle descendance reste-t-il pour l'entretenir ?

L'endroit est magnifique, terrible, désert. On y croise parfois un couple, on pense à ce qu'ont vécu un demi-million de juifs dans cette ville qui veut oublier jusqu'à leur souvenir. On cherche vainement, parmi les orties, au pied d'un mur, les traces de la fosse commune où finissaient les morts du ghetto avant l'insurrection et la dernière horreur des camps d'extermination. On cherche aussi vainement, en sortant, les traces du quartier juif, devenu ghetto, rasé lui aussi, mais qui n'a manifestement pas bénéficié du souci polonais de reconstitution du passé, de cette formidable volonté de mémoire.

Cette volonté s'est notamment investie dans le palais royal, symbole de l'indépendance polonaise, pour la reconstruction duquel les Varsoviens ont fait de considérables sacrifices. Avant l'arrivée des Allemands, les conservateurs du château étaient parvenus à cacher tout ce qu'ils avaient pu, prévoyant le pillage. Prévoyant la volonté destructrice des mêmes, ils avaient également prélevé, dans chaque salle, des fragments de couleur, de stuc ou de décor que, avec les plans, les relevés, les archives, ils avaient déposés en lieu sûr, dans le caveau funéraire d'un château des environs. La reconstitution du palais a commencé en

JILL HARTLEY

Anéantie pendant la guerre, la place du Marché a été reconstituée « à l'identique », comme toute la vieille ville. Un simulacre ? Pourtant, la plupart des manifestants du 3 mai 1985 étaient déjà plus jeunes que la place. Ainsi se crée le patrimoine...

DE CRACOVIE
Seules les pierres

La conservation des monuments et des sites est devenue, avec la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO, établie en 1972, la source de problèmes insoupçonnés. Un bâtiment ou une ville, reconstruits à l'identique, sont-ils des faux, des simulacres ? Ou sont-ils l'expression de la pérennité d'une culture ? Et comment, à Auschwitz, préserver la mémoire de l'horreur sans entretenir ce que l'on veut oublier ?

LA Pologne, dévastée par la guerre, est devenue un véritable laboratoire du patrimoine, pour les restaurations comme pour les problèmes doctrinaires qui, sans que le public en soit toujours conscient, président au choix des monuments, des sites ou des objets à préserver, voire à reconstituer, presque *ex nihilo*, comme à Varsovie.

En 1978, la Commission du patrimoine mondial, instance dépendante de l'UNESCO – l'équivalent, à l'échelon international, de notre Commission supérieure des monuments historiques (1) – inscrivait, sur sa liste des trésors impérissables du monde, le centre historique de Cracovie ainsi que les mines de sel de Wieliczka, voisines de la ville. Un ensemble culturel, comparé, non sans exagération, à Venise ou Paris.

Cracovie a, en tout cas, conservé de son passé l'homogénéité merveilleuse de ses rues, ses monuments et, non seulement, ses monuments, mais aussi leur usure... Comme à Budapest, comme à Prague, les rues de Cracovie sont meublées d'échafaudages qui protègent les passants de l'effritement progressif des façades, de la chute des balcons, des corniches. La Pologne, qui s'est fait une spécialité de la restauration des monuments, aurait là de quoi exercer son talent si l'argent frais pouvait venir suppléer la foi réfrigérée de ses reconstructeurs.

Même problème pour les mines de Wieliczka, pour ses cathédrales creusées dans le sel, et dans l'air sec desquelles étaient naguère encore traités les tuberculeux. Ce monument du patrimoine mondial, version « curiosité naturelle », a, en fait de sel, du plomb dans l'aile...

En 1980, le centre historique de Varsovie était à son tour inscrit sur la liste du patrimoine mondial. Un simulacre, s'indignèrent les puristes ! La perpétuation du passé et de la culture d'une nation, répliquèrent les autres qui avaient d'ailleurs comme botte secrète l'exemple des temples japonais, monuments de bois perpétuellement reconstruits, toujours les mêmes à travers les siècles, et pourtant toujours neufs. Pourquoi le respect voué au bois, à l'autre bout du monde, ne s'appliquerait-il pas aux briques qui forment la base du patrimoine polonais ?

Quel critère choisir, se demandaient les plus incertains : l'authenticité historique, la conformité visuelle, la pérennité culturelle...? Et de rappeler le caractère incertain des travaux de Viollet-Le-Duc sur Notre-Dame de Paris ou sur Saint-Sernin de Toulouse. Varsovie, quoi qu'il en soit, appartient désormais à la fameuse liste.

C'est qu'entre-temps un problème infiniment plus complexe avait dû être résolu : la question du classement de l'ensemble des camps d'Auschwitz (2) et de Birkenau, obtenu finalement en octobre 1979. Classer l'horreur, l'indicible, protéger ce que la mémoire veut à la fois proscrire et conserver comme témoignage de l'inhumanité. Dans la plupart des autres camps, les traces de la réalité ont été effacées et des monuments symboliques leur ont été substitués, comme à Treblinka.

Auschwitz I, demeuré pratiquement intact et dont les bâtiments de brique ont été convertis en musée, ne posait, si l'on peut dire, qu'assez peu de problèmes de conservation. Birkenau, en revanche, avec ce qui reste encore des chambres à gaz et des crématoires, que les

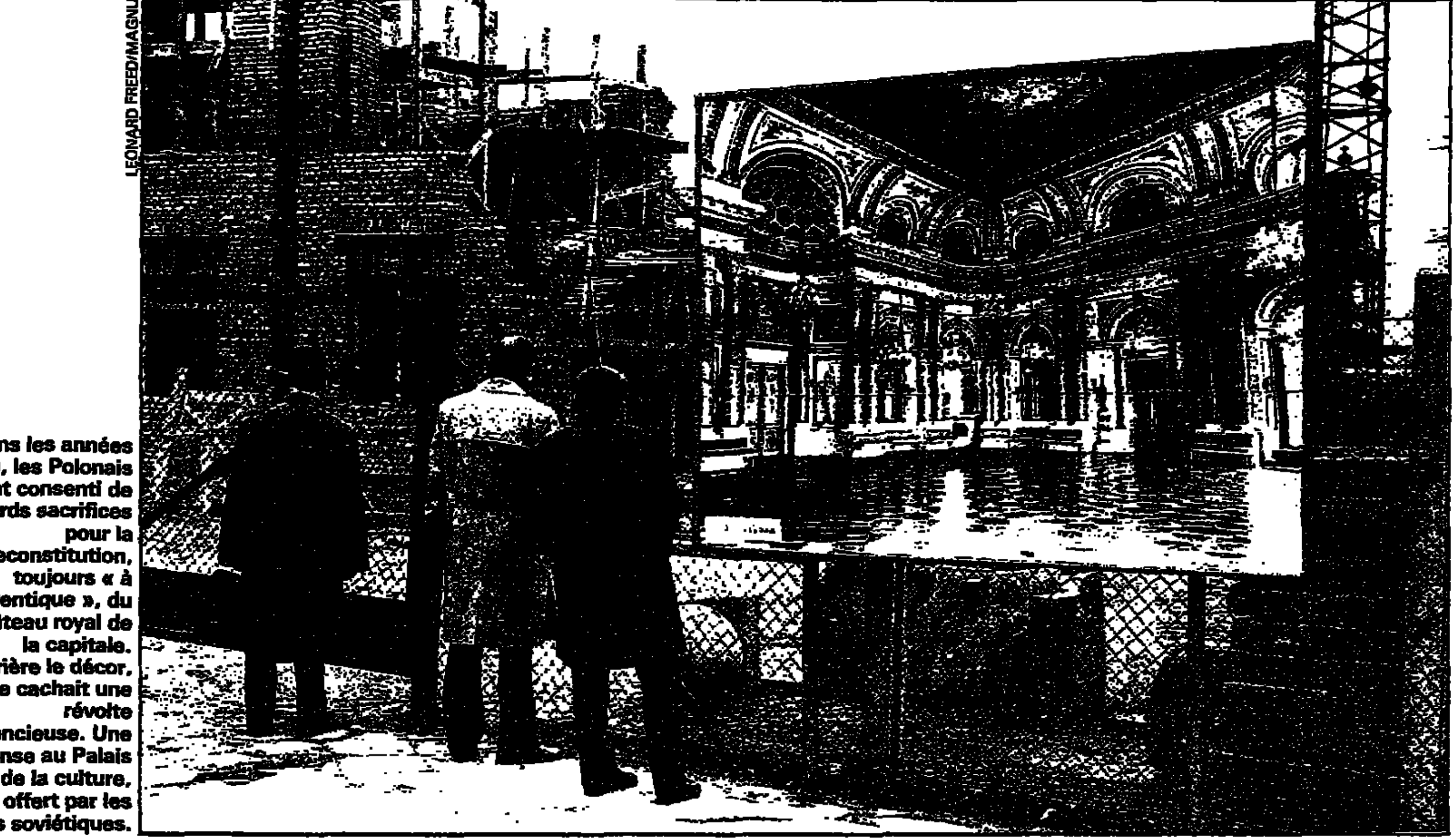
D.R.

Le grand cimetière juif de Varsovie. Un tiers des habitants de la ville, plus de 400 000, étaient juifs. Il n'y a plus personne. Les tombes sont sans descendance.

هكذا من الأصل

PLUS TARD

de la nuit


LEONARD FREED/MAGNUM

Dans les années 70, les Polonais ont consenti de lourds sacrifices pour la reconstitution, toujours « à l'identique », du château royal de la capitale. Derrière le décor, se cachait une révolte silencieuse. Une réponse au Palais de la culture, offert par les amis soviétiques.

1971 pour s'achever en 1977, mettant à contribution tous ces corps de métier qui, durant la même décennie tendaient à disparaître à l'ouest de l'Europe : doreurs, stucateurs, etc. La résurrection du palais royal (mais on verra plus loin que ce n'est pas le seul élément) a d'ailleurs marqué un tournant dans l'unanimisme qui entourait la gestion et la préservation du patrimoine et les notions théoriques qui leur président. L'enthousiasme ni la bonne volonté n'ont en effet véritablement rendu son âme à cette copie trop conforme pour être honnête. Les Varsoviens semblent ne pas y croire, ou peut-être préfèrent-ils se reconnaître dans le fragment de colonnade qui subsiste du palais de Saxe, place de la Victoire (Zwyciestwa), vestige non restauré qui est à la Pologne ce que le tombeau du soldat inconnu est à la France.

Varsovie, copie conforme ? Certes non. Car, pour l'essentiel, et tout simplement pour loger les centaines de milliers d'habitants – serait-ce le plus sobrement qui soit –, il a fallu faire appel au béton et à la préfabrication lourde. Varsovie, pour l'essentiel, est donc une ville neuve. On imagine une ville grise, une succession de blocs uniformes comme a su en produire le régime socialiste dans tous les pays de l'Est. C'est en partie vrai, c'est en partie faux. Au lendemain de la guerre, en effet, les ingénieurs polonais, sous la direction de Zygmunt Skibniewski, vont s'efforcer de donner à Varsovie un tracé qui corresponde aux données les plus « modernes » de l'urbanisme. Des thèses des modernes, et des aspects les moins sauvages des théories de Le Corbusier, ils retiendront l'idée d'une ville qui respire, avec de larges avenues, de vastes espaces verts.

Ainsi, dès le printemps et durant tout l'été, la ville prend un air des plus bucoliques, et donc des plus souriants pour ceux au moins qui raffolent des herbages. Partout des enfants jouent sur une herbe qui n'est ni jaune, ni rare, ni miteuse, des couples se font bronzer sur les pelouses en plein coeur de la ville. Une formidable réussite des urbanistes polonais aura notamment été de préserver la Vistule, ses berges, les vues splendides que se renvoient la rive gauche et la rive droite. D'un côté la ville ancienne et sa haute falaise, et de l'autre côté le quartier de Praga, avec ses plages limoneuses, le long d'un fleuve où l'on ne se risque toutefois pas trop à tremper davantage que les pieds, pollution oblige. Sauf les enfants, bien sûr, grands amateurs de pédiluves sous toutes les lattitudes.

La conception urbaine de Varsovie apparaît comme une réussite. L'architecture proprement dite, c'est évidemment une autre paire de manches. Des cubes gris, répétitifs, des blocs rectangulaires sur le modèle de nos HLM. En plus pauvre. Mais au fond cette pauvreté même sert l'architecture en évitant les faux-semblants qui sont les marques des grands ensembles de l'Ouest. Les murs ont la couleur franche (enfin plus ou moins...) du ciment, les découpes des balcons, des fenêtres, les volumes sont honnêtement inscrits dans le registre de l'insignifiance. Quelquefois, pourtant, au détour d'une avenue, après cent, et encore cent, et cent autres immeubles semblables, on tombe sur une série plus soignée, sans doute aussi pauvre, qui sera passée par les mains d'un architecte consciencieux ou peut-être inspiré.

Tout cela, bien sûr, c'est le lot de l'été, et l'on sait que le soleil sauve souvent les pires architectures, mais si l'hiver varsovien révèle la terrible grisaille de ce paysage de ciment, il laisse à la ville l'intelligence d'un urbanisme qui, non content de la laisser respirer, a su générer des distances acceptables pour les hommes, qu'ils soient à pied, en voiture ou en tramway. Voire en chariot à cheval.

C'est plutôt lorsque l'ambition architecturale s'est trouvée dotée de moyens financiers inhabituels que Varsovie a souffert. Et c'est ce qui risque de se passer si les investissements étrangers font passer la spéculation avant la réflexion sur l'avenir de la ville. On le voit bien dans le centre moderne, autour du monumental Palais des sciences et de la culture que les Soviétiques ont offert à leurs amis polonais en 1952-1955. Déjà, on reste sceptique devant cette bête architecturale, assez monstrueuse, pur produit du gigantisme stalinien, diront les uns, tandis que les autres s'étonneront de la ressemblance de ce château-fort-gratte-ciel avec certains pâtés de l'entres deux guerres américain. Autour, la nouvelle Pologne a commencé à construire. Les hôtels internationaux, d'une extrême banalité, une gare centrale plutôt réussie, des bâtiments de bureau qui ont toute la médiocrité de leurs modèles français, allemands ou américains.

Les nouveaux chantiers sont cependant forts rares, un ou deux au centre de Varsovie, quelques autres disséminés dans le pourtour de la ville. Mais dans l'attente hypothétique d'un boom capitaliste, les intérêts et les couteaux s'affûtent davantage que la réflexion. Les espaces libres qu'avaient pris soin d'aménager les urbanistes du lendemain de la guerre et qui, dans l'esprit de leurs concepteurs, étaient tout sauf des vides, semblent devenir pour la nouvelle municipalité de Varsovie des terrains à construire. Comme si le bois de Boulogne et le bois de Vincennes devaient être des réserves pour les promoteurs parisiens.

Pour l'instant, tout l'argent polonais disponible en Pologne va à la construction d'églises, de centaines d'églises, véritable florilège de ce qu'une architecture longtemps contenue peut donner en fait d'extravagances, d'exaltations post modernistes et de rocailles populaires.

FRÉDÉRIC EDELMANN

A AUSCHWITZ

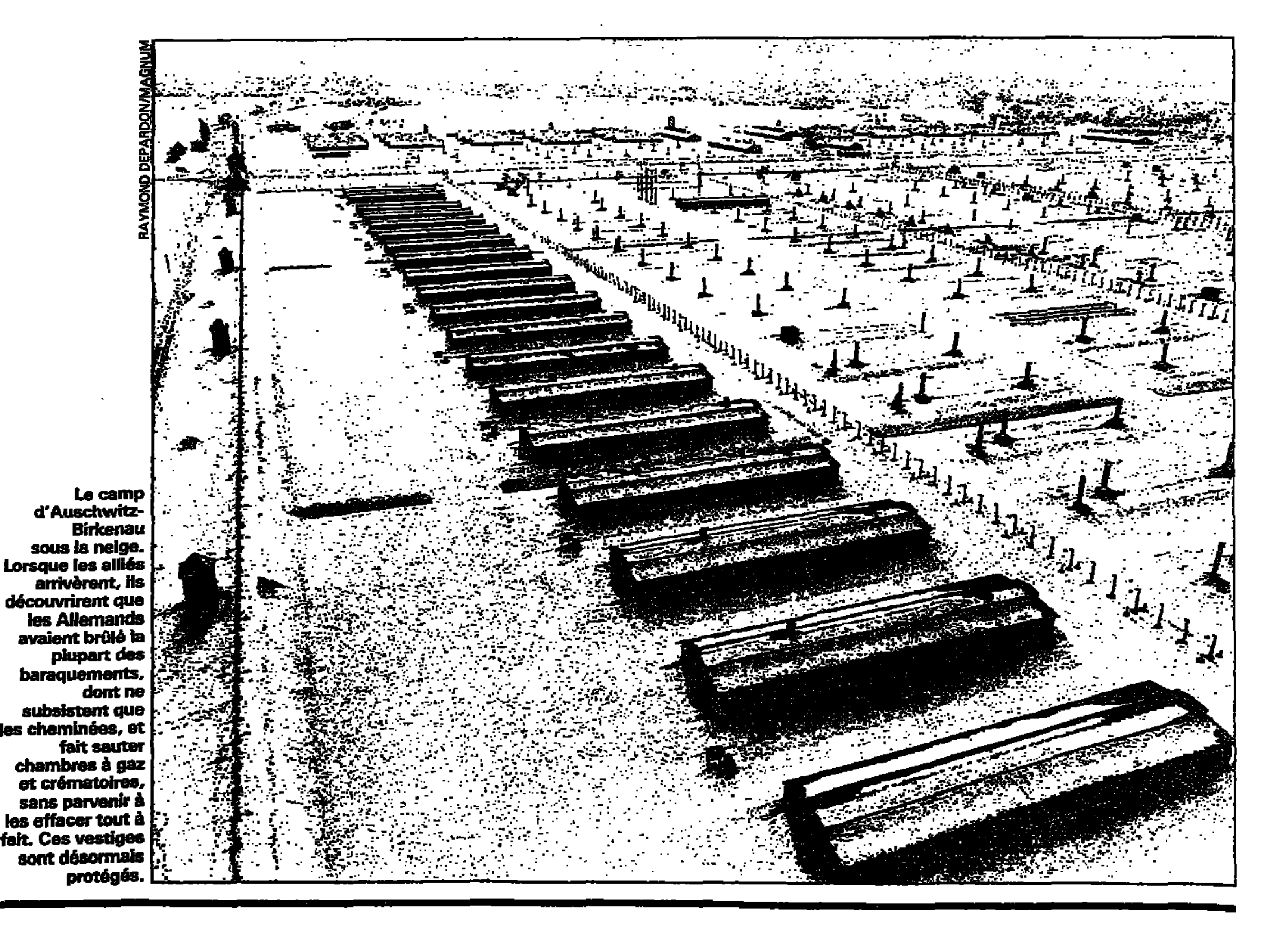
témoignent

Allemands avaient fait sauter mais dont les restes sont éloquents, Birkenau, avec ses sinistres baraquements de bois, était en train de disparaître sous l'effet du temps. Il faut à présent l'entretenir. Mais pour qui a visité le camp il y a une dizaine d'années, il est presque insupportable de voir maintenant les toitures refaites, les bois des dortoirs changés et artificiellement patinés, la paille renouvelée... Sans doute n'y a-t-il pas d'alternative, mais sans doute aussi la démonstration d'Auschwitz-Birkenau devrait-elle être repensée. Ce qui importe ici, c'est bien l'organisation du meurtre collectif, l'urbanisme du génocide, la preuve par l'organisation spatiale, et pas seulement le *« pittoresque »* atroce de *« l'architecture »*, que les guides actuels, blasés, se contentent de présenter. En 1979, l'année du classement, il y avait encore parmi les guides une de ces femmes qui, prisonnières elles-mêmes du camp, avaient refusé de partir à la libération pour témoigner durant le reste de leurs jours. Elle disait une vérité qui n'était pas vraiment appréciée des autorités touristiques du camp devenu musée. Par exemple, sur l'extermination des juifs, qui continue d'être généreusement passée sous silence, sur celles des Tsiganes et des homosexuels. En 1990, elle a, nous a-t-on dit, été mise à la retraite. Comme quoi, la parole des hommes n'a pas, en 1979, été inscrite sur la liste de l'UNESCO. Seules les pierres, vraies ou fausses, doivent-elles donc témoigner ?

F. E.

(1) La convention du patrimoine mondial est un système d'incitation à la préservation plutôt qu'un mécanisme de protection contraignant comme il en existe en France et dans quelques autres pays. Les pays signataires de la convention soumettent une liste de monuments culturels ou naturels qu'ils s'engagent à protéger. Dans le cas des pays démunis, l'UNESCO, selon son propre niveau de prospérité, peut financer la restauration ou la protection des monuments bénéficiant du label.

(2) Oswiecim en polonais.


RAYMOND DEPARDON/MAGNUM

Le camp d'Auschwitz-Birkenau sous la neige. Lorsque les alliés arrivèrent, ils découvrirent que les Allemands avaient brûlé la plupart des baraquements, dont ne subsistent que les cheminées, et fait sauter chambres à gaz et crématoires, sans parvenir à les effacer tout à fait. Ces vestiges sont désormais protégés.

Les simulacres

Seules les pier

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

La liste complète des films en exclusivité et des grandes reprises paraît désormais dans *le Monde* du mardi (daté mercredi), soit la veille de notre supplément Arts-Spectacles.

L'Amour poursuite

de Alan Rudolph, avec Tom Berenger, Elizabeth Perkins, Anne Archer, Kate Capshaw, Annette O'Toole. Américain (1 h 37).

Le privé a une femme si maladivement jalouse qu'il finit par claquer la porte. Et s'empêtrer dans les pièges vrais ou faux... Rien n'est simple, d'ailleurs pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué ? Parce qu'il n'y aurait pas de film.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1ᵉʳ (42-33-42-26) ; George V, 8ᵉ (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, dolby, 14ᵉ (43-20-32-20).
VF : Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2ᵉ (47-42-72-52) ; Fauvette, 13ᵉ (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14ᵉ (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15ᵉ (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18ᵉ (45-22-47-94).

Faux et Usage de faux

de Laurent Heneymann, avec Philippe Noiret, Robin Renucci, Laure Killing, Monique Chaumette, Caroline Sihol, François Perrot. Français (1 h 37).

Très étroitement inspiré par le « mystère Emile Ajar », neveu et prête-nom de Romain Gary – notamment pour *la Vie devant soi*, – c'est l'histoire d'un écrivain célèbre et désabusé, l'histoire d'une blague en forme de canular amer.

Rex, 2ᵉ (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3ᵉ (42-71-52-36) ; U.G.C. Danton, 6ᵉ (42-25-10-30) ; U.G.C. Montparnasse, handicapés, 6ᵉ (45-74-94-94) ; U.G.C. Champs-Elysées, handicapés, 8ᵉ (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9ᵉ (47-42-56-31) ; Les Nation, 12ᵉ (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12ᵉ (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, handicapés, 13ᵉ (45-61-94-95) ; Mistral, 14ᵉ (45-39-52-43) ; U.G.C. Convention, 15ᵉ (45-74-93-40) ; U.G.C. Maillot, 17ᵉ (40-68-00-16) ; Pathé Wepler II, handicapés, 18ᵉ (45-22-47-94).

Gremlins 2

de Joe Dante, avec Zach Galligan, Phoebe Cates, John Glover, Robert Prosky, Robert Picardo, Christopher Lee. Américain (1 h 49).

D'abord ce sont des gentilles petites bêtes, des sortes d'écureuils aux doux yeux de Bambi. Mais si jamais on leur donne à manger, si jamais on les mouille, ils se métamorphosent en mini-monstres dévastateurs. Le second volet de leurs aventures suit les mêmes schémas que le premier.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1ᵉʳ (45-08-57-57) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6ᵉ (42-25-10-30) ; George V, THX, dolby, 8ᵉ (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, TodAO, 8ᵉ (43-59-92-82) ; U.G.C. Normandie, dolby, 8ᵉ (45-63-16-16) ; U.G.C. Maillot, 17ᵉ (40-68-00-16).
VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2ᵉ (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6ᵉ (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, dolby, TodAO, 9ᵉ (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12ᵉ (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12ᵉ (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13ᵉ (43-31-60-74) ; Mistral, dolby, 14ᵉ (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14ᵉ (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15ᵉ (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18ᵉ (45-22-46-01) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20ᵉ (46-36-10-96).

La liberté, c'est le paradis

de Serguei Bodrov, avec Volodia Korysez, Alexander Bureyev, Svetlana Gaitau, Vitarkas Tomkus. Soviétique (1 h 15).

Un petit Soviétique de treize ans, rouquin et louchon, s'évade à plusieurs reprises de l'école « spéciale » où il est pensionnaire, pour retrouver son père dans un camp. Road movie dans l'URSS profonde, délabrée et chaleureuse. Un prix à Montréal.

VF : Cosmos, 6ᵉ (45-44-28-80).

Nuit d'été en ville

de Michel Deville, avec Marie Trintignant, Jean-Hugues Anglade. Français (1 h 25).

Le maître de l'érotisme cérébral enferme Marie Trintignant et Jean-Hugues Anglade dans le huis clos du sexe. Le sexe se passe de discours, l'amour ne connaît pas de logique, mais la curiosité est la plus forte.

Gaumont Les Halles, 1ᵉʳ (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6ᵉ (46-33-79-38) ; La Pagode, 7ᵉ (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8ᵉ (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8ᵉ (47-20-76-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, 8ᵉ (43-87-35-43) ; Pathé Français, dolby, 9ᵉ (47-70-33-88) ; La Bastille, handicapés, 11ᵉ (43-07-48-60) ; Les Nation, 12ᵉ (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12ᵉ (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, 13ᵉ (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14ᵉ (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14ᵉ (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, dolby, 14ᵉ (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15ᵉ (48-28-42-27) ; U.G.C. Maillot, dolby, 17ᵉ (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, dolby, 18ᵉ (45-22-46-01).

Pinocchio et l'empereur de la nuit

de Lou Scheimer, avec les voix d'Edward Asner, Lana Beeson, Tom Bosley, Linda Gary, Scott Grimes, Jonathan Harris. Américain (1 h 31).

Les mésaventures de l'incorrigible Pinocchio ne lui ont pas enseigné la sagesse. Parce que, au lieu d'aller livrer directement la boîte de bijoux que lui a confiée Gepetto, il passe par une fête foraine, tout recommence.

VF : George V, 8ᵉ (45-62-41-46) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12ᵉ (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13ᵉ (45-61-94-95) ; Saint-Lambert, 15ᵉ (45-32-91-68) ; Pathé Wepler II, 18ᵉ (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20ᵉ (46-36-10-96).

Le Soleil même la nuit

de Vittorio, Paolo Taviani, avec Julian Sands, Charlotte Gainsbourg, Nastassja Kinski, Massimo Boneti, Margarita Lozano, Patricia Millardet. Italien (1 h 52).

Tolstoï transplanté en Italie et revisité par l'idéologie tavianienne : un noble qui se destinait à un brillant mariage, prélude à une brillante carrière, apprend l'infidélité (passée) de sa fiancée, se fait moine puis ermite... après avoir résisté par deux fois à la tentation de l'amour.

VO : Gaumont Opéra, dolby, 2ᵉ (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3ᵉ (42-71-52-36) ; U.G.C. Rotonde, dolby, 6ᵉ (45-74-94-94) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6ᵉ (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8ᵉ (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11ᵉ (43-57-90-81) ; Escurial, dolby, 13ᵉ (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14ᵉ (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (45-75-79-79).
VF : Miramar, 14ᵉ (43-20-89-52).

Zan Boko

de Gaston Jean-Marie Kabore, avec Joseph Nikiema, Colette Kabore, Jean-François Ouedraogo. Burkinabé (1 h 40).

Les méfaits de l'urbanisme au Burkina sans folklore ni paternalisme. L'insondable réalité africaine.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1ᵉʳ (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6ᵉ (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8ᵉ (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14ᵉ (43-20-32-20).

Romeo et Juliette chez des Le Quesnoy et des Groseille made in USA et revus par le roi du burlesque flamboyant, John Waters en forme de comédie musicale au look années 50, c'est « Cry Baby », de John Waters. Ils sont tous irrésistibles, en particulier Cry Baby lui-même, autrement dit Johnny Depp.

D R

SÉLECTION PARIS

Bienvenue à bord !

de Jean-Louis Leconte, avec Pierre Richard, Martin Lamotte, Evelyne Bouix, Catherine Frot. Français (1 h 30).

Pendant un embouteillage apocalyptique, confrontation forcée entre un ex-écrivain déçu et timide – reconverti VRP – et un homme finalement mystérieux, teigneux, provocateur. Toute la vie résignée de l'un sera bouleversée, remise en question par l'intrusion de l'autre – Pierre Richard dans un contre-emploi surprenant, impressionnant.

Forum Horizon, handicapés, 1ᵉʳ (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6ᵉ (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8ᵉ (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9ᵉ (47-70-33-88) ; U.G.C. Lyon Bastille, 12ᵉ (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13ᵉ (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14ᵉ (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18ᵉ (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20ᵉ (46-36-10-96).

Contre-enquête

de Sidney Lumet, avec Nick Nolte, Timothy Hutton, Armand Assante, Patrick O'Neal.

Là encore Nick Nolte apporte sa densité, son poids d'humanité au héros assez conventionnel d'une histoire banale. Banale en tout cas dans le genre « magouille et corruption chez les policiers ». Et Sidney Lumet se tient juste à la bonne distance du poncif.

VO : U.G.C. Biarritz, 8ᵉ (45-62-20-40).

Cry Baby

de John Waters, avec Johnny Depp, Amy Locane, Susan Tyrrell, Polly Bergen, Iggy Pop, Ricki Lake. Américain (1 h 25).

Voir notre photo légendée ci-dessus.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3ᵉ (42-71-52-36) ; U.G.C. Odéon, dolby, 6ᵉ (42-25-10-30) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8ᵉ (45-62-20-40) ; U.G.C. Opéra, 9ᵉ (45-74-95-40) ; La Bastille, 11ᵉ (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13ᵉ (47-07-28-04) ; Mistral, 14ᵉ (45-39-52-43).
VF : Rex, 2ᵉ (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6ᵉ (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18ᵉ (45-22-46-01).

De Hollywood à Tamanrasset

de Mahmoud Zemmouri, avec Mustapha el Anka, Mostefa Stiti, Larbi Zekkal, Driss Jahoui, Arezki Nebti, Ouardia Hamtouche. Franco-algérien (1 h 35).

De l'influence des séries américaines sur les esprits – et les corps – des gens sans horizon. C'est ce qui a dû arriver aux réfugiés albanais : ils ont sans doute confondu *Dynasty* et le journal télévisé. Mais dans le film, c'est drôle.

VO : Gaumont Opéra, 2ᵉ (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14ᵉ (43-35-30-40).

Freddy 5 : l'enfant du cauchemar

de Stephen Hopkins, avec Robert Englund, Lisa Wilcox, Danny Hassel, Whitby Hertford, Kelly Jo Minter, Erika Anderson. Américain (1 h 30).

Au cinquième chapitre de ses aventures, Freddy, le monstre d'Elm Street, fatigue un peu. Il laisse Alice, sa victime préférée, mener le jeu. Mais enfin, il a toujours bonne allure avec son feutre, son rire, sa voix grave et ses griffes non rétractiles.

VO : Gaumont Les Halles, 1ᵉʳ (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8ᵉ (43-59-19-08).
VF : Gaumont Opéra, 2ᵉ (47-42-60-33) ; Rex, 2ᵉ (42-36-83-93) ; U.G.C. Gobelins, 13ᵉ (45-61-94-95) ; Miramar, dolby, 14ᵉ (43-20-89-52) ; Pathé Wepler II, 18ᵉ (45-22-47-94).

48 heures de plus

de Walter Hill, avec Eddie Murphy, Nick Nolte, Brion James, Kevin Tighe, Ed O'Ross, David Anthony Marshall. Américain (1 h 40).

Dans ce genre de film, l'originalité de l'intrigue compte moins que le nombre de péripéties mouvementées, et les cascades sont plus importantes que la crédibilité. Huit ans ont passé depuis le premier *Quarante-huit heures* : Eddie Murphy est devenu un effroyable cabotin, Nick Nolte affirme son talent.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1ᵉʳ (45-08-57-57) ; U.G.C. Danton, dolby, 6ᵉ (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, dolby, 8ᵉ (43-59-92-82) ; U.G.C. Biarritz, dolby, 8ᵉ (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15ᵉ (45-75-79-79) ; U.G.C. Maillot, 17ᵉ (40-68-00-16).
VF : Pathé Impérial, 2ᵉ (47-42-72-52) ; Rex, 2ᵉ (42-36-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, dolby, 6ᵉ (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8ᵉ (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9ᵉ (47-42-56-31) ; Les Nation, 12ᵉ (43-43-04-67) ; U.G.C. Lyon Bastille, dolby, 12ᵉ (43-43-01-59) ; U.G.C. Gobelins, dolby, 13ᵉ (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, dolby, 14ᵉ (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14ᵉ (43-20-12-06) ; U.G.C. Convention, dolby, 15ᵉ (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18ᵉ (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20ᵉ (46-36-10-96).

Sidewalk Stories

de Charles Lane, avec Charles Lane, Nicole Alysia, Sandye Wilson, Darnell Williams, Trula Hoosier. Américain (1 h 30).

En ce mois d'août finissant, il est bon de plonger et se replonger dans l'univers chaplinesque de Charles Lane, de rencontrer et retrouver le vagabond noir et la petite fille coiffée en oreilles de Mickey. Il est bon de retrouver le charme des sans-abri new-yorkais et la brutalité de leur vie.

Utopia Champollion, 5ᵉ (43-26-84-85).

The King of New York

de Abel Ferrara, avec Christopher Walken, Larry Fishburne, Jay Julien, Janet Julian, Paul Calderon, Victor Argo. Américain (1 h 40).

Polar-requiem, variations hautaines et magnifiques sur les épisodes obligés du genre – depuis le meurtre dans une cabine téléphonique jusqu'au duel final entre le policier et le gangster dans un métro presque désert, et le gangster s'abandonnant à la mort, isolé dans un océan de taxis jaunes... De plus, le « roi de New-York », c'est Christopher Walken, amaigri, plus mystérieux, plus équivoque que jamais.

VO : George V, 8ᵉ (45-62-41-46).

REPRISES

Femmes au bord de la crise de nerfs

de Pedro Almodovar, avec Carmen Maura, Antonio Banderas, Julieta Serrano, Mario Barranco, Rossy de Palma, Guillermo Montesinos. Espagnol, 1988 (1 h 28).

Pour qui ne connaîtrait pas Almodovar, c'est là son film le plus complet. Il y a rassemblé et maîtrisé tous ses fantasmes et ses fantaisies.

VO : La Bastille, 11ᵉ (43-07-48-60) ; L'Entrepôt, 14ᵉ (45-43-41-63) ; Grand Pavois, 15ᵉ (45-54-46-85).

La Soif du mal

d'Orson Welles, avec Charlton Heston, Janet Leigh, Marlène Dietrich, Orson Welles, Joseph Calleia. Américain, 1957, noir et blanc (1 h 48).

Dans une ville frontière, un double meurtre et deux policiers, un juste et un anticonformiste. Mais surtout, à la frontière de l'irréel, dans un paysage poisseux, Orson Welles se bourre de bonbons et Marlène se promène en imperméable ciré.

VO : Gaumont Les Halles, 1ᵉʳ (40-26-12-12).

La sélection cinéma a été établie par Colette Godard.

هكذا من الأصل

ARTS

SÉLECTION PARIS

Le calendrier des expositions paraît désormais dans *le Monde* du jeudi (daté vendredi), soit le lendemain de notre supplément Art-Spectacles.

Albert Kahn et le Japon

L'exposition (cent quarante documents et films sélectionnés) est l'occasion de découvrir la passion du banquier et mécène pour le Japon. Mais aussi, dans la touffeur parisienne du mois d'août, la fraîcheur de ce merveilleux jardin de Boulogne où Albert Kahn avait juxtaposé les paysages, les arbres et les fleurs qu'il aimait.

Espace départemental Albert-Kahn, 14, rue du Port et 1, rue des Abondances, Boulogne, 92100. Tél. : 46-04-52-80. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures (jusqu'au 30 septembre), de 11 heures à 18 heures (à partir du 1er octobre). Jusqu'au 30 décembre. 10 F.

Les années V.I.A.

Derniers jours pour aller voir cette exposition pour les uns ambitieuse, pour les autres prétentieuses et dont le titre, derrière les initiales V.I.A, cache l'idée d'une « Valorisation de l'innovation dans l'ameublement ». En plus simple, il s'agit de la création de mobilier au cours de la dernière décennie. L'effet mode est naturellement plus digérable au Musée des arts de la mode, logé à la même enseigne, et qui, avec son exposition actuelle consacrée au « Théâtre de la mode », fait revivre un joli moment d'après-guerre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 26 août. 20 F.

Musée des arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 septembre. 25 F.

Les concours d'architecture publique

Un vaste panorama, à la signification incertaine, des effets de la commande publique et des concours sur l'architecture contemporaine. Foisonnante, touche-à-tout, l'exposition ne prend pas parti, ce qui laisse au visiteur la difficile besogne de faire son choix, d'exercer son jugement. On perçoit bien ici combien l'architecture est devenue un phénomène de mode.

Centre Georges Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 27 août.

Paris d'hospitalité

Depuis quelques années, la politique architecturale de l'Assistance publique de Paris a considérablement évolué. Diversité des approches en fonction des spécialités (Charles-Foix à Ivry pour les personnes âgées), recherche de talents (Riboulet, Ciriani, etc.) capables de donner une nouvelle et forte expression à un univers qui semblait s'enliser. Il n'y a pas que des réussites, mais la reconversion de l'AP est en bonne voie.

Pavillon de l'Arsenal, 2e étage mezzanines Sud et Nord, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 septembre.

Patrimoine roumain

Les journaux l'avaient raconté, les photographes et les télévisions en avaient rapporté des témoignages fragmentaires. Voici le détail de ce qu'a subi Bucarest sous le régime Ceausescu. Mais l'exposition ne s'arrête pas au martyre de la capitale roumaine, elle nous convie à parcourir un des pays au patrimoine le mieux préservé malgré ses vicissitudes politiques, en particulier le patrimoine rural.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Tél. : 42-74-22-22. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Un choix d'art minimal dans la collection Panza

Remodelant les trois étages du musée, des installations et des environnements de Carl Andre, Dan Flavin, Sol LeWitt, Robert Morris, Bruce Naumam, Richard Nonas, James Turrell et Lawrence Weiner. Soit un très grand ensemble d'art minimal, du plus immatériel au plus plastique.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 4 novembre. 28 F.



« Dans nos campagnes désertes, rien n'interrompt la méditation si nécessaire avant toute création artistique, et nous ne recevons que de biens faibles échos de ce qu'on peint dans les cités prestigieuses. N'ayant nul besoin de la palette des autres, oubliant l'univers et travaillant sans autre souci que de progresser de façon continue jusqu'à notre mort, des nouveautés apparaissent, il n'y a qu'à ramasser. » (Gaston Chaissac, 1946, Exposition à l'Isle-sur-la-Sorgue.)

[redacted]

RÉGIONS

Aix-en-Provence

Sainte-Victoire Cézanne 1990

La Sainte-Victoire est meurtrie : le site a brûlé l'été dernier, et l'on cherche à réparer le mal. Cézanne peut y aider. Du maître d'Aix, l'exposition rassemble une bonne trentaine de peintures et aquarelles de la montagne, de la citerne, du Château noir. Grâce aux prêts de musées américains, suisses, français...

Musée Granet, place Saint-Jean-de-Malte, 13100. Tél. : 42-38-14-70. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre. 40 F.

Albi

Robert Combas

Robert Combas, l'un des héros, sinon le héros de la peinture française des années 80, a été invité quelque temps à Albi, chez Lautrec. Ce qu'il a tiré de cette rencontre? Des tableaux bien sûr, beaucoup de tableaux juteux, que les prudes d'aujourd'hui qualifieront d'obscènes et scandaleux, comme ceux d'hier devant les grands écarts du comte Henri.

Musée Toulouse-Lautrec, 81003. Tél. : 63-54-14-09. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Angers

Bernard Moninot

Un dessinateur raffiné, qui travaille sur le noir, le blanc, la transparence et les reflets, et qui aime fixer sur verres ses poussières de graphite et ses lavis d'encre de Chine, roues à rayons, ondes, spirales, et autres constructions spatiales autrement plus complexes que les vitrines et les serres de ses débuts, il y a vingt ans.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-88-64-65. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 septembre. 5 F.

Arles

Alechinsky

Lorsqu'un peintre du Nord émigre vers le Sud, ça n'est pas forcément pour brosser la couleur du ciel. A preuve Alechinsky qui, lors de ses séjours arlésiens, s'est employé à relever à même la rue, les plaques d'égout, ces autres bouches du Rhône. Pour avoir un aperçu complet des allers et venues de l'artiste dans le Midi, il faut d'Arles, ou d'ailleurs, faire un saut à Alès, où le Musée PAB présente les fruits de sa collaboration avec l'éditeur cévenol.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-49-37-58. Jusqu'au 30 septembre.

Biron

Henri Laurens

Ou la sagesse, la mesure, la perfection d'une sculpture claire, qui a mûri au fil des décennies, gagné en souplesse, en rondeurs suggérées par le corps de la femme, mais non perdu de sa rigueur. Une rigueur tout droit venue du temps du cubisme, dont Henri Laurens fut l'un des plus dignes représentants. Une importante rétrospective.

Château de Biron, 24540. Tél. : 53-22-62-01. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 septembre. 22 F.

Caen

Les vanités dans la peinture dix-septième siècle

Au Musée des beaux-arts de Caen, on aime explorer la peinture du dix-septième siècle, en éclairer les images, montrer les sens cachés. Bref, s'occuper d'iconologie, par exemple de l'allégorie de la Charité ou de la symbolique des fleurs. Ou encore, comme cette fois, présenter les tableaux de vanités.

Musée des beaux-arts, Le Château, 14000. Tél. : 31-85-28-63. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 15 octobre. 6 F.

Céret

Joan Brossa

Le Musée d'art moderne de Céret et le Musée de Collioure ont pris l'habitude de coproduire une exposition d'été. Elle est consacrée cette fois à l'œuvre de l'Espagnol Joan Brossa, dont les activités multiples de poète, dramaturge et artiste conceptuel sont mal connues en France.

Musée d'art moderne de Céret, 4, rue Joseph-Parayre, 66400. Tél. : 68-87-27-76. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Clermont-Ferrand

Les secrets d'une cathédrale

Une exposition sur la cathédrale de Strasbourg nous a montré voici quelques mois que les bâtisseurs du Moyen Age n'étaient pas si anonymes que ça. Voici les secrets de Notre-Dame de Clermont-Ferrand. La présentation est peut-être moins portée sur l'érudition, que sur la compréhension du processus de construction. En tout cas, petits et grands y trouveront leur compte. Surtout le samedi où un tailleur de pierre vient remplir son office.

Cathédrale Notre-Dame, 63000. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre. 15 F.

Colmar

Collages, collections des musées de province

Une bonne idée du Musée d'Unterlinden, qui vient de réaménager sa section d'art moderne. Au programme : cent pièces choisies dans les collections des musées de province et mille morceaux rapprochés à toutes sortes de fins depuis les papiers collés des cubistes, jusqu'aux œuvres des artistes d'Arte Povera.

Musée d'Unterlinden, 68000. Tél. : 89-41-89-23. Tous les jours de 9 heures à 8 heures. Jusqu'au 16 septembre. 22 F.

Les Sables-d'Olonne

Georg Baselitz

« Image », ou la figure humaine dans l'œuvre du peintre allemand Georg Baselitz, depuis 1965. Qui en a fait son cheval de bataille de la différence (par rapport à l'abstraction ambiante, au temps de sa formation, dans les années 50), et le lieu d'un « expressionnisme formel ».

Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun, 85100. Tél. : 51-32-01-16. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 16 septembre.

L'Isle-sur-la-Sorgue

Gaston Chaissac

Voir notre photo légendée ci-dessus.

Campredon, 20, rue du Docteur-Tallet, 84800. Tél. : 90-38-17-41. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 21 octobre. 25 F.

Melle

L'Été roman

Ou comment révéler les secrets de l'architecture romane de la petite ville tout en rondeur de Melle grâce à l'art contemporain? A Saint Hilaire, le MH-Tronic, grosse boîte à musique, permet une visite en musique. Jean-Paul Albinet a installé ses vitraux de publicité à Saint-Savinien. Christina Kubish révèle quant à elle l'église de Saint-Pierre, en la plongeant dans une obscurité animale. Un étrange voyage.

Eglises Saint-Hilaire, Saint-Pierre, Saint-Savinien, 79500. Tél. : 49-29-11-46. Tous les jours de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 30 septembre.

Mirmande

Guy Marandet

De l'église Sainte-Foix à Mirmande, l'un des plus beaux villages médiévaux de la Drôme, où est exposé Guy Marandet, on découvre la beauté si fragile et altérable de la vallée du Rhône et au-delà, comme une immense muraille, les contreforts de l'Ardèche. C'est donc l'occasion d'associer peinture, patrimoine, nature et écologie... en attendant le TGV.

Eglise Sainte-Foy, 26270. Tous les jours de 15 heures à 20 heures, samedi et dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 et de 15 heures à 20 heures. Jusqu'au 26 août.

Montauban

Gérard Titus-Carmel

Cent deux œuvres tirées de plus de vingt séries, pour suivre le cheminement très personnel de l'artiste. Depuis les dessins minutieux de tissus noués autour de bâtons de 1975, jusqu'aux grandes peintures dégoulinantes des *Intérieurs* et des *Extraits et fragments des saisons* de 1988-1990.

Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville, 82000. Tél. : 63-20-11-52. Tous les jours de 9 h 30 à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. A partir du 1er septembre tlj sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 septembre. 12 F.

Morlaix

Jean Grenier

Un hommage à Jean Grenier (1898-1971), critique d'art, philosophe, écrivain, ami de Paulhan, Max Jacob, Guilloux, Camus et de beaucoup d'autres. A travers ses écrits et un vaste choix d'œuvres des peintres dont il a parlé, en particulier les non-figuratifs dont il a aimé la quête.

Musée des Jacobins, place des Jacobins, 29600. Tél. : 98-88-68-88. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 octobre. 20 F.

Nantes

Howard Hodgkin

Accrochés dans le patio blanc du musée, les précieux tableautins d'un Anglais d'aujourd'hui, que tout, dans l'exercice de la peinture, fascine : cadre, espace, motif, couleurs et coups de brosse. Et qui le dit à sa façon, très persuasive.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél. : 40-41-65-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, dimanche de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Nîmes

Nicola de Maria

En une cinquantaine d'œuvres, l'itinéraire, depuis 1975, du plus peintre des peintres ayant appartenu à la Transavangarde italienne, bien calmée depuis quelque temps. Et dont il s'est tout naturellement démarqué, préférant exacerber les couleurs et la lumière plutôt que les images.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

Oiron

La guerre de Troie n'aura pas lieu

Pour la deuxième année consécutive, le beau château d'Oiron accueille des œuvres du Fonds national d'art contemporain (de Richard Baquié à Jeff Wall, en passant par Daniel Buren, Toni Grand, Richard Long...). Quant au titre de l'exposition, c'est une façon de rappeler l'existence, à Oiron, de l'exceptionnelle décoration maniériste traitant de la guerre de Troie. Tout en confirmant qu'il ne saurait être question d'instaurer des rapports d'hostilité entre l'art contemporain et l'art ancien.

Château d'Oiron, 79100. Tél. : 49-96-57-42. Tous les jours de 10 heures à 19 heures jusqu'au 31 août, de 10 heures à 18 heures jusqu'au 31 octobre. Jusqu'au 31 octobre. 16 F.

Rochechouart

Christian Boltanski, Annette Messager

Une exposition à deux qui a pour titre « Contes d'été », et dont le fil conducteur est le lieu même du musée, le château de Rochechouart. Cela ne peut qu'aller comme un gant à ces deux artistes, faiseurs de rêves ou de cauchemars. Leurs images sont pleines de réminiscences, de souvenirs d'enfance, de fantasmes, comme un vieux château.

Musée départemental, Château, 87800. Tél. : 55-45-10-16. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures. A partir du 1er septembre tlj sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 septembre. 8 F.

Saint-Paul-de-Vence

Joan Miro

Une très grande rétrospective faite d'œuvres majeures venues de partout, qui prend Miro à ses racines terriennes et catalanes, le montre au mieux de sa forme, crevant le plancher des étoiles, plongeant sans filet dans le bleu, le vide, l'infini et la nuit, tarabustant les monstres de ses pensées sauvages, pour en tirer des formes et des couleurs inénarrables.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Strasbourg

Charles Filiger

On connait encore mal l'œuvre de ce symboliste épris d'absolu, qui fut l'un des voisins de palier de Gauguin au Pouldu, peignit avec conviction des scènes religieuses dans des paysages bretons, opta pour le cloisonnisme, s'enferma, après 1900, dans la solitude et le mysticisme.

Musée d'art moderne, ancienne boucherie, 5, place du Château, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 septembre.

Tanlay

Picasso

Têtes de femmes triangulaires ou lunatiques peintes vers 1940, portraits d'hommes célèbres dessinés à l'emporte-pièce, eaux-fortes enfin : celles particulièrement réjouissantes de la série (complète) des *Degas dans la maison Tellier*.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 septembre. 10 F.

Toulon

Vienne aujourd'hui

Le Musée de Toulon a entrepris de faire le tour des capitales européennes pour en présenter l'art d'aujourd'hui. Après Berlin et Lisbonne, c'est le tour de Vienne, dont les plasticiens sont d'ailleurs assez mal connus en France. A l'exception d'Arnulf Rainer, l'héritier le plus direct de Schiele et de Kokoschka.

Musée de Toulon, 113, boulevard du Général-Leclerc, 83000. Tél. : 94-93-15-54. Tous les jours de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Toulouse

Antonio Saura

C'est la première exposition d'envergure, en France, consacrée à Antonio Saura, l'une des figures majeures de la peinture contemporaine espagnole. Elle est conçue autour de quatre thèmes qui reviennent constamment dans l'œuvre de l'artiste : les femmes, les crucifixions, les portraits imaginaires de Goya, les foules.

Musée d'art moderne et contemporain, 69, rue Pargaminières, 31000. Tél. : 61-21-34-50. Tous les jours sauf mardi et dimanche matin de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 23 septembre. 10 F.

Valence

Mark di Suvero

En attendant le renouveau urbain que devrait permettre le détournement de l'autoroute qui coupe la ville du Rhône, Valence a livré ses places, ses rues, son musée, au sculpteur américain Mark di Suvero, un maître dans l'art d'articuler, suspendre, tendre des poutrelles d'acier dans l'espace, avec force, mais sans agressivité.

Espace urbain de Valence, Musée, médiathèque, CRAC, 26000. Tous les jours de 14 heures à 18 heures, mercredi, samedi, dimanche de 9 heures à 12 heures. Jusqu'au 31 août.

La sélection « Arts » a été établie par : Geneviève Breerette et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers

MUSIQUES

SÉLECTION PARIS

Samedi 25 août

Bach
Sonate pour violoncelle et piano n° 3

Beethoven
Sonate pour violoncelle et piano n° 3

Brahms
Sonate pour violoncelle et piano n° 2
Etienne Péclard (violoncelle), Jean-Claude Henriot (piano).

Ex-violoncelle solo à l'Orchestre de Paris, Etienne Péclard a quitté cet ensemble, il y a quelques mois. Nous avons gardé le souvenir d'une remarquable exécution du *Don Quichotte*, de Richard Strauss, sous la direction de Daniel Barenboïm. Remarquable avant tout par la justesse d'intonation de ce violoncelliste, l'élégance de son archet, l'absence de pose d'un musicien qui ne cherche pas à se hausser du col. Un ensemble de qualités qui collent au programme qu'il a choisi de donner au Festival de l'Orangerie de Sceaux.

Sceaux, Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13.

D'Anglebert
Suite pour clavecin en sol mineur
Suite pour clavecin d'après Gauthier et Mésangeot
Suite pour clavecin d'après Jean-Baptiste Lully
Olivier Baumont (clavecin).

Après Rameau, dont il a enregistré l'intégrale de l'œuvre pour clavecin (trois disques-compacts Adda) et avant Couperin, qu'il va mettre en boîte pour Erato, Olivier Beaumont retrouve Jean-Henri d'Anglebert (1628-1691) qui fut le compositeur qu'il enregistra en premier (REM).
Beaumont est un de ces musiciens baroques de la nouvelle génération. Il campe, certes, sur quelques certitudes, mais il n'en dédaigne pas pour autant les interprètes qui s'aventurent dans des répertoires qui ne sont pas faits pour leur instrument. Il n'est pas du genre à reprocher à Richter de jouer Bach ou Mozart au piano moderne, puisque le résultat musical est irréfutable, en accord avec les moyens techniques mis en œuvres. Et puis, son univers musical déborde largement les œuvres qui sont son pain quotidien. Cela s'entend.

Versailles. Chapelle royale du château, 17 h 30. Tél. : 39-49-48-24. 40 F.

Dimanche 26

Beethoven
Sonate pour piano n° 30

Haydn
Sonata pour piano H XVI 50

Schubert
Sonate pour piano en la majeur D 959
Laurent Cabasso (piano).

Soutenue par deux disques fêtés par la critique, plébiscités par le public de France-Musique (qui a élu ce jeune pianiste musicien de l'année), la carrière de Laurent Cabasso s'affirme de mois en mois.
Ce dimanche après-midi, il a choisi Haydn, Schubert et Beethoven. De Beethoven, la *Sonate op. 109*, une des dernières œuvres pour piano du « Grand Mogol », une de ses sonates les plus calmes, une des plus insaisissables en ce qu'elle associe des formes très anciennes (la fugue, la fantaisie), à un climat finalement assez proche de certaines œuvres crépusculaires de Schumann. De Schubert, la grande *la* majeur, l'avant-dernière des sonates écrites par le compositeur, quelques semaines avant sa mort. Une œuvre qu'il ne faudrait écouter que seul, les rideaux tirés. Cabasso la jouera en pleine lumière, devant une salle comble. Mais, dans ses bons jours, ce musicien peut vous donner l'illusion qu'il joue pour vous seul.

Sceaux, Orangerie, 17 h 30. Tél. : 46-83-12-13.

Lundi 27

Franck
Prélude, aria et finale
Sept mélodies

Ropartz
Quatre poèmes d'après l'« Intermezzo » de Heine

Duparc
Sept mélodies
Ludovic de San (baryton), Dominique Cornil (piano).

Vers la fin de sa vie, César Franck se décide à composer deux grandes œuvres pour piano afin de renouveler un répertoire mis à mal par les grands compositeurs virtuoses des années passées. Son travail, ses exigences donneront deux œuvres fortes, *Prélude, aria et finale* et *Prélude, choral et fugue*, deux œuvres qui n'ont pas quitté le répertoire, même si elles sont moins jouées aujourd'hui qu'entre les deux guerres.
Guy Ropartz, lui, a quasiment déserté les salles de concert, on ne donne plus ses symphonies, les pianistes ne jouent plus sa musique, les chanteurs ne chantent plus ses mélodies.
Henri Duparc vécut, lui, son martyre de son vivant. Il n'eut le temps de laisser qu'un petit nombre d'œuvres (parmi lesquelles une sonate pour violoncelle et piano, une pièce d'orchestre et dix-huit mélodies) avant de cesser de composer, en proie à une névrose (encore qu'il serait intéressant d'enquêter sur le tarissement brutal de son inspiration) qui l'empêcha de composer pendant les cinquante dernières années de sa vie. Toujours est-il que ses mélodies n'ont jamais été laissées de côté par les interprètes et qu'aucun compositeur français n'aura su fusionner comme lui texte et musique. A part Francis Poulenc, bien sûr, et le Sauguet de *L'oiseau a vu tout cela*.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

Mardi 28

Van Soldt
Clavierbuch, extraits

Adriansen
Fantasia quinta

Bustyn
Suite pour clavecin n° 5

Sweelinck
Pavana lachrimae
Ballo del Granduca
Fantasia chromatica

A. Van Noordt
Fantasia 2

S. Van Noordt
Sonata a cimbalo solo

Reincken
Sonate en la mineur, arrangement de Bach
Bob Van Asperen (clavecin) *des Pays-Bas.*

Originaire lui-même des Pays-Bas Bob Van Asperen a tenu à consacrer tout le programme de son récital à des œuvres de son pays. Des œuvres de compositeurs hier encore inconnus du public et révélés à lui par la révolution baroque et la remise à l'honneur du clavecin.

Auditorium des Halles, 20 h 30. Tél. : 48-04-98-01. Location FNAC. De 65 F à 95 F.

RÉGIONS

Festival d'Aix-en-Provence

Du 26 au 30 août, 20 h 30, Théâtre de l'Archevêché, intégrale des symphonies de Beethoven, avec Venceslava Hrube-Freiberger (soprano), Rosemarie Lang (mezzo-soprano), Joachim Helms (ténor), Hermann Christian Polster (basse), le Chœur de la Radio de Leipzig, Karl Suske (violon), l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, Kurt Masur (direction) :
Le 26, *Symphonie n° 1, Concerto pour violon et orchestre.*
Le 27, *Symphonies n° 2* et *n° 3 « Héroïque »*.
Le 28, *Symphonies n° 4* et *n° 5.*
Le 29, *Symphonies n° 6 « Pastorale »* et *7 « Apothéose de la danse »*.
Le 30, *Symphonies n° 8 et n° 9 « Ode à la joie »*.

Théâtre de l'Archevêché, 13100 Aix-en-Provence. Tél. : 42-21-42-11 et 42-23-11-20. De 80 F à 280 F.

Festival de La Chaise-Dieu

Le 23, *la Création*, de Haydn : Audrey Michael (ténor), Gilles Ragon (basse), la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, Chœur régional du Nord-Pas-de-Calais, Jean-Claude Malgoire (direction). 21 h 15, abbatiale.
Le 24, *Symphonie n° 92 « Oxford »*, de Haydn ; *Suite d'orchestre de Don Juan*, de Gluck ; *Concerto pour piano et orchestre n° 9 « Jeunehomme »*, de Mozart : Andreas Staïer (piano-forte), Concerto Köln, Frans Brüggen (direction). 21 h 15 abbatiale.
Le 25, sonates et cantates, de Montéclair, Scarlatti, Corelli, Couperin : Sophie Boulin (soprano), le Concert royal. 16 heures, Salle Cziffra.
Le 26, *Requiem*, d'*Eychenne* ; *Adagietto*, de la *Cinquième Symphonie*, de Mahler ; *Rhapsodie pour contralto, chœur d'hommes et orchestre*, de Brahms : Jacqueline Mayeur (mezzo-soprano), Orchestre symphonique Pro Arte de Paris, Chorale Marc Antoine-Charpentier, Daniel Stirn (direction). 21 h 15, abbatiale.
Le 27, *Suite pour orchestre n° 3, Concerto pour deux claviers BWV 1061, Magnificat*, de Bach : Nicole Afriat, Roumiana Athanassova (pianos), Orchestre de chambre de Silésie, Annick Minck (direction). 21 h 15, abbatiale.
Le 28, *Vêpres d'un confesseur, Symphonie n° 40* : Orchestre de chambre de Silésie, Karol Stryja (direction). 21 h 15, abbatiale.

Bureau du Festival, 12, boulevard Philippe-Jourde, B. P. 150, 43004 La Chaise-Dieu. Tél. : 71-09-48-28. De 50 F à 90 F.

Festival de Saint-Bertrand-de-Comminges

Le 24, *Préludes et fugues pour orgue BWV 544, 543, 547, 548, Chorals pour orgue BWV 645 et 650, Variations canoniques sur « Von Himmel hoch » BWV 769*, de Bach : Jean-Patrice Brosse (orgue). 21 h 30, cathédrale.

Mairie, 35510, Saint-Bertrand-de-Comminges. Tél. : 61-88-32-00. De 40 F à 200 F.

JAZZ

Paris

Philippe Petit

Le guitariste des guitaristes, Philippe Petit, dans le droit fil des grands improvisateurs du jazz avec une touche très personnelle ; un bassiste très bien armé pour jouer dans le style (Philippe Lacarrière), sérieux, délicat, léger. Le duo de cette fin de mois d'août.

Du 27 au 30, à 22 heures, au Bar du Potager. Tél. : 40-26-50-96.

Patrice Caratini et Alain Jean-Marie

Le duo de ces musiciens (Caratini, bassiste, et Alain Jean-Marie, pianiste) a tout pour convaincre : la musicalité, la technique et l'invention. Pour se faire une autre idée du jazz, qui reste pourtant parfaitement dans la note...

Les 24 et 25, à 22 heures, au Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune 75001. Tél. : 42-36-01-36.

Cluny

Didier Levallet

Bassiste, compositeur, professeur, Didier Levallet est le maître d'œuvre, depuis quatorze ans, des Rencontres de jazz contemporain de Cluny. Au programme, son Swing Strings System (le 24) et le Blues du Nord (récital Jacques Mahieux, le 25), des ateliers et une tournée générale des bourgognes.

Les 24 et 25 à Cluny. Tél. : 85-59-10-26.

ROCK

Grande-Bretagne

Festival de Reading

Poursuivant la cure de rajeunissement de cette institution presque trentenaire du rock britannique, les organisateurs du festival proposent un programme transatlantique.
Le vendredi, The Cramps, vieille tribu psychobilly qui a connu un regain de verdeur cette année, l'Australien polygraphe (romancier, scénariste, acteur, chanteur) Nick Cave et Faith No More, Mudhoney, Janes Addiction, Megacity 4, An Emotional Fish.
Le samedi sera placé sous le haut patronage – psychédélique et mancunien (de Manchester) – des Inspiral Carpets, accompagnés des austères Wedding Present, des Buzz-cocks miraculeusement ressuscités, des Helvètes Young Gods, de Wire et de bien d'autres encore.
Enfin le dimanche, loin de se reposer, le public sera convié à s'ébattre aux accents vigoureux des Pixies de Boston, du rap extrême de Tackhead et du rock de leurs amis et connaissances de Living Colour.
Pendant tout le festival, une petite scène accueillera des groupes aussi divers que les folkeux radicaux de l'Oyster Band ou les néo-romantiques du Band of Holy Joy.
Voir notre photo légendée ci-contre.

Les 24, 25 et 26 août à Reading, à 60 kilomètres à l'ouest de Londres. Accès routier : autoroute M4 ; ferroviaire : à partir de Paddington Station. Terrain de camping. 35 livres sterlings pour les trois jours. Tél. : 19-44-81-963-07977.

La sélection « Musiques » a été établie par : Alain Lompech
« Jazz » : Francis Marmande
« Rock » : Thomas Sotinel



Pixies, Bostoniens en Europe

Bande de Bostoniens bizarres, les Pixies vont connaître une première consécration européenne en concluant l'édition 90 du Festival de Reading. L'an passé, la sortie de *Doolittle*, leur troisième album, les avait tirés de l'obscurité.

La violence extrême de l'instrumentation est façonnée par le charme intelligent, un peu dérangé, des compositions. Les amateurs de slam-dance (ceux qui montent sur scène pour se jeter dans le public pendant les concerts) et les collectionneurs d'originaux américains (en l'occurrence, le chanteur et auteur Black Francis) se sont retrouvés autour des Pixies.

Le groupe sera en France à la fin du mois de septembre, en attendant on peut écouter *Bossa Nova*, leur nouvel album (4AD/Virgin).

هكذا من الأصل

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

– M. Marc-Olivier GENDRY,
et Madame,
née Marie-France Aussedat,
sont très heureux de faire part de l'arrivée, le 7 août, de

Thomas,

né à Valparaiso, le 12 juillet 1990.

Ambassade de France,
Santiago-du-Chili.

– Jacques NOBÉCOURT
et Solange NOBÉCOURT,
née Granier,
sont heureux de faire part
de la naissance de leur petite-fille,

Victoire SOULEZ LARIVIÈRE,

fille de
Mahaut et de Daniel
SOULEZ LARIVIÈRE

le 1er août 1990.

6, place Edmond-Rostand,
75006 Paris.

Noces d'or

– Août 1990.

Entourés de leurs proches et de quelques amis,

Adrienne et Raoul CRESPIN

ont fêté leurs noces d'or dans la reconnaissance et la simplicité.

Décès

– Le département de languesromanes de l'université de Michigan, Ann-Arbor, Etats-Unis,
Les programmes de Michigan-Wisconsin d'Aix-en-Provence,
L'Ecole française d'été de Middlebury College, Vermont, Etats-Unis,
ont le regret et le chagrin de faire part du décès de

Jean CARDUNER,

le 18 août 1990, à Ann-Arbor, Michigan (Etats-Unis).

Tous les collègues,
Assistants,
Secrétaires
Et amis,
qui l'ont longtemps connu adressent à
Mme Sylvie Carduner,
(2120 Brockman Blvd, Ann-Arbor, 48104 Michigan, Etats-Unis),
A ses enfants et petits-enfants,
leurs condoléances attristées et les assurent de leur fidèle amitié.

– Mme Gaston Coudurier,
ses enfants et petits-enfants,
Mme veuve Firmin Coudurier,
M. André Coudurier,
Parents,
Alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès du

général Gaston COUDURIER,
grand officier de la Légion d'honneur,
médaillé militaire,
croix de guerre (seize citations),

survenu à l'âge de soixante-quatre ans.

Ses obsèques seront célébrées le 23 août 1990, à 15 heures, en l'église d'Estibeaux, près de Dax, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière d'Anglet, Blanc-Pignon.

La Croutz,
Estibeaux,
40290 Habas.

– M. Robert Decamps,
Pierre, Martine, Marie-Claude et Michel,
Mme Maud Prouvèze-Chinchilla,
Les familles Chinchila Ronza de Paziols, Estèbe et Pena,
ont la très grande tristesse de faire part de la mort de

Mme Janou DECAMPS,

survenue à Paris, le 19 août 1990.

La cérémonie religieuse aura lieu le 24 août, à 15 h 30, en l'église Saint-Paul-Serge, à Narbonne.

« Bois-Rolland »,
Quai Victor-Hugo,
11100 Narbonne.
75, boulevard de Châteaudun,
45000 Orléans.
66, rue du Cherche-Midi,
75006 Paris.

– Danielle Florens Zmirou,
sa mère,
Isabelle Florens,
sa sœur,
Didier Dacunha-Castelle,
Lucienne Zmirou,
sa grand-mère,
Jean-Marc, Bernard, Richard Zmirou et leur famille,
Marie Dulfo,
Claude Mutafian,
Philippe Guilhaumou,
Et tous ceux qui l'aiment,
font part du décès de

Eric FLORENS.

Il avait vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité le vendredi 24 août 1990, au cimetière de Pantin

– La revue *Langage et société*
a la tristesse de faire part du décès de

Max-Peter GRUENAIS,
membre de son comité d'organisation,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,

survenu le 13 août 1990, à Férolles-Attilly (Seine-et-Marne), à l'issue d'une longue maladie.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le jeudi 16 août, au cimetière de Morsang-sur-Orge (Essonne).

« ... and death to me subscribes
Since spite of him I'll live in this poor [rhyme
While he insults o'er dull and speechless [tribes. »
W. Shakespeare.

Maison des sciences de l'homme,
54, boulevard Raspail,
75006 Paris.

– Paris.

Mme Claudie Hatton,
son épouse,
M. et Mme Jean-Pierre Fétu,
ses enfants,
Adrien, Cécile, Gabriel,
ses petits-enfants,
M. et Mme Robert Hatton,
son frère et sa belle-sœur,
Son neveu et ses nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gildas HATTON,
ancien président-directeur général
de la société Aerazur-C.A.,

survenu dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques religieuses auront lieu en l'église Notre-Dame-de-Nazareth, 349, rue Lecourbe, à Paris-15e, le jeudi 23 août 1990, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

348, rue Lecourbe,
75015 Paris.

– Le docteur Maurice Maître,
son époux,
Mme Raymonde Meskens,
sa mère,
Frédéric, Patrice, Sophie, Nathalie, Paul, Thibaud et Joanna,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paulette MAITRE,
née Meskens,

survenu brusquement le 12 août 1990, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale en l'église d'Ouroux-en-Morvan (Nièvre).

Une messe sera dite ultérieurement en sa paroisse Notre-Dame d'Auteuil.

98, avenue de Versailles,
75016 Paris.
Ouroux-en-Morvan,
58230 Montsauche.

– Luc Surpas,
son mari,
Elisabeth Millet,
sa fille,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Ingrid MILLET-SURPAS,
née Inge Lazarus,

survenu le 15 août 1990, à Aix-en-Provence, où les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

58, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

– Les Sables-d'Olonne.

M. Roger Sureau,
son époux
et sa famille,
Jean-Marie, Elisabeth, François et Albert Prouteau,
Yvette Hervieu,
ses enfants,
ses petits-enfants,
Louisette Bobe
Et Geneviève Nalpas,
ses sœurs,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Andrée SUREAU-PROUTEAU,
née Bobe,

survenu le 21 août 1990, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Le corps repose au funérarium Lemarchand, 50, route de Nantes, à Olonne-sur-Mer.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 23 août, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame des Sables-d'Olonne.

L'inhumation à l'ancien cimetière des Sables-d'Olonne se fera dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

– Arlette Albert-Birot,
présidente,
Les membres du conseil d'administration,
Et tous les membres de l'Association des amis de Max Jacob,
ont la profonde tristesse de faire part du décès, le vendredi 17 août 1990, du

docteur Robert SZIGETI,
président honoraire de l'association.

Les membres du conseil d'administration,
Et tous les membres de l'Association des amis de Louis Guillaume
se joignent à eux.

– Claudine et Philippe Galland,
Simone et Jean-Paul Blanc,
Agnès Villadary,
ses filles et gendres,
Marylène et Philippe Lehnebach,
Nicolas et Mélanie,
Christine et Christian Boeningen,
Romain,
Olivier Galland et Françoise Blondot,
Florence et Vincent Manuguerra,
Yann, Juliet et Lisa,
Anne et Thierry Garrigues,
Claire Galland et Frédéric Rival,
Marc et Guillaume Blanc,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Louis VILLADARY,
ancien professeur
au collège Alaoui, à Tunis,

survenu le 18 août 1990, à l'âge de quatre-vingt-six ans, à Poët-Laval (Drôme).

Ses obsèques ont eu lieu au temple de Poët-Laval, le 21 août, à 15 h 30.

50, galerie de l'Arlequin,
38100 Grenoble.
8, avenue du Général-Leclerc,
69140 Rillieux.
12, boulevard Morland,
75004 Paris.

Remerciements

– M. André Hemmer,
Les familles Labourdette, Gramola, Hemmer, B. Foucher, J. Foucher, Travaillé, Santiano, Schneider,
vous remercient profondément de la marque d'amitié que vous leur avez témoignée, à l'occasion du retour dans la maison du Père de

Madeleine HEMMER.

□ **La mort du professeur Jean Hewitt.** – Le professeur Jean Hewitt est décédé, samedi 18 août, à l'âge de soixante-quinze ans, à Berthoville (Eure) des suites d'un accident cardiaque. Dermatologue de grand renom, spécialiste de pathologie vulvaire, le professeur Hewitt avait été chef de service à l'hôpital Broca jusqu'en 1970, avant de créer le service de dermatologie de l'hôpital Tarnier (groupe Cochin). Professeur honoraire de dermatologie à l'université Paris-V, il avait conservé une consultation à l'hôpital américain de Paris.

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Philippe Herreman,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5331

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									■
III					■				
IV						■	■	■	
V			■						
VI					■				
VII					■				
VIII								■	
IX							■		
X						■			
XI		■		■					

HORIZONTALEMENT

I. Connaissent bien les soins à donner aux chèvres. – II. Qui peut faire un grand trou. – III. Escarpement. Raisonnable. – IV. Un très brave homme. – V. Lie. Mettre toute la sauce. – VI. Massif, en Grèce. Dieu. – VII. Se fait bien voir. Marcherai donc. – VIII. Ne se dégonflaient pas. – IX. Ville de Catalogne. Nota. – X. Ne laissent donc pas dormir. Circule à l'étranger. – XI. Attaché... d'embrassades.

VERTICALEMENT

1. S'intéresse à une science sans avenir. – 2. Des femmes spécialistes de la recherche. – 3. Qui risque donc d'être conduit à la morgue. Au sud de l'Ouarsenis. – 4. Juste quand on est à la bonne hauteur. – 5. Adverbe. Possessif. Une prune. – 6. D'un auxiliaire. C'est le moment de sortir quand elle a été purgée. – 7. Puissance. Peut fournir un abri à des vauriens. Intéressa des chercheurs. – 8. Des cailloux dans le désert. Roi. En Suisse. – 9. Ne sont pas de vrais besoins.

Solution du problème n° 5330

Horizontalement

I. Fatigue. – II. Economies. – III. Uri. Ladre. – IV. Io. Frère. – V. Lb. Té. Râ. – VI. Laveur. Né. – VII. Etier. Ecu. – VIII. Sets. Aber. – IX. St. Rua. – X. E.N.A. Hop ! – XI. Solitaire.

Verticalement

1. Feuilles. As. – 2. Acrobates. – 3. Toi. Vittel. – 4. In. Tees. Ni. – 5. Golfeur. Rat. – 6. Umar. Au. – 7. Eider. Ebahi. – 8. Errance. Or. – 9. Osée. Europe.

GUY BROUTY

PARIS EN VISITES

JEUDI 23 AOUT

« Hôtels et curiosités du Marais, mur d'enceinte, synagogues. La place des Vosges et l'évolution du quartier », 11 heures et 15 heures, métro Saint-Paul (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Donjon de Philippe Auguste, crypte, Pyramide », 14 h 15, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Tourisme culturel).

« Les salons de réception de l'Hôtel de Ville » (susceptible d'annulation, téléphonez le matin au 42-57-06-77), métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau. Carte d'identité (Mme Cazes).

« Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale, boulevard de Ménilmontant (M.-C. Lasnier).

« Versailles : le quartier Saint-Louis », 14 h 30, cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).

« Ancienne abbaye de Saint-Germain-des-Prés et place Furstenberg », 14 h 30, devant l'église (E. Romann).

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais », 14 h 30 et 21 heures, métro Saint-Paul-Le Marais (Lutèce visites).

« L'îlot Saint-Gervais, historique et visite de la maison des compagnons du Devoir », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le message ésotérique de la tapisserie de la *Dame à la licorne* », 14 h 45, entrée Musée de Cluny, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Canal de l'Ourcq, bassin de La Villette, pont levant de la rue de Crimée, 15 heures, angle quai de Loire et rue de Crimée.

« Le jardin du Luxembourg : musée de sculpture en plein air », 15 heures, entrée principale, place Edmond-Rostand (Monuments historiques).

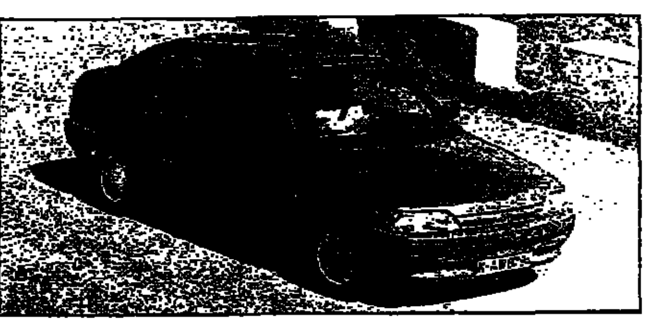
« De Saint-Séverin à Saint-Julien-le-Pauvre. François Villon et la vie des étudiants au Moyen Age », 15 heures, sortie métro Cité (I. Hauller).

« L'église Saint-Etienne-du-Mont et l'histoire de la montagne Sainte-Geneviève », 16 heures, entrée principale, place Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

« Le Louvre, de Philippe Auguste à la Pyramide », 18 h 30, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Approche de l'art).

AUTOMOBILE

Les nouvelles Escort vont arriver



Les nouvelles gammes Escort (deux volumes) et Orion (trois volumes) seront présentées par Ford Europe au Salon de Birmingham en septembre. Ces modèles proposés en quarante-sept versions seront ensuite au Mondial de l'automobile à Paris et, dès lors, pour les Escort, commercialisés. Ainsi, vingt-deux ans après la première apparition d'un véhicule portant ce nom, l'ensemble de cette série vendue jusqu'ici à plus de douze millions d'exemplaires aura-t-elle été profondément remaniée.

En 1980 déjà, une refonte de ces voitures très bien accueillies par le public avait substitué la traction avant à la propulsion.

Ford a investi quelque 9 milliards de francs dans la mise au point de la nouvelle gamme et dans les installations de montage (à Saarlouis en Allemagne, à Halewood en Grande-Bretagne et à Valence en Espagne).

Sur le plan mécanique, on retrouvera sur ces nouveaux modèles des moteurs déja largement utilisés par la marque (1,4 litre à carburateur, 73 ch pour 5 CV ; 1,4 litre à injection, 71 ch pour 6 CV ; 1,6 litre à carburateur, 90 ch pour 7 CV ; 1,6 litre à injection, 105 ch pour 7 CV). Tous ces groupes fonctionnent à l'essence sans plomb, et la version à injection est dotée d'un pot catalytique. Un moteur Diesel est de plus proposé (1,8 litre, 60 ch pour 5 CV).

Légèrement plus longues (+ 39 mm) et plus larges (+ 44 mm) pour un empattement qui s'allonge de 125 mm, ces Escort et Orion, qui gagnent également en largeur de voie, se différencient en outre par des lignes nettement plus enveloppées que celles des précédentes versions. Les prix ne sont pas encore fixés définitivement. Toutefois, l'un des modèles, doté d'un équipement très poussé, serait vendu 79 500 francs.

C. L.

□ **Vendanges.** – Jeunesse et Reconstruction (association agréée par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports) organise des équipes internationales de jeunes vendangeurs, de dix-huit à trente ans. Il reste de nombreuses places en Champagne et en Beaujolais. Les stages, d'une durée de six à dix jours, sont rémunérés en général de 180 F à 200 F net par jour (logé et nourri) et débuteront, selon les régions, entre le 5 et le 10 septembre. Le voyage et les frais d'inscription (200 F) sont à la charge des participants.

► **Inscriptions auprès de Jeunesse et Reconstruction, 10, rue de Trévise, 75009 Paris. Tél. : (16) (1) 47-70-15-88.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r M-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux
et publication, n° 57 347
ISSN .0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

ABONNEMENTS

PP Paris RP

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, **RENVOYER CE BULLETIN** Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par **MINITEL : 36-15 LEMONDE** code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois □ 6 mois □ 1 an □

Nom : ____________ Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ____________
Localité : ____________ Pays : ____________

021 MQN 01

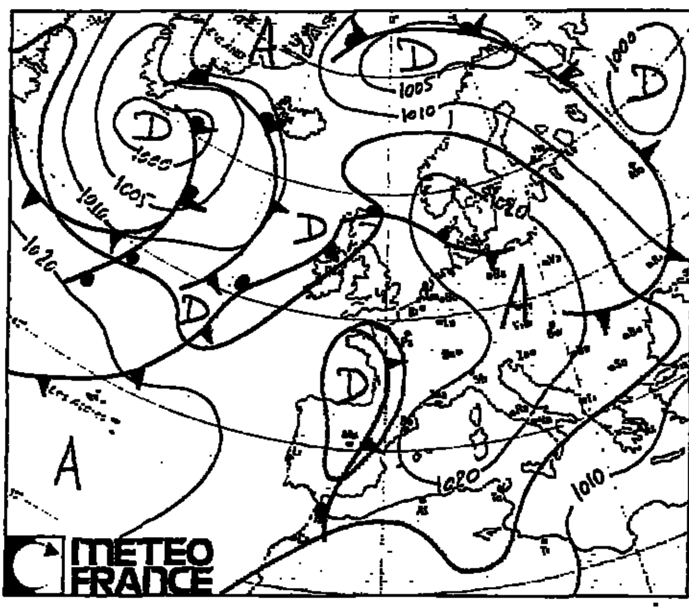
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 AOUT 1990 A 0 HEURE TU

PRÉVISIONS POUR LE 24 AOUT A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 22 août à 0 heure et le jeudi 23 août à 24 heures.

L'anticyclone des Açores maintiendra encore et toujours la France à l'écart des systèmes pluvieux.

Cependant, une petite perturbation orageuse, actuellement située sur le Portugal, commencera à remonter vers le golfe de Gascogne, et apportera quelques orages isolés sur le Sud-Ouest.

MERCREDI : chaud et ensoleillé. Tendance orageuse sur le Sud-Ouest.

Sur les régions voisines de la Manche, ainsi que sur la Picardie et les Ardennes, quelques brumes ou nuages bas viendront parfois masquer le soleil en début de journée, puis le soleil prendra le dessus.

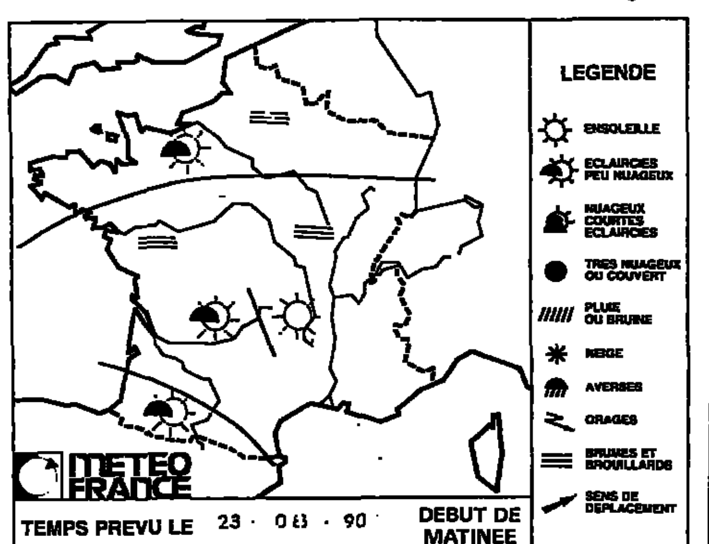
En Bretagne, sur les Pays de Loire, le Poitou-Charentes, et dans le Sud-Ouest au nord de la Garonne, la journée sera chaude et ensoleillée ; toutefois, au cours de l'après-midi, des bancs de nuages élevés viendront voiler le soleil.

Sur le Sud-Ouest au sud de la Garonne, les bancs de nuages élevés présents dès le matin deviendront menaçants l'après-midi ; un orage isolé pourra alors éclater.

Sur tout le reste du pays, ce sera encore une belle journée d'été, avec simplement quelques nuages sur le relief des Alpes et de Corse, et quelques nuages bas le matin sur le Roussillon.

Les températures seront en hausse générale : les minimales seront comprises entre 11 et 15 degrés sur la moitié nord, entre 14 et 18 degrés sur la moitié sud en général, jusqu'à 20 degrés sur le littoral méditerranéen ; les maximales seront voisines de 22 degrés près de la Manche, comprises entre 25 et 28 degrés au nord de la Loire, et entre 29 et 33 degrés au sud, pouvant même atteindre 35 degrés dans le Sud-Ouest.

Le vent soufflera modérément de l'Est sur la moitié nord, tandis que sur la moitié sud il sera de sud ou sud-est, modéré également.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 21-8-90 à 6 heures TU et le 22-8-90 à 6 heures TU — le 22-8-90

FRANCE

AJACCIO	28	17	D
BIARRITZ	24	16	D
BORDEAUX	28	15	D
BOURGES	24	13	D
BREST	20	16	C
CAEN	20	12	D
CHERBOURG	19	14	N
CLERMONT-FER.	24	9	D
DIJON	22	10	D
GRENOBLE-SM-H	29	13	-
LILLE	20	11	B
LIMOGES	23	13	D
LYON	23	13	N
MARSEILLE-MAR.	30	18	D
NANCY	21	9	D
NANTES	26	15	D
NICE	28	21	D
PARIS-MONTS	22	14	D
PAU	29	13	D
PERPIGNAN	33	22	D
RENNES	22	13	D
ST-ETIENNE	23	9	N
STRASBOURG	21	11	N
TOURS	25	11	D
TOULOUSE	30	15	D
POINTE-A-PITRE	33	24	D

ÉTRANGER

ALGER	32	24	N
AMSTERDAM	18	9	C
ATHÈNES	33	25	D
BANGKOK	34	26	C
BARCELONE	31	22	D
BELGRADE	32	32	D
BERLIN	17	14	C
BRUXELLES	8	18	C
LE CAIRE	34	22	D
COPENHAGUE	20	14	D
DAKAR	31	26	D
DELHI	35	28	D
DJERBA	31	23	D
GENÈVE	25	10	N
HONGKONG	29	29	A
ISTANBUL	31	21	D
JÉRUSALEM	30	16	D
LISBONNE	28	18	N
LONDRES	22	13	N
LOS ANGELES	25	17	D
LUXEMBOURG	18	8	D
MADRID	30	18	N
MARRAKECH	35	18	D
MEXICO	28	13	B
MILAN	32	16	D
MONTRÉAL	23	11	D
MOSCOU	18	11	N
NAIROBI	24	13	N
NEW-YORK	22	14	C
OSLO	23	10	N
PALMA-DE-MAJ.	35	19	N
PÉKIN	30	18	D
RIO-DE-JANEIRO	23	22	C
ROME	28	20	D
SINGAPOUR	34	28	C
STOCKHOLM	21	9	D
SYDNEY	19	9	D
TOKYO	34	28	C
TUNIS	35	21	D
VARSOVIE	17	10	P
VENISE	26	20	D
VIENNE	20	15	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 22 août

TF 1

20.35 Théâtre : La dame, le voleur et le détective.
Pièce de Henri Rabine-Léar, mise en scène de Jean-Luc Tardieu, avec Michel Roux, Annick Blancheteau, François Duval.
22.25 Feuilleton : Le gerfaut (8e épisode).
23.45 Feuilleton : Le rire de Caïn.
0.35 Journal, Météo et Bourse.
1.00 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.20 Info revue.

A 2

20.40 Carte blanche à Claude Sérillon.
En direct du Bataclan.
0.00 Journal et Météo
0.15 Magazine : Du côté de chez Fred.

FR 3

20.35 Feuilleton : Richard Wagner.
De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (3e épisode).
21.30 ▶ Magazine : Les femmes aussi.
Invitées : Eliane Victor, Michelle Fitoussi.
22.30 Journal.
22.55 Opéra : la Bohème.
De Giacomo Puccini, livret de Giacosa et Illica, mise en scène de Francesco Zambello, par l'Orchestre de l'Opéra de San-Francisco, dir. Tiziano Severini. Diffusé en simultané et en stéréo sur France-Musique.

CANAL PLUS

20.31 Cinéma dans les salles.
21.00 Cinéma : Huit millions de façons de mourir □
Film américain de Hal Ashby (1986). Avec Jeff Bridges, Rosanna Arquette, Alexandra Paul.
22.50 Flash d'informations.
22.55 Cinéma : Hello Mary Lou ■
Film canadien de Bruce Pittman (1987). Avec Lisa Schrage, Michael Ironside, Wendy Lyon.
0.30 Cinéma : Tarzan et le Safari perdu ■
Film américain de Bruce Humberstone (1956). Avec Gordon Scott, Robert Beatty, Yolande Donlan (v.o.).
1.50 Documentaire : La légende de Cary Grant.

LA 5

20.35 Téléfilm : La fleur ensanglantée.
De Jerry Thorpe, avec Kris Kristofferson, Jane Alexander (1re partie).
22.20 Série : Arabesque.
23.30 Sport : Cyclisme.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Rediffusions.

M 6

20.35 Téléfilm : Le cri du loup.
De Dan Curtis, avec Peter Graves, Clint Walker.
21.50 Téléfilm : Le train de l'angoisse.
De David Lowell Rich, avec Ben Johnson, Martin Milner.
23.05 Variétés : Escale à Montréal, bonjour la visite !
1.00 Six minutes d'informations.
1.05 Série : Portraits crachés.
1.30 Documentaire : Portraits d'artistes.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.30 Documentaire : Passages en regard.
21.00 Feuilleton : L'or du diable.
22.00 Série : C'est notre univers.
22.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire.
23.00 Documentaire : Figures de la foi (François d'Assise).
23.50 Court métrage : Dernier adieu. De Robert Cahen.

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.
21.02 L'Europe-consonances-dissonances.
L'Europe de l'humanisme.
22.05 Du ça dans le pastis. Luc Ferry, philosophe.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli.
La fouine (1re partie).
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues. Flora Molton.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné en septembre 1989 à Jérusalem) : Symphonie n° 2, de Tal ; Concerto pour piano et orchestre n° 19 en fa majeur K 459, de Mozart ; Enigma variations pour orchestre op. 36, d'Elgar, par l'Orchestre symphonique de Jérusalem, dir. Lawrence Foster ; sol. : Christian Zacharias, piano.
22.30 Concert (en simultané avec FR 3) . La Bohème, opéra en quatre actes de Puccini.
0.58 Les valses de l'été.

Jeudi 23 août

TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.25 Série : Tribunal.
14.55 Club Dorothée vacances.
16.50 Tiercé à Vincennes.
16.55 Série : Chips.
17.45 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.35 Feuilleton : Orages d'été, avis de tempête.
De Jean Sagols, avec Annie Cordy, Gérard Klein (8e épisode).
22.10 Série noire : Lorfou.
De Georges Patrick, avec Niels Arestrup, Charlotte Very.
23.25 Journal, Météo et Bourse.
23.45 Série : Intrigues.
0.10 Série : Côté cœur.
0.40 Série : Passions.
1.05 Feuilleton : C'est déjà demain.
1.25 Info revue.
2.10 Feuilleton : Cités à la dérive.
3.25 Documentaire : Histoires naturelles.
La louveterie.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Magazine : Eté show.
14.10 Feuilleton : Jacquou le croquant.
15.40 Magazine : Eté show (suite).
16.45 Série : Larry et Balki.
17.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.35 Magazine : Giga.
18.10 Série : Mac Gyver.
19.00 Feuilleton : Châteauvallon.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeux sans frontières.
Emission présentée par Georges Beller et Marie-Ange Nardi. Equipes : Argenteuil (France), Cicciano (Italie), Guimaraes (Portugal), Titovo Uzice (Yougoslavie), Florentino (San-Marin), Arnedo (Espagne).
22.00 Variétés : Ages tendres.
Emission présentée par Albert Raisner.
22.45 Feuilleton : Le journal (3e épisode).
23.40 Journal et Météo.
23.55 Documentaire : L'histoire de l'aviation.
De Daniel Costelle.
5. D'une guerre à l'autre, 1936-1941.

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme.
14.00 Chut, les parents se reposent.
15.00 Série : Mission casse-cou.
15.50 Magazine : 40e à l'ombre de la 3.
18.00 Feuilleton : Sixième gauche.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 Jeux : La classe.
20.35 Cinéma : les Petits Câlins ■
Film français de Jean-Marie Poiré (1977). Avec Dominique Laffin, Caroline Cartier, Josiane Balasko.
22.10 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Cinépanorama.
Hollywood, de François Chalais.
23.20 Téléfilm : La créature des ténèbres.
De Harvey Hart, avec Leslie Nielsen, Gilbert Green.
0.15 ▶ Musique : Carnet de notes.
Mikrokosmos (extraits), de Bartok, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Cambodgia Express ■
Film américano-thaïlandais d'Alex King (1983). Avec Robert Walker Jr, Woody Strode, Nancy Kwan.
14.59 Surprises spéciales.
15.30 Cinéma : Nocturne indien ■■■
Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Célarié, Otto Tausig.
17.15 Documentaire : Sa majesté la lionne.
D'Alan Root.
18.05 Cabou cadin. Babar.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Cabou cadin.
Le plein de super ; Police académie.
19.20 Top album.
19.55 Flash d'informations.
20.00 Magazine : Scrupules.
Présenté par Jean-Luc Delarue et Isabelle Giordano.
20.30 Cinéma : Résurrection ■
Film américain de Daniel Petrie (1980). Avec Ellen Burstyn, Sam Shepard, Richard Farnsworth.
22.10 Flash d'informations.
22.15 Cinéma : Une chance pas croyable. ■
Film américain d'Arthur Hiller (1987). Avec Bette Midler, Shelley Long, Peter Coyote (v.o.).
23.50 Cinéma : Bunker palace hôtel ■
Film français d'Enki Bilal (1989). Avec Jean-Louis Trintignant, Carole Bouquet, Benoît Régent.
1.25 Cinéma : Visages de femmes ■■
Film ivoirien de Désiré Ecaré (1985). Avec Sidiki Bakaba, Kouadio Brou, Eugénie Cissé-Roland (v.o.).

LA 5

13.30 Téléfilm : Trio de choc.
De Michael Kehlmann, avec Gunther-Marie Halmer, Gustl Weishappel.
15.00 Série : Les cinq dernières minutes.
16.35 Dessins animés.
18.05 Série : Riptide.
19.00 Journal images.
19.10 ▶ Jeu : Je compte sur toi.
19.45 Journal.
20.30 Drôles de sports.
20.35 Téléfilm : La fleur ensanglantée.
De Jerry Thorpe, avec Kris Kristofferson, Jane Alexander (2e partie).
22.15 Série : Deux flics à Miami.
23.30 Sport : Cyclisme.
Résumé du championnat du monde sur piste au Japon.
0.00 Journal de minuit.
0.10 Rediffusions.

M 6

13.20 Série : Madame est servie (rediff.).
13.50 Série : Docteur Marcus Welby.
14.40 Feuilleton : Jo Gaillard.
15.30 Musique : Boulevard des clips (et à 0.45).
17.15 Informations : M 6 info.
17.20 Série : Laredo.
18.10 Série : Cher oncle Bill.
18.35 Série : Espion modèle.
19.25 Série : Dis donc papa.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : Prisonniers de guerre.
De Walter Doniger et Jackie Cooper, avec Robert Conrad, Simon Oakland.
22.05 Série : La malédiction du loup-garou.
22.30 ▶ Cinéma : Hercule se déchaîne ■
Film italo-français de Gian Franco Parolini (1962). Avec Brad Harris, Serge Gainsbourg, Brigitte Corey.
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Midnight chaud.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (9).
15.00 Série : Médecins des hommes (El Salvador, de Florestano Vancini).
16.30 Téléfilm : Ragazzo. De Vincent Martorana.
17.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (8).
18.00 Documentaire : Hôtels, the story (The Savoy à Londres). De Walter C. Schwartz.
19.00 Documentaire : La mer en mémoires (3). De Laszlo Szabo.
19.30 Magazine : Imagine.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Documentaire : Harry Dickson. De Matthias Sanderson.
22.00 Documentaire : Occidorientales (3).
23.00 Documentaire : Questions sur le théâtre.
23.45 Vidéo-danse : Virevolte.

FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.
21.05 L'Europe-consonances-dissonances.
Le cosmopolitisme des Lumières.
22.05 Du ça dans le pastis. Felix Guattari, psychanalyste.
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli.
La fouine (2e partie).
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Nuits bleues. Archie Edwards.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 31 juillet à Londres) : Three screamings popes, de Turnage ; Concerto pour violon et orchestre n° 2, de Bartok ; Le sacre du printemps, de Stravinski, par l'Orchestre philharmonique de la ville de Birmingham, dir. Simon Rattle ; sol. : Kuyng Wah-chung, violon.
23.07 Nuits chaudes. Un Brésil secret.
0.58 Les valses de l'été.

Audience TV du 21 août 1990

Le Monde / SOFRES NIELSEN

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,9	Pub 14,5	Châteauvallon 2,5	Actual. rég. 15,3	Top 50 1,6	Je compte... 1,8	Espion... 2,1
19 h 45	40,9	Roue fortune 18,1	Châteauvallon 3,2	19-20 infos 12,8	Top 50 2,8	Journal 1,8	Dis donc papa 2,1
20 h 16	52,1	Journal 25,7	Journal 12,6	La classe 5,5	Scrupules 1,3	Journal 3,5	Mme est servie 3,2
20 h 55	53,6	Le Serpent 22,2	Grands fonds 14,6	La Nivernaise 7,1	Police... 2,7	Bidasses... 6,5	Le surdoué 2,4
22 h 8	49,7	Le Serpent 17,4	Grands fonds 18,8	Météo 4,0	Nocturne... 1,3	Bidasses... 7,2	Le surdoué 3,0
22 h 44	35,1	Le Serpent 18,0	Débat 7,1	Histoire nat. 4,4	Nocturne... 0,9	Tombeur... 5,4	Pub 0,9

ÉCONOMIE

BILLET

Inquiétudes paysannes

Les mesures de soutien aux agriculteurs annoncées le 21 août par le ministre M. Henri Nallet (lire également page 18) n'ont pas, loin s'en faut, soulevé l'enthousiasme de leurs bénéficiaires. Touché à la fois par une seconde sécheresse consécutive et par la chute des cours de la viande, tant ovine que bovine, le monde paysan espérait un geste de réelle compréhension des pouvoirs publics. Il n'a eu droit, selon la FNSEA, qu'à des dispositions *« imprécises, loin de correspondre aux exigences de la situation »*. Jugeant que le gouvernement *« n'a toujours pas pris au sérieux la crise que traversent actuellement les éleveurs »*, le premier syndicat agricole français a donc renouvelé son appel à la mobilisation de tous les exploitants pour le 29 août.

Moins que la gravité de la sécheresse, ce sont les conséquences agricoles de la réunification des deux Allemagnes et de l'ouverture à l'Est que redoutent les professionnels français. A l'époque du rideau de fer, les denrées exportables des pays satellites de l'URSS trouvaient un débouché forcé chez le grand frère soviétique dans le cadre de trocs ruineux. Depuis plusieurs mois, et avec l'assentiment apparent des autorités de Bruxelles, nombre de produits agricoles entrent dans la Communauté à des prix dérisoires en provenance de Hongrie, de Pologne et de RDA.

Les agriculteurs reprochent aux grands marchands d'avoir trouvé dans les pays de l'Est une *« nouvelle Afrique »* située à quelques heures de camion de l'Hexagone, susceptible de renverser un jour le marché de la viande, un autre celui des légumes ou du foie gras. Ils peuvent en effet se choquer de voir des vaches est-allemandes se vendre 600 francs par tête, quand le prix moyen du bovin en France est compris entre 5 000 et 6 000 francs...

Ces dysfonctionnements des marchés agricoles montrent que si le passage à l'économie de marché des pays de l'Est a été acclamé, il n'a pas encore été négocié. Vouloir adhérer aux principes de l'économie libérale n'implique pas nécéssairement d'en adopter sa caricature, la concurrence déloyale. A terme, tous les paysans de l'Est comme de l'Ouest en feront les frais.

E. F.

Des rois du pétrole encore plus riches

Selon le magazine américain *Fortune*, qui a rendu public mardi 21 août le résultat d'une enquête annuelle sur les plus grosses fortunes, deux rois du pétrole, le sultan Hassanal Bolkiah Muizzadin Waddanlah, de Brunei, et le roi Fahd d'Arabie saoudite arrivent en tête du classement mondial. Le sultan du petit Etat de Brunei, dont la fortune est estimée à 25 milliards de dollars (130 milliards de francs) est, pour la quatrième année consécutive, consacré l'homme le plus riche du monde. Il est suivi, comme en 1989, par le roi saoudien dont la fortune est évaluée à 18 milliards de dollars (94 milliards de francs). Toutefois les représentants de *Fortune* n'ont pas manqué de souligner que ces estimations, calculées à partir d'un baril à 18 dollars, doivent être revues à la hausse. Depuis le début de la crise du Golfe, le prix du baril de pétrole a grimpé jusqu'à 28 dollars.

Croulant sous les dettes, le roi de l'immobilier new-yorkais, M. Donald Trump, ne bénéficie pas de circonstances aussi avantageuses, et a disparu cette année de la liste des cinquante plus grosses fortunes dressée par *Fortune*.

Les conséquences de la crise du Golfe sur les marchés financiers

Wall Street se résigne à la baisse

NEW-YORK

(correspondance)

Enfouie sous le soleil de l'été, Wall Street ronronne. Les traders de Salomon Brothers, aspirant aux moindres rayons, viennent consommer leurs sandwiches sur le parvis de la banque d'affaires. A l'intérieur, les téléscripteurs crépitent, le Dow Jones poursuit sa descente par paliers atteignant 2603,96 soit 13 % de moins qu'un mois plus tôt. Pourtant rien ne presse. Rodés aux scénarios catastrophistes, les vétérans du krach de 1987 n'entendent pas paniquer. Résignés à traverser un second semestre maussade, ils se préparent aux ajustements structurels et à un prolongement du conflit au Moyen-Orient, qui accentuent la volatilité des indicateurs.

Il a suffi de quelques salves pour que ceux-ci décrochent. Le franchissement de la barre des 3 000 points, le Rubicon des arbitrageurs de Dow Jones, n'aura pas lieu. L'histoire bégaiera seulement, la débâcle ayant succédé aux augures favorables. *« Il faudra attendre des mois, un an peut-être, pour que l'indicateur revienne à son niveau antérieur »*, confie M. Laslow Biriyi, l'ancien bras droit d'Henry Kaufman, désormais installé à son compte chez Biriyi & Associates.

La réaction du marché des valeurs américaines s'est produite en deux phases. L'une, avant les événements, marquée par un mouvement de vente bénéficiaire, amorcé le 21 juillet ; l'autre, qui allait, juste après, prendre le relais par réaction avec 93 points de pertes au Dow Jones, soit plus de 3 % en une séance.

En retombant à la cote 2 750, le Dow Jones reprit son souffle, avant de trébucher à nouveau. La chute enregistrée durant la semaine du 15 août ressemblera plus à une glissade. Se souvenant de la crise de 1987, la Securities and Exchange Commission (SEC) avait placé des coupe-circuits pour éviter les violents à-coups imprimés par les « program trading » (ventes automatiques sur ordinateur). En conséquence, moins d'une semaine plus tard, la baisse avait été régularisée.

« La retraite du Dow Jones correspond aux comportements de temps de crise », assure Jack Salomon, l'analyste de marchés chez Bear Sterns à New-York. Les traders ont d'abord liquidé les titres ésotériques, puis les actions des Standard & Poor 500, et enfin trouvé refuge dans la trésorerie. Bien que cette réorganisation des portefeuilles soit coûteuse, avec un taux de placement en vigueur à très court terme à 6 %, *« les gestionnaires de fonds doivent s'abriter »*, constate avec euphémisme Claude Rosenberg, le président de RCM, qui gère 40 milliards de dollars (212 milliards de francs).

Certes, le lissage de la baisse masque la disparité des situations, tant entre les marchés, que selon les titres. Bien que toutes les Bourses de valeur aient perdu du terrain par rapport au 1er janvier, certaines enregistrent une hémorragie. Sur le second marché (OTC/NASDAQ), les entreprises en forte croissance (Nike, Microsoft) ont essuyé les plâtres. Après une progression vertigineuse de 10 % au 30 juin, l'indice accuse désormais une baisse de 12 % par rapport au début de l'année. Dans le même intervalle, les firmes à forte capitalisation boursière n'ont reculé que de 3 % à l'indice Standard & Poor 500.

Déluge de mauvaises nouvelles

Deux effets pervers sous-tendent cette dichotomie. *« Les détenteurs de titres frais, peu éprouvés sur le marché, les soldent au premier coup de vent »*, confie Claude Rosenberg. Les investisseurs institutionnels, d'autre part, craignant de ne pas trouver preneur à tout instant, négocient ces titres à n'importe quel prix de vente. Résultat : *« des poches d'air se créent sous ces sociétés »*, selon l'expression de Charles Clough de Merrill Lynch.

La situation du marché des obligations ne cède en rien à celui des actions, bien au contraire. La baisse des taux de l'argent, d'abord presque concédée par la Federal Reserve, a été reportée *sine die*. Les opérateurs, anticipant une montée des taux en RFA et au Japon, ont poussé au plongeon des cours des valeurs mobilières à revenu fixe. Celles-ci ont perdu plus de 15 % à l'indice de Citicorp. Les entreprises, qui tablaient sur une hausse pour renflouer leur trésorerie et rembourser leurs dettes font les frais de ce réalignement.

Les craintes inflationnistes ont aggravé la situation. Le Fed, prisonnier de sa politique de lutte contre la hausse des prix, ne peut plus assouplir le crédit. *« La menace de la stagflation pèse sur tous les esprits »*, explique Pascal Scémama de Morgan Stanley. Paradoxalement, Wall Street demeure assez sereine face à ce déluge de mauvaises nouvelles.

Les éléments de frayeur collective ont été contrôlés. A l'inverse de 1987, les investisseurs individuels ne se sont pas précipités chez leurs agents de change, les ventes revenant en priorité aux caisses de retraite. D'ailleurs, le volume des transactions n'a que rarement dépassé 150 millions d'actions par jour, soit un chiffre équivalent à ceux relevés l'an dernier à pareille époque.

La sérénité ambiante s'explique par trois facteurs. D'une part, l'absence de corrélation étroite entre les agrégats économiques, la crise pétrolière et le déroulement boursier. *« Lors de la crise pétrolière de 1980, le Dow Jones a progressé »*, lance M. Laslow Biriyi, qui poursuit : *« Depuis 1945, la Bourse a baissé de 25 % à quatre reprises. Il n'y avait pas de récession. »*

Les gourous de Wall Street avouent que la chute du Dow Jones a pris une ampleur exagérée. La peur du conflit entretient le pessimisme ambiant et prend une tournure peu adaptée à la maturité des opérateurs. *« Les joueurs, plus réservés, ne parient pas autant mais ne quittent pas la table de jeu »*, raconte Jack Salomon de Bear Stearns dans une métaphore liée au monde des casinos, reprise en écho par Biriyi : *« Observez ceux qui jouent, pas ceux qui regardent. Les premiers ne paniquent pas. »*

Enfin, tout n'est pas morose. Le secteur de l'énergie en baisse pendant une décennie a regagné des adeptes. *« Le déclin du dollar face aux menaces occidentales suscite le tassement du déficit commercial avec l'Europe. Or c'est notre marché d'avenir »*, confie Rosenberg. Les multinationales anticipent déjà une progression de leurs résultats d'exploitation trimestriels du fait des mouvements de change.

En attendant des jours meilleurs, Wall Street rôtit au soleil. Les investisseurs attendent, suivant la stratégie de la tortue : ne sortir le cou de la carapace qu'en cas d'absolue nécessité.

ALEX-SERGE VIEUX

Le troisième krach

Suite de la première page

Dès avant l'invasion du Koweït par l'Irak, la Bourse de Paris avait déjà connu un début d'année difficile. Au 27 juillet, l'indice CAC 40 était en baisse de 1,8 % par rapport au 31 décembre 1989. En fait, le marché français avait beaucoup augmenté au cours des deux années précédentes. Après des hausses de 48 % en 1988 puis de 33,3 % en 1989, *« il était devenu un peu cher »*, reconnaît un analyste. Gonflé, le marché avait aussi été fortement sollicité au cours du premier semestre : de nombreuses entreprises y avaient levé d'importants capitaux, les sociétés d'assurance en particulier.

Mais surtout la prise en compte d'une détérioration des facteurs *« fondamentaux de l'économie »*, comme disent les experts, avait commencé à affecter les cours. Dès la fin du printemps, plusieurs grandes entreprises annonçaient des bénéfices en diminution (Michelin, Peugeot, Saint-Gobain...). Tous les grands investisseurs, avant même la crise du Golfe, s'apprêtaient à réviser en baisse les perspectives d'augmentation des bénéfices des entreprises pour 1990 et 1991. Depuis la mi-1989 à peu près, la répartition de la valeur ajoutée ne se fait plus en faveur des entreprises mais de celle des salariés. Le mouvement devait finir par se traduire dans les cours de Bourse.

D'autres éléments conjoncturels contribuaient encore à déprimer le marché français. La persistance de taux d'intérêt réels élevés incitaient les investisseurs, petits ou grands, à préférer acheter des obligations ou des SICAV monétaires plutôt que des actions. Les propos de M. François Mitterrand sur *« ceux qui gagnent de l'argent en dormant »* comme les débats fiscaux autour du rapport du député socialiste M. François Hollande alimentaient encore le malaise au Palais Brongniart.

Le souvenir des chocs de 1973 et 1979

Arrive la crise du Golfe. *« Elle est un facteur aggravant »*, explique un opérateur. Elle n'a pas provoqué de panique chez ce qui reste de petits porteurs. Pour l'instant, les banques et sociétés de Bourse n'ont relevé aucun mouvement important de vente dans leur clientèle. Beaucoup de clients sont encore en congé. Pas de panique donc. *« Le marché est en ce moment un marché entre professionnels dans lequel il n'y a que des vendeurs »*, explique l'un d'entre eux. Récents à Paris, les étrangers auraient aussi beaucoup vendu. En période de difficultés, les investisseurs internationaux ont toujours tendance à se replier sur leur base nationale. Britanniques et Japonais auraient beaucoup vendu. En ce début de semaine, une rumeur attribuait une partie de la chute de Paris à des ventes du KIO (Kuwait Investment Office), l'arme financière du Koweït sur les marchés occidentaux.

Pourquoi vendent-ils? Certes, les raisonnements économiques sont mis à l'épreuve. *« Les boursiers ont la mémoire de 1973 et 1979 et ils croient encore que l'histoire se répète »*, explique un grand banquier parisien. Ils pensent – à tort selon notre interlocuteur – que comme après celui de 1979, le choc pétrolier à venir va se traduire par des politiques monétaires restrictives, des taux d'intérêt en hausse, la récession et une nouvelle chute de la Bourse. Mieux vaut donc la quitter de suite!

La crise du Golfe provoque ensuite un brutal changement de psychologie dans les milieux économiques. *« Beaucoup de nos clients industriels sont tétanisés et ont gelé tous leurs projets pour la rentrée »*, raconte le dirigeant d'une grande banque parisienne. Dans les milieux d'affaires, le climat s'est transformé. A l'euphorie du printemps a succédé l'angoisse de l'été.

Des affaires à faire

Ce qui inquiète le plus les investisseurs, c'est l'incertitude dans laquelle les plonge la crise du Golfe. *« Investir dans des sociétés de loisirs? Et si l'on s'oriente vers une économie de guerre? »*, s'interroge l'un d'entre eux. En fait, pour tous, le brouillard est dense. *« Dans de telles conditions, on évite de conduire. »* Tous élaborent de savants scénarios géopolitiques, conscients qu'ils n'ont, en ce domaine, guère de compétences. Beaucoup craignent l'enlisement du conflit, *« la pire des choses »*. Ils préféreraient volontiers un *« clash libérateur »*.

Connaître les nouvelles règles du jeu de l'économie mondiale, telle est l'attente des milieux financiers. L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, en mai 1981, avait provoqué une chute brutale à la Bourse de Paris. Pendant plusieurs jours, il n'avait pas été possible de coter les actions. *« Les boursiers ne rejetaient pas le nouveau président, mais ils avaient peur de l'inconnu »*, explique un observateur. A la présentation du programme de nationalisations par M. Pierre Mauroy, la Bourse redémarrait. Les boursiers avaient retrouvé leurs marques et savaient où ils allaient. La situation est un peu identique aujourd'hui.

Dans l'immédiat, ce nouveau krach d'été va avoir plusieurs conséquences. Tout d'abord, les entreprises qui avaient l'intention de lever des capitaux à la Bourse (Total, Elf, Accor, Eurotunnel, Saint-Gobain...) vont être amenées à abandonner, ou tout au moins à reporter, leur projets de quelques mois.

En revanche, seconde conséquence, le marché offre pour des financiers purs des occasions intéressantes. *« Avec des P. E. à 4 ou 5 sur des blues chips, il y a de belles affaires à faire »*, avoue dans son jargon un banquier. En clair, il veut dire qu'il y a des belles entreprises pas chères à acquérir. *« Nous avons des cours d'achat alléchants »*, commente l'un d'entre eux. On observait ce mercredi, des achats, provoquant une légère hausse du CAC 40 en fin de matinée. Troisième conséquence : la crise actuelle va à nouveau aggraver les problèmes des intermédiaires financiers (sociétés de Bourse, banques de marché, courtiers...). La chute de la société de Bourse Tuffier en juillet n'aura peut-être été qu'un prélude.

Dernière interrogation, comment vont se comporter les petits épargnants français? Après le krach de 1987, le mini-krach d'octobre 1989, le krach larvé du premier semestre 1989 et maintenant le krach de l'été 1990, le petit porteur que les pouvoirs publics avaient cherché à attirer à la Bourse ne va-t-il pas commencer à se fatiguer? Tant d'émotions pour si peu de gains? Mieux vaut du livret A, de la SICAV monétaire (sans risque sur le capital) ou de l'épargne-logement! Le processus de socialisation de l'épargne avec l'explosion des organismes de placement collectif en valeurs mobilières (les OPCVM, comme les SICAV et autres fonds communs de placement) devrait s'en trouver accéléré. Le krach d'aujourd'hui va-t-il sonner la mort du petit porteur?

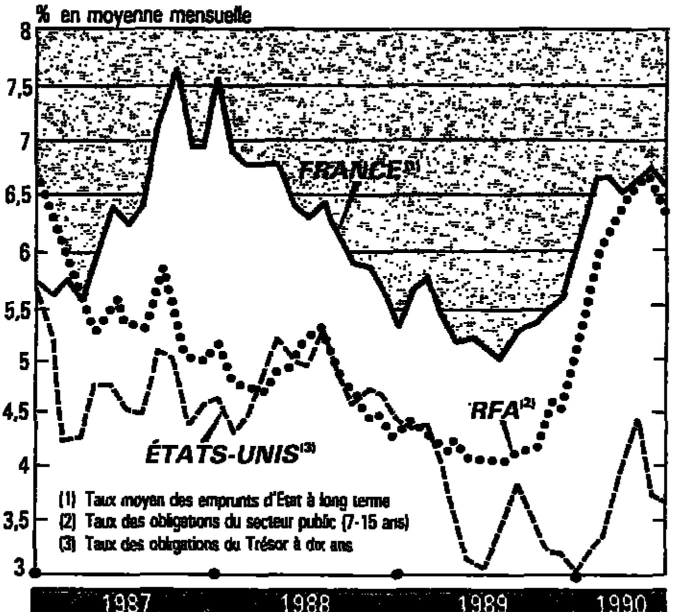
ERIK IZRAELEWICZ

Elf et Total garantissent 25 centimes de marge aux petits pompistes

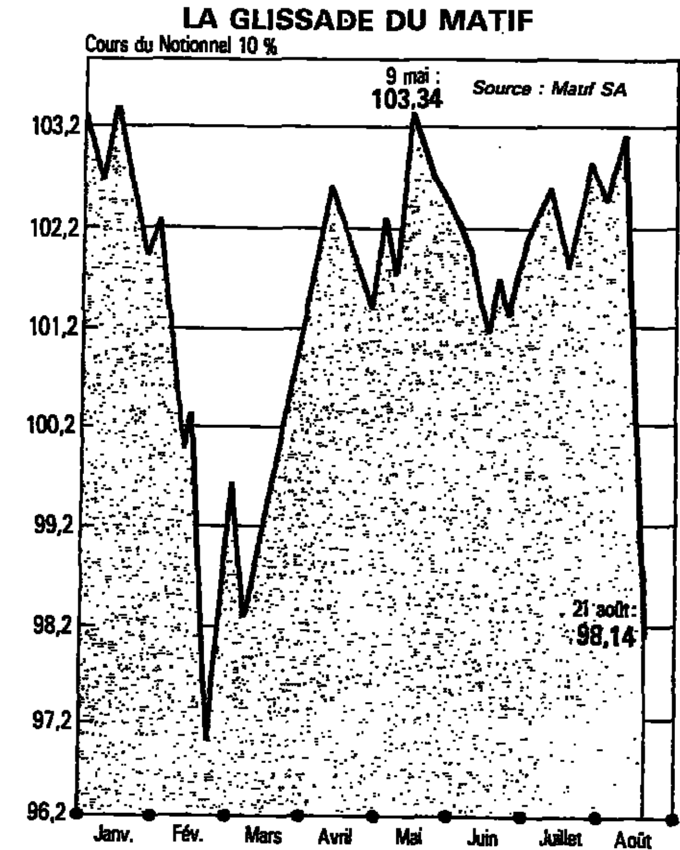
Sous la pression des syndicats de pompistes, les deux compagnies pétrolières françaises Elf et Total ont accepté de garantir une marge bénéficiaire de 25 centimes par litre de super aux stations-service pendant la durée du plafonnement gouvernemental des prix. Elf et Total assurent environ 60 % de l'approvisionnement des stations-service de l'Hexagone.

Les pompistes corses avaient déjà obtenu cette garantie qui est généralisée sur le continent mais en étant limitée. Les détaillants bénéficieront sur les premiers 60 mètre cubes qu'ils écoulent, d'une marge supplémentaire de 6,5 centimes par litre. Cette marge passera donc de 18,5 à 25 centimes pour l'essence et le super et à 27,5 centimes par litre de gasoil.

L'ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT RÉELS AMÉRICAINS ET EUROPÉENS S'ACCROIT



LA GLISSADE DU MATIF



Les marchés obligataires répercutent les turbulences financières issues des tensions dans le Golfe. Sur les principales places, les taux d'intérêt à long terme se tendent, reflétant les nouvelles anticipations d'inflation. Aux Etats-Unis, le taux des obligations du Trésor à dix ans atteignait 8,85 % mardi 21 août, tandis qu'en France et en Allemagne le rendement des emprunts d'Etat à dix ans s'élevait à 10,40 % et 9,05 % respectivement. Les cours du MATIF ont fortement chuté ces derniers jours, retombant à leur plus bas niveau depuis février dernier. Le cours de l'emprunt «notionnel», c'est-à-dire l'emprunt d'Etat fictif au taux de 10 % sur dix ans, qui reflète à la fois l'évolution des rendements sur le marché «physique» et les anticipations des opérateurs, est tombé à 97,74 (échéance septembre) mercredi 22 août. Cette chute reflète les craintes de relèvement des taux d'intérêt en Europe. Les taux d'intérêt réels sont actuellement beaucoup plus élevés en Allemagne et en France qu'aux Etats-Unis. Cet écart important explique la glissade récente du dollar. On voit donc les conséquences négatives qu'aurait, sur les marchés des changes, une diminution des taux d'intérêt américains, réduction que les autorités monétaires pourraient envisager pour stimuler l'activité. Le graphique montre aussi que l'écart des taux d'intérêt réels entre la France et la RFA, pratiquement nul en début d'année, s'élargit à nouveau sensiblement.

ÉCONOMIE

ETRANGER

Selon un rapport de l'OCDE

En Grande-Bretagne, l'inflation n'a pas diminué mais la croissance s'est ralentie

Le durcissement de la politique économique, engagé par le Royaume-Uni au milieu de l'année 1988, s'est traduit par un ralentissement sensible de l'activité sans réduction du taux d'inflation, indique le rapport annuel de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) consacré à la Grande-Bretagne et publié mercredi 22 août.

Les relèvements successifs des taux d'intérêt ne seront finalement pas venus à bout de l'inflation qui a atteint 7,8 % l'année passée. Les effets du durcissement monétaire ont, il est vrai, été largement « entamés » par la dépréciation de la livre sterling, que devrait limiter, estime l'OCDE, une entrée de la monnaie britannique dans le système monétaire européen.

Selon l'OCDE, cette hausse continue des prix tient essentiellement à la montée des coûts unitaires. Alors que le taux de croissance britannique revenait à 2,2 % en 1989 (contre 4,6 % l'année précédente), les emplois continuaient à augmenter à un rythme de 3 %. L'économie enregistrait, du même coup, une diminution de 0,3 % de la productivité de la main-d'œuvre. Parallèlement, l'augmentation des salaires observée en 1988 se confirmait l'année dernière (+ 9,1 %). Les politiques monétaire et budgétaire (cette dernière ayant été moins restrictive en 1989) ont toutefois eu des effets bénéfiques. La demande intérieure totale a été moins forte (+ 3,1 % contre + 7,4 % en 1988).

La demande extérieure a joué, l'année passée, un rôle de moteur dans l'expansion économique. Les exportations britaniques, rendues plus compétitives, ont atteint 92,5 milliards de livres (920 milliards de francs) tandis que les importations étaient freinées par la contraction de la demande intérieure. D'où un début de redressement de la balance des paiements courants.

L'OCDE souligne l'évolution très favorable de l'emploi malgré le début de ralentissement de l'activité, la Grande-Bretagne connaissant l'un des taux de chômage les plus faibles des grands pays de l'OCDE (6,2 % en 1989).

Après la démission de M. Gohlke

Les autorités est-allemandes nomment un nouveau responsable des privatisations

M. Jens Odewald, président du grand groupe de distribution ouest-allemand Kaufhof Holding A.G., a été nommé, mardi 21 août, président du Treuhandanstalt, l'organisme est-allemand chargé de privatiser l'essentiel de l'économie de la RDA.

Il remplace à ce poste M. Detlev Rohwedder, président de la société sidérurgique Hoesch, qui devient président exécutif à la place de M. Reiner Gohlke – ancien responsable des chemins de fer fédéraux, – démissionnaire après seulement quatre semaines au sein du Treuhandanstalt, pour cause de graves divergences avec M. Rohwedder sur la politique à mener.

Ce dernier a reconnu l'ampleur de la tâche et n'a pas exclu que « *quelqu'un d'autre soit assis dans son fauteuil d'ici six semaines* ». Des milliers de firmes appartenant au Treuhandanstalt sont au bord de la faillite.

TRANSPORTS

Se désolidarisant des contestataires provençaux

Les usagers prennent la défense du TGV Méditerranée

La Fédération nationale des associations d'usagers des transports (FNAUT) qualifie d'irréaliste la position des contestataires du TGV Méditerranée, qui remettrait en cause la réalisation de la ligne à grande vitesse. Les nombreuses constructions d'autoroutes, réalisées depuis plusieurs dizaines d'années dans le sud de la France, sont, à leur avis, beaucoup plus nuisibles que le rail, qui consomme moins d'espace et moins d'énergie. Néanmoins, la FNAUT reproche à la SNCF et aux pouvoirs publics de ne pas avoir consulté les populations et associations concernées.

La FNAUT déplore également le manque d'intégration des grandes infrastructures ferroviaires au réseau déjà existant et demande aux responsables du projet du TGV de réexaminer le dossier avec le double objectif d'une meilleure coordination avec l'infrastructure en place et d'un respect maximum de l'environnement.

□ **Rectificatif** : dans le récit de la manifestation anti-TGV de Miramas (*le Monde* du 21 août), le parlementaire présent était M. Léon Vachet, député RPR des Bouches-du-Rhône. Quant au vice-président de la CARDE, son nom exact est M. André Boulard, arboriculteur et enseignant.

□ **Dix-sept Boeing-747 supplémentaires pour ANA.** – La compagnie japonaise All Nippon Airways a pris des options supplémentaires sur dix-sept Boeing-747 pour un montant de 3,5 milliards de dollars (18,5 milliards de francs). Cet achat, qui demande à être confirmé, porte à quarante trois le nombre de quadriréacteurs commandés par ANA à Boeing.

Trop de rhum pour le pilote

Norman Prouse avait bu quinze rhum-coca ; Robert Kirchner et Joseph Balzer avaient partagé sept pintes de bière. Ils sont tous trois menacés de quinze ans de prison et de 250 000 dollars d'amende pour avoir posé, sans encombre, il est vrai, à Minneapolis (Minnesota), le 8 mars dernier, un Boeing 727 de la compagnie Northwest Airlines et ses quatre-vingt onze passagers avec – respectivement – 1,3 gramme d'alcool dans le sang, 0,8 g et 0,6 g. Les trois navigants ont déjà été renvoyés par la compagnie et leur licence leur a été retirée.

C'est la première fois que s'applique dans toute sa rigueur la législation de 1988 qui réprime l'usage d'alcool ou de drogue par une personne conduisant un train, un autobus ou un avion. La réglementation fédérale américaine interdit l'absorption d'alcool par un pilote dans les huit heures qui précèdent un vol et fixe à 0,4 g son taux d'alcoolémie maximum.

« Faut-il rappeler qu'aucune réglementation aérienne équivalente n'existe, en France, à l'échelon national, bien qu'il soit interdit de conduire une voiture avec plus de 0,8 gramme d'alcool dans le sang.

AGRICULTURE

Sécheresse et baisse des cours

M. Nallet annonce des mesures de soutien

A l'occasion d'un voyage dans la région des Pays de Loire, le ministre de l'agriculture, M. Henri Nallet, a annoncé, le 21 août, une série de mesures et d'intentions visant à aider les agriculteurs à supporter les effets de la sécheresse et de la baisse des cours des viandes ovines et bovines.

Quatre dispositions sont prévues :

– Le paiement des indemnités dues pour la sécheresse 1989 dès septembre ;

– Le report des échéances des cotisations sociales ;

– La mise à disposition des éleveurs de fourrage à prix réduit, voire gratuit dans certains cas ;

– L'accentuation des mesures communautaires de soutien des marchés par le biais de l'intervention permanente.

M. Nallet a insisté sur la nécessité de mettre en œuvre, de façon rapide et décentralisée, l'ensemble de ce processus, avec en particulier le soutien des maires. Il a souligné l'urgence, pour les éleveurs, de mettre en œuvre la politique d'adaptation de la production aux exigences des marchés. Un point sur l'application de ces mesures sera fait fin septembre.

Le ministre a enfin invité la profession à ouvrir des discussions immédiates avec ses partenaires bancaires pour obtenir des allégements de ses charges financières.

Lire également le billet, page 17

SOCIAL

Selon l'INSEE

Les déficits de main-d'œuvre s'accentuent

Les entreprises de taille moyenne sont celles qui rencontrent le plus de difficultés à recruter les salariés dont elles ont besoin.

Alors que les grandes entreprises n'ont guère de difficultés pour embaucher des ouvriers non qualifiés et les plus petites pour recruter des cadres, une étude de l'INSEE (1) souligne que les entreprises de taille intermédiaire sont en position délicate dans les deux cas « *victimes prioritaires de la pénurie de main-dœuvre qualifiée* », elles paraissent offrir de moindres perspectives de carrière et proposer des salaires moins élevés.

L'inadaptation du marché du travail, souligne l'Institut de la statistique, est devenue une réalité bien tangible et qui tend même à s'accentuer. En octobre 1989, près de la moitié des entreprises industrielles – trois fois plus qu'entre 1984 et 1986 – affirmaient souffrir d'un déficit de main-d'œuvre qualifiée. « *Depuis 1976, les difficultés à recruter des cadres et techniciens n'ont guère cessé de s'accroître tandis que celles relatives aux ouvriers non qualifiés suivent une tendance décroissante* », relève l'INSEE.

Le recrutement de cadres semble lié à la modernisation des entreprises alors que celui d'ouvriers qualifiés correspondrait à la nécessité d'accroître les capacités de production. Quant au recours à des salariés non qualifiés, il répondrait plutôt « *à des tâches difficilement automatisables ou à des besoins de très court terme* ». Selon l'INSEE, l'embauche d'ouvriers qualifiés permet de compenser un déficit temporaire en capital « *dans la mesure où les délais d'ajustement sont moindres pour le travail que pour le capital* ».

La politique des flux tendus complique encore les choses car les entreprises qui déclarent ne jamais détenir de stocks sont davantage exposées au manque de personnel. En outre, en période de forte croissance, le déficit s'étend à plusieurs catégories de personnel. Enfin, l'INSEE estime que « *l'augmentation de la durée du travail* » n'est pas « *un palliatif temporaire à un manque de main-d'œuvre* » mais « *renvoie probablement à des modifications structurelles dans l'entreprise, relatives aux modes de production ou à la durée d'utilisation des équipements* ».

J.-M. N.

(1) *Economie et statistique*, n° 234

هكذا من الأصل

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jard.	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825
2 PIÈ. MEUBLÉES 50 m² sur jard.	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275
3 PIÈCES PARK. 71 m², 2e ét.	4, rue Moufle LOC INTER 47-45-19-97	6 657 + 569
5 PIÈCES PARK. 95 m², 3e ét.	4, rue Moufle LOC INTER 47-45-19-97	7 981 + 825

12e arrondissement

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES PARK. 52 m², 2e ét.	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44	4 480 + 416
3 PIÈCES PARK. 76 m², 6e ét.	12, rue de Rambouillet AGF 42-44-00-44	7 200 + 808
4 PIÈCES PARK. 74 m², 4e ét.	7, rue Sidi-Brahim LOC INTER 47-45-19-97	6 385 + 658

13e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES PARK. 57 m², 4e ét.	21, rue Vergniaud SAGGEL 47-42-44-44	4 800 + 800

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES PARK. 89 m², 4e ét.	9, rue Jules-Guesde SAGGEL 47-42-44-44	8 200 + 1 032
4 PIÈCES PARK. 94 m², 1er ét.	199, avenue du Maine LOC INTER 47-45-19-97	10 125 + 717

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO PARK. 38 m², 5e ét.	6/8 rue Dulac AGF 42-44-00-44	3 610 + 710

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 38 m², 6e ét. s/ascenseur	3, rue Jacques-Offenbach AGF 42-44-00-44	3 300 + 450
2 PIÈCES 89 m², 2e ét.	19, rue Raynouard SAGGEL 47-42-44-44	8 000 + 1 831
3 PIÈCES 104 m², r.-de-ch.	8/10, r. Oswaldo-Cruz SAGGEL 47-42-44-44	11 500 + 1 379
3 PIÈCES 78 m², 5e ét.	134, quai Louis-Blériot SAGGEL 47-42-44-44	6 700 + 1 182
5 PIÈCES 140 m², 2e ét.	27/29, rue de Montevideo AGIFRANCE 47-42-17-61	15 600 + 3 626

18e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 59 m², 2e ét. s/ascenseur	40, rue des Abbesses AGF 42-44-00-44	5 500 + 190

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES PARK. 64 m², 4e étage. Immeuble neuf	48, rue de Mouzaïa SAGGEL – 42-66-61-05	5 300 + 710
3 PIÈCES Park., imm. neuf 76 m², 3e étage	48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	6 650 + 859
4 PIÈCES Park., imm. neuf 92 m², 2e étage	48, rue de Mouzaïa SAGGEL - 42-66-61-05	7 500 + 1 017

20e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES PARK 45 m², 5e ét.	19/21, rue d'Aunaru AGF 42-44-00-44	4 100 + 670
4 PIÈCES 82 m², 5e ét.	19/21, rue d'Aunaru AGF 42-44-00-44	6 570 + 1 210

78 – YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES PARK. 92 m², r.-de-ch.	BAILLY 32, sq. des Marronniers SOLVEG – 40-67-06-99	4 694 + 1 200
3 PIÈCES PARK 80 m², r.-de-ch.	LE CHESNAY rue des Deux-Frères AGIFRANCE 47-42-17-61	4 160 + 687
PAV. 6 PIÈCES 132 m² jard., 666 m²,gar.	NOISY-LE-ROI 19, rue Nicolas-Coustou AGIFRANCE 30-44-01-13	8 500 + 489
2 PIÈCES Park., 53 m² 2e étage	ST-GERMAIN-EN-LAYE 40 *quater*, rue des Ursulines AGF – 42-44-00-44	4 128 + 470

92 – HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4/5 PIÈCES Imm. neuf, park. 105 m², 3e étage	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL – 47-78-15-85	7 300 + 1 238
2 PIÈCES 43 m², 1er ét.	BOULOGNE 57, rue des Peupliers SAGGEL 47-42-44-44	2 634 + 820
2 PIÈCES Park., imm. nf, 50 m² 2e étage	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	4 000 + 532
3 PIÈCES Park., imm. nf, 73 m² Rez-de-chaussée	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	5 100 + 711
4 PIÈCES Park., imm. nf, 99 m² 1er étage	CLAMART 1, rue de Bièvres SAGGEL – 46-08-80-36	6 300 + 906
3 PIÈCES Park., 70 m², 2e ét. imm. neuf	MEUDON 2, rue des Capucins SAGGEL – 46-08-80-36	6 100 + 928
2/3 PIÈCES 61 m², 6e ét.	NEUILLY 163, boulevard Bineau SAGGEL 47-42-44-44	5 368 + 1 500
3 PIÈCES PARK. 65 m², 2e ét.	NEUILLY-SUR-SEINE 7 *bis*, rue de Rouvray LOC INTER 47-45-19-97	6 939 + 566

92 – HAUTS-DE-SEINE (suite)

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 107 m², 1er ét.	NEUILLY-SUR SEINE 5 bd.Julien-Potin AGIFRANCE 47-42-17-61	11 770 + 1 623
2 PIÈCES PARK. 55 m², 5e ét.	SAINT-CLOUD 9, sq. de l'Hippodrome AGF 42-44-00-44	4 700 + 450
3 PIÈCES PARK. 66 m², 2e ét.	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG 40-67-06-99	6 000 + 810
3 PIÈCES Park., 69 m², 3e ét.	SÈVRES 31/37 Grande-Rue SOLVEG - 40-67-06-99	4 800 + 780
4 PIÈCES Park., 107 m² 1er étage	SÈVRES 31/37, Grande-Rue SOLVEG – 40-67-06-99	7 950 + 1 200
4 PIÈCES Park., 93 m², 2e ét. Immeuble neuf	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	6 600 + 1 373
3 PIÈCES PARK. 67m², 3e étage immeuble neuf	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	5 000 + 1 000
4 PIÈCES PARK. 88 m², 3e étage immeuble neuf	SURESNES 29, av. G.-Pompidou SAGGEL – 47-78-15-85	6 400 + 1 313
4 PIÈCES 103 m², 2e étage	SURESNES 22, rue Salomon-de-Rothschild AGF – 42-44-00-44	6 065 + 1 530

94 – VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES PARK. 47 m², r.-de-ch.	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER 47-45-19-97	3 545 + 606
5 PIÈCES Park., imm. neuf 106 m², 7e étage	JOINVILLE 4/12, rue Halifax SAGGEL - 47-42-44-44	7 800 + 835
2 PIÈCES PARK. 57 m², 1er étage	NOGENT-SUR-MARNE 2 *bis*, rue Hoche SAGGEL – 42-66-61-05	3 384 + 500
3 PIÈCES PARK. 71 m², 4e étage	SAINT-MANDÉ 31, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	6 252 + 837
4 PIÈCES PARK. 98 m², 3e étage	SAINT-MANDÉ 2, av. Joffre LOC INTER – 47-45-19-97	9 047 + 949
2 PIÈCES PARK. 60 m², 3e ét.	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF – 48-08-78-48	5 300 + 600
3 PIÈCES PARK. 74 m², 2e étage	VINCENNES 21/35, rue du Petit-Parc AGF – 48-08-78-48	6 900 + 800

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE



Commercialisation SNC PHENIX GESTION

AGIFRANCE
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS







GROUPE UAP

SOLVEG
LOCATION, VENTE ET GESTION D'IMMEUBLES

MARCHÉS FINANCIERS

INDUSTRIE

La crise du secteur informatique

Le gouvernement américain soutient Wang par une commande de 841 millions de dollars

L'administration américaine utilise de plus en plus les commandes d'Etat pour aider les entreprises d'informatique du pays qui traversent actuellement une grave crise. Ainsi Wang vient de recevoir une commande du gouvernement de Washington de 841 millions de dollars (4,5 milliards de francs).

Ce contrat, conclu avec le département d'Etat, va donner un ballon d'oxygène à l'entreprise de Boston, qui, souffrant de la concurrence japonaise, doit faire face à d'importantes difficultés. Spécialisé dans le traitement de texte et converti non sans mal à la micro-informatique, Wang a enregistré des pertes de 716 millions de dollars pour l'année 1990 (exercice clos le 30 juin dernier), avec des ventes en recul de 14 % à 2,5 milliards de dollars. Le groupe est en pleine restructuration et a supprimé quelque 10 000 emplois depuis dix-huit mois.

Le fabricant de mini-ordinateurs Data General, qui vient lui aussi d'enregistrer une perte au deuxième trimestre, devrait annnoncer 2 000 nouvelles suppressions d'emplois après avoir déjà réduit ses effectifs de 6 000 personnes pour les ramener à 12 000.

Le secteur des composants électroniques est lui aussi touché par l'âpreté de la concurrence nipponne. National Semiconductor a annoncé la suppression de 2 000 emplois sur des effectifs de 30 000. L'entreprise a perdu 25 millions de dollars pour 1990 (exercice clos à la fin mai).

REPÈRES

BUDGET

Augmentation du déficit américain

Le déficit budgétaire américain a atteint 189,1 milliards de dollars pour les dix premiers mois de l'année budgétaire 1990, débutée au 1er octobre 1989. Ce chiffre représente un accroissement de 52,9 % par rapport à la même période en 1989. Les prévisions pour les prochains mois sont pessimistes, prenant en compte la crise du Golfe et l'affaiblissement de l'économie américaine. Des négociations doivent en principe avoir lieu en septembre entre les responsables de la Maison Blanche et du Congrès, afin de définir des mesures de résorption du déficit dans le cadre de la loi Gramm Rudman Hollings.

Les dispositions de cette loi prévoient des coupes automatiques dans les dépenses civiles et militaires, dans le but de réduire de 500 milliards de dollars le déficit sur les cinq prochaines années.

La crise du Golfe va aggraver le déficit à court terme : aux dépenses de l'opération militaire, estimées à plus de 1 milliard de dollars par mois actuellement, s'ajoutent les pertes liées à l'embargo commercial, les garanties des prêts faits à l'Irak, qui ne seront probablement pas remboursées et le surcoût de la facture pétrolière.

CEE

500 millions d'écus par an pour intégrer la RDA

La Commission européenne, réunie mardi 21 août à Bruxelles, a estimé le coût de l'intégration de la RDA à la CEE à 500 millions d'écus par an (3,5 milliards de francs) entre 1991 et 1993, ce qui permet, selon l'exécutif communautaire, de respecter les cadres budgétaires établis.

Au nombre des mesures proposées pour faciliter l'intégration figurent des aides de 120 millions d'écus (835 millions de francs) sur six ans pour la restructuration de l'industrie du charbon et de l'acier.

La RDA aura en général jusqu'en 1992 pour s'adapter aux normes communautaires, sauf pour l'environnement, où des périodes d'adaptation allant jusqu'à fin 1995 sont proposées.

Pour les accords commerciaux qui lient encore la RDA à des pays du Comecon – en particulier l'URSS, – la commission propose de les maintenir jusqu'à fin 1991, et peut-être un an de plus. Mais les produits concernés devront être destinés exclusivement au territoire est-allemand.

EN BREF

□ **Net ralentissement des crédits bancaires en juillet en Grande-Bretagne.** – Les crédits bancaires au sens large accordés en juillet en Grande-Bretagne, se sont établis à 3,9 milliards de livres (39,1 milliards de francs) en données provisoires corrigées des variations saisonnières contre 6,3 milliards de livres en juin, a indiqué lundi 20 août la banque d'Angleterre. La masse monétaire dans sa définition la plus étroite, (pièces et billets), en diminuant de 0,5 % en juillet, enregistre une baisse de son taux de progression annuel (5,5 % en juillet contre 6,5 % en juin).

□ **La Barclays Bank prévoit une baisse des taux d'intérêt à la fin de 1991.** – Dans sa revue de conjoncture trimestrielle publiée lundi 20 août, la Barclays Bank estime que le ralentissement de l'économie et la prochaine entrée de la livre dans le Système monétaire européen (SME) permettront à la Grande-Bretagne de réduire ses taux d'intérêt de 15 % actuellement à 11 % à la fin de 1991. La banque affirme, en outre, que la Grande-Bretagne devrait subir au second semestre de 1990 un ralentissement notable de l'activité. Une *«reprise modeste»* devrait toutefois être enregistrée dès 1991.

NEW-YORK, 21 août ↓

Recul

La crise du Moyen-Orient a encore perturbé Wall Street qui a perdu mardi 21 août un terrain appréciable dans un marché nerveux. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a fluctué dans une fourchette de baisse de 33 à 80 points pour clôturer à 2 603,96 en recul de 52,47 points soit 1,98 %. Quelque 194 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : 1 431 contre 244, 335 titres étant inchangés.

Un vent de panique a soufflé sur la grande Bourse newyorkaise dans la matinée, la surenchère verbale entre les Etats-Unis et l'Irak accentuant la crainte d'un affrontement armé au Moyen-Orient. Par ailleurs, la nouvelle flambée des cours du pétrole ajoutait à l'inquiétude des milieux financiers qui redoutent plus que jamais une récession aux Etats-Unis.

Les pertes de l'indice ont ensuite été contenues aux alentours de 50 points, le New York Stock Exchange ayant mis en place les systèmes de coupe-circuits destinés à freiner les ventes en arbitrage liées aux indices boursiers à terme.

Le marché du crédit était également très agité, les bons du Trésor à 30 ans qui avaient atteint 9 % en début de matinée s'établissaient à 8,93 % en fin d'après-midi, soit au même niveau que la veille.

VALEURS	Cours du 20 août	Cours du 21 août
Alcoa	62 5/8	61 7/8
ATT	33 3/4	32 7/8
Boeing	48 3/8	46
Chase Manhattan Bank	18	17 5/8
Du Pont de Nemours	37 5/8	37 1/8
Eastman Kodak	41	40 1/4
Exxon	52 7/8	51 7/8
Ford	36	34 7/8
General Electric	63 3/4	61 7/8
General Motors	37 5/8	38 3/8
Goodyear	23 1/2	23 3/8
IBM	102 1/4	100 3/8
ITT	53 1/2	52 3/4
Mobil Oil	67	65 5/8
Pfizer	69 1/4	67 7/8
Schlumberger	65 7/8	64 5/8
Texaco	65 5/8	63 3/4
UAL Corp. ex-Allegis	104 1/4	101 5/8
Union Carbide	16	18 3/8
USX	33 1/8	32 3/4
Westinghouse	31 3/8	30 3/4
Xerox Corp.	41 7/8	40 1/8

LONDRES, 21 août ↓

Chute

La dégringolade de Wall Street mais aussi le climat détestable régnant sur les autres places financières ont entraîné la Bourse de Londres dans le cycle infernal de la baisse mardi. L'indice Footsie est tombé à son plus bas depuis avril dernier à 2 108,1, en baisse de 48,5 points, soit un repli de 2,2 % par rapport à la veille.

Le marché est resté étroit avec seulement 410,8 millions de titres échangés. Des rumeurs, démenties par la suite, selon lesquelles un avion américain aurait été abattu dans le Golfe, avaient initialement causé une débandade des cours. D'autres rumeurs, non confirmées, de levée du gel des avoirs koweïtiens, ont également circulé sur le marché. Une levée du gel permettrait aux Koweïtiens de vendre des actions pour dégager des liquidités, selon les courtiers.

Les fonds d'Etat se sont repliés de près de trois quarts de point par endroits, tandis que les mines d'or se sont nettement améliorées dans le sillage de la vive hausse des cours de l'or.

PARIS, 22 août ↑

Vigoureuse reprise

Après trois séances consécutives de plongeon à la verticale et environ 11 % de baisse (un quasi-record en un laps de temps aussi court), une très forte reprise s'est produite mercredi à la Bourse de Paris initiée par les «zinzins» (les investisseurs institutionnels).

Le mouvement n'a cependant pas été spontané. En très forte baisse encore à l'ouverture (– 2,33 %) sur des queues de ventes et de nouveaux dégagements effectués, disait-on, par des opérateurs étrangers, le marché n'est toutefois parvenu à se redresser qu'au deuxième essai. La tendance s'était une première fois renversée vers 10 h 30. Le temps d'apercevoir une raie verte embryonnaire (+ 0,14 %) dans un océan de rouge, l'indice CAC 40 avait déjà replongé. Il fallut attendre midi pour le voir à nouveau remonter la pente et s'engager vraiment dans une spirale haussière. A 13 h 15, son avance dépassait 2,4 %. Plus tard dans la journée, elle dépassait 2,6 % avant de se limiter à 2,52 %. Sauf imprévu maintenant, le record de baisse d'une liquidation à l'autre, établi le 22 octobre 1987 à l'issue du grand krach (– 21,19 %), ne sera pas battu jeudi pour la fin du mois boursier.

En l'espace de trois semaines, la chute des valeurs françaises n'en dépasse pas moins 20 %. Elles se retrouvent désormais à leur niveau du mois d'avril 1989.

Si la peur d'une explosion au Moyen-Orient n'a pas déserté la Bourse, beaucoup commencent à s'apercevoir que sur un plan économique et financier elle est en partie irraisonnée. Selon un scénario catastrophe fraîchement établi avec le pétrole à 40 dollars le baril, la répercussion à la hausse sur les taux d'intérêt serait inférieure à 1 point. Une fois la liquidation d'août passée, beaucoup pourraient regretter d'avoir laissé passer la quinzaine des affaires Rue Vivienne. A titre d'exemple, citons La Rochette, qui bat tous les records de baisse depuis le début de l'année (– 69 %).

TOKYO, 22 août ↓

Plongeon

La Bourse de Tokyo a encore plongé mercredi dans un marché nerveux en raison des tensions au Moyen-Orient. A l'ouverture, l'indice Nikkei cédait 4,9 %, un recul qui a pu être limité à 4,1 % à la clôture, avec un repli de 1 086,53 yens à 25 210 yens.

Selon les courtiers, le plongeon de Wall Street quelques heures auparavant a lourdement pesé sur la Bourse de Tokyo.

A l'issue de la séance du matin, le volume des transactions a augmenté : environ 170 millions de titres contre 140 millions mardi matin et 280 millions pour l'ensemble de la journée.

La tension dans le Golfe incite la plupart des investisseurs à rester en marge, laissant le marché à la merci des ventes d'arbitrage, selon les courtiers. Le marché est également inquiet d'un possible relèvement du taux de l'escompte au Japon pour contenir les pressions inflationnistes résultant de la hausse des prix pétroliers.

VALEURS	Cours du 21 août	Cours du 22 août
Akai	780	710
Bridgestone	1 280	1 230
Canon	1 810	1 800
Fuji Bank	2 400	2 310
Honda Motors	1 500	1 450
Matsushita Electric	1 780	1 770
Mitsubishi Heavy	811	800
Sony Corp.	7 450	7 220
Toyota Motors	1 930	1 900

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Perrier affirme avoir reconquis la première place en Grande-Bretagne.** – Perrier UK, filiale britannique du groupe Source Perrier a déclaré le 21 août avoir repris la première place outre-Manche pour les ventes d'eau minérale après le retrait de sa production du marché mondial pendant un mois et demi à la suite de la découverte de traces de benzène dans certaines bouteilles. De mai à juillet 1990, Perrier affirme avoir réalisé au Royaume-Uni 75 % des ventes enregistrées sur la même période de 1989. Les dirigeants de Perrier UK ont aussi précisé que, pour soutenir la reprise des ventes, le budget publicitaire a atteint 4 millions de livres (40 millions de francs).

□ **La BNP signe un accord de financement avec l'Angola.** – La BNP, en association avec un groupe de banques françaises, vient de signer avec le Banco Nacional d'Angola un accord de financement de 40 millions de dollars (210 millions de francs) portant sur des contrats de fourniture de produits agro-alimentaires et pharmaceutiques d'origine et de provenance françaises, a indiqué mardi 21 août la banque nationalisée.

La BNP précise que cet accord s'appliquera dans le cadre de l'accord passé entre les gouvernements des deux pays le 29 juin dernier.

□ ***La Bayrische Vereinsbank augmente son capital.*** – La Bayerische Vereinsbank (Munich) va émettre des certificats de jouissance convertibles en actions ordinaires Bayerische Vereinsbank dans le but d'augmenter son capital nominal de 500 millions de marks (1,7 milliard de francs).

Voilà exactement une semaine, une autre grande banque ouest-allemande, la Commerzbank, a annoncé une émission du même type, pour 500 millions de deutschemarks également.

C'est la première fois que des banques ouest-allemandes ont recours à des certificats de jouissance pour élargir leur base en capital. La formule a d'importants avantages fiscaux par rapport à une augmentation de capital classique. Elle comporte aussi un risque, au cas où les actionnaires ne souhaiteraient pas convertir leurs titres.

□ **Manurhin : perte de 8 % à 9 % prévue en raison de l'embargo.** – La société Manurhin installée à Mulhouse, touchée par les mesures d'embargo décidées par la France après la crise dans le Golfe, enregistrera une perte de 8 % à 9 % sur son chiffre d'affaires, de 1990, a indiqué mardi 21 août le directeur général de la société, M. Richard Pipino.

Manurhin, qui construit des machines-outils de fabrication de munitions, avait conclu avec l'Irak un contrat portant sur une dizaine de millions de francs. Mais, après les sanctions économiques visant Bagdad, cette commande n'a pas pu être réalisée entièrement, entraînant un manque à gagner d'environ 6 millions de francs.

Le personnel de l'entreprise, environ 280 salariés, ne sera cependant pas touché par ce manque à gagner. La société espère en effet vendre aux arsenaux français ce qu'elle n'a pu écouler en Irak et elle dispose d'une clientèle dans le domaine de la machine-outil à finalité civile.

□ **Baltica prioritaire pour concevoir un projet immobilier à Budapest.** – Le groupe financier et d'assurances danois Baltica, en coopération avec l'entrepreneur danois, JPC, a obtenu la priorité pour la conception d'un projet de complexe immobilier de 375 000 m² (logements, bureaux, centres commercial et culturel) à Budapest.

Baltica et JPC ont établi une société commune par actions, à parts égales, enregistrée en Hongrie afin d'entamer les sondages nécessaires à la mise sur pied de ce projet géant représentant un investissement d'environ 5 milliards de couronnes (4,4 milliards de francs)

Les deux groupes prévoient aussi l'implantation de deux hôtels de 40 étages sur l'île d'Obudai, à Budapest.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault Associes	399	387 50	IN2	280	280
Asystel	105	....	I.P.B.M.	129	128
B.A.C.	185	181	Loca investis.	301	299
Bque Tarneaud	174	....	Locamic	139	....
B.I.C.M.	820	820	Mare Comm.	137	133
Boiron (Ly)	351	352	Métal Minière	174 80	170
Boisset (Lyon)	231 60	....	Molex	171	180
Câbles de Lyon	2785	2765	Navale-Delmas	922	859 o
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1049	....	Olivetti Logabax	590	599
Calberson	427	426 10	Ora. Gest. Fin.	584	580
Cardif	500	480	Presbourg	90	90
C.E.E.	345	344 50	Prévoiance Assur.	550	343 o
C.E.G.E.P.	260	245	Publ. Filipacchi	547	528
C.F.P.I.	250	250	Razel	560	540
Ciments d'Origny	580	571	Rhone-Alp.Ecu (Ly)	329	329
C.N.I.M.	1037	996	St-H. Matignon	228	225
Codetour	275	275	S.C.G.P.M.	597	556 o
Comareg	294 80	....	Segin (Ly)	281 30	281 30
Conforama	960	881 o	Select Invest (Ly)	100	100
Creeks	325	312 o	Serbo	459	440 80 o
Defan	210 50	....	S.M.T. Goupil	199	191 50
Dauphin	574	....	Sopra	197 90	178 80
Demachy Worms Cie	575	575	Supra	170	...
Desquenne et Giral	259 50	249 20	TF1	229	220
Devanlay	832	808	Thermador H. (Ly)	253	250
Deville	430	418	Unilog	185	180 10
Dolisos	156	155	Union Fin. de Fr.	394 80	385
Editions Belfond	265	265	Viel et Cie	175	144
Elysee Invest.	12 70	12 20	Y. St-Laurent Groupe	857	862
Europ. Propulsion	380	353 90 o			
Finacor	195	190			
Garonor	865	....			
GFF (group.fon.f.)	348	340 10			
Grand Livre	440	427			
Gravograph	200	194			
Guintoli	900	864			
I.C.C.	242	236 20			
IDIA	315	310			
Idianova	143 50	133 60			
I.M.S.	1102	1100			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 21 août 1990

Nombre de contrats : 32 889

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS D'ACHAT Déc. dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Déc. dernier
Bouygues	520	–	19,10	45	45
CGE	520	10,50	32	40	48
Elf-Aquitaine	680	12	27	40	40
Eurotunnel SA-PLC	50	1,40	3,50	5,49	6,50
Euro Disneyland SC	100	–	2	15	–
Havas	525	11	–	40	45
Lafarge-Coppée	400	3,50	11	50	51
Michelin	90	2	2,90	18	18,90
Midi	920	41	70	–	–
Paribas	580	–	12,50	80	80
Pernod-Ricard	1 000	19	–	65	80
Peugeot SA	600	10	25	85	94
Rhône-Poulenc CI	300	6,50	–	32	–
Saint-Gobain	360	18,70	32	20	20
Source Perrier	1 200	–	–	28	24
Société générale	400	–	40	12	–
Suez Financière	320	10	24	25	–
Thomson-CSF	110	1,70	5,50	13,80	13

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 21 août 1990

Nombre de contrats : 93 096.

COURS	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90	ÉCHÉANCES Mars 91
Dernier	97,88	97,96	97,82
Précédent	98,16	98,24	98,40

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
99	0,22	1,26	2,12	2,26

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,2420 F ↓

Après plusieurs séances de baisse, puis une légère consolidation, le cours du dollar était très irrégulier mercredi 22 août. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,2420 F contre 5,2775 F la veille à la cotation officielle. Le mark gagnait de nouveau du terrain contre le franc, à 3,3648 F, contre 3,3619 F mardi au fixing.

FRANCFORT	21 août	22 août
Dollar (en DM)	1,5660	1,5630

TOKYO	21 août	22 août
Dollar (en yens)	146,55	146,92

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 août) .... 9 3/4 - 7/8 %
New-York (21 août) .... 7 7/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	20 août	21 août
Valeurs françaises	77,80	75,10
Valeurs étrangères	87,30	85,90
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	450,25	441,89
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC-40	1 611,92	1 546,51

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	20 août	21 août
Industrielles	2 656,44	2 605,20

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	20 août	21 août
Industrielles	1 659,50	1 615,70
Mines d'or	233,30	235,70
Fonds d'Etat	77,39	77,11

TOKYO

	21 août	22 août
Nikkei Dow Jones	26 297,84	25 210,91
Indice général	2 009,35	1 939,83

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,2510	5,2530	+ 80	+ 90	+ 162	+ 182	+ 558	+ 618
$ can.	4,6110	4,6168	– 156	– 111	– 260	– 196	– 542	– 402
Yen (100)	3,5738	3,5769	+ 67	+ 81	+ 120	+ 141	+ 380	+ 431
DM	3,3634	3,3662	+ 45	+ 58	+ 84	+ 110	+ 258	+ 311
Florin	2,9844	2,9872	+ 37	+ 51	+ 77	+ 98	+ 238	+ 288
FB (100)	16,3430	16,3594	+ 45	+ 178	+ 97	+ 363	+ 461	+ 1002
FS	4,0753	4,0800	+ 34	+ 57	+ 72	+ 110	+ 271	+ 355
L (1 000)	4,5306	4,5363	– 56	– 16	– 121	– 70	– 356	– 265
£	10,0688	10,0779	– 420	– 385	– 801	– 742	– 2093	– 1939

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8	8 1/4	8 1/16	8 3/16	8 1/16	8 3/16	8 1/8	8 1/4
Yen	7 1/4	7 1/2	7 9/16	7 11/16	7 15/16	8 1/16	8 1/8	8 1/4
DM	7 7/8	8 1/8	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 11/16	8 13/16
Florin	8	8 1/2	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 5/8	8 3/4
F.B. (100)	8 3/8	8 5/8	9 1/8	9 3/8	9 1/4	9 1/2	9 5/8	9 7/8
F.S.	8 1/4	8 1/2	8 11/16	8 13/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9
L (1000)	6	8	10 7/8	11 3/8	11	11 1/2	11 1/2	12
£	14 13/16	15 1/16	14 7/8	15	14 7/8	15	14 13/16	14 15/16
F franç.	9 7/8	10 1/8	9 15/16	10 1/16	10 1/8	10 1/4	10 7/16	10 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 AOUT

Cours relevés à 14 h 27

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3670	C.N.E 3%	3755	3755	3800	+ 1 20
1103	B.N.P. T.P.	986	980	965	- 2 13
1190	C.C.F. T.P.	1150	1145	1131	- 1 65
1122	Cr.Lyon. T.P.	1120	....	....	....
1920	Renault T.P.	1755	1765	1751	- 0 23
2030	Rhone Poul. T.P.	1831	1852	1852	+ 1 15
1135	Saint Gobain T.P.	1090	1080	1095	+ 0 46
1230	Thomson T.P.	1103	1098	1100	- 0 27
995	ACCOR	767	760	765	- 0 26
785	Air Liquide	822	809	827	+ 0 60
1700	Als.Superm.	1499	1425	1460	- 2 60
520	A L S P I	387	370	379	- 2 07
2340	Arjom. Prioux	1640	1601	1581	- 3 60
1060	AGF Sté Centrale.	830	830	831	+ 0 12
1060	Aux. Entrepr.	955	945	943	- 1 26
365	Avenir H. Média	270	270	274	+ 1 48
245	Axa Midi Ass.	189	185	187 10	- 1 01
280	Bafip	246	245	247	+ 0 41
265	Bail-Equipem.	179 90	170 10	178 50	- 0 78
930	Bail Investiss.	884	884	880	- 0 45
585	Bancaire	447 90	440	447 10	- 0 18
790	Bazar H.-V.	630	570	585	- 7 14
900	Beghin-Say	716	702	710	- 0 84
1260	Berger (M)	1100	1030	1031	- 6 27
650	Bic	470	470	483	+ 2 77
890	B.I.P.	779	765	770	- 1 16
580	BIS	404	397	425	+ 5 20
430	B N P (CI)	340	340	345	+ 1 47
1060	Bollore Tech.	920	900	915	- 0 54
3340	Bongrain	2803	2745	2745	- 2 07
1050	Bon-Marché	795	753	780	- 1 89
615	Bouygues	475	470	474	- 0 21
140	BP France	89	87 10	98	+ 10 1
890	B S N	716	709	727	+ 1 54
960	Canal Plus	791	779	821	+ 3 79
485	Cap Gem.S.	380	355	380	....
3700	Carrefour	3175	3120	3201	+ 0 82
146	Casino	108 10	106 60	115	+ 6 38
110	Casino ADP	95 10	96 50	97 50	+ 2 52
1120	Castorama D.I.	955	942	940	- 1 57
230	C.C.F.	154 70	150 50	156 20	+ 0 97
117	CCMC Ly	94	89	89	- 5 32
490	C.D.M.E.	359	324	343	- 4 46
530	C.E.G.I.D.	406 10	405	405	- 0 27
255	Centrest (Ny)	251	251	251	....
670	C.E.P. Comm.	503	480	540	+ 7 36
350	Cerus	220	206	213	- 3 18
550	Cetelem	434	420	442	+ 1 84
610	C F A O	400	393	400	....
470	CF Imr	396	390	380	- 3 80
645	C G E	488 90	473	499	+ 2 07
400	CGI Info.	315	305	315	....
1260	C G I P	992	1000	1025	+ 3 33
570	CGP	500	480	482 10	- 3 58
970	Chargeurs S A	760	736	761	+ 0 13
1735	C I C A (M)	646	641	650	+ 0 62
1740	Ciments franc.	1360	1300	1325	- 2 57
620	Club Méditer.	431 90	405	430	- 0 44
186	CMB Packa.	119 90	112	123 40	+ 2 92
119	Codetel	125 10	125 10	126 50	+ 1 12
335	Cofimeg	318 90	319	314	- 1 54

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
795	Colas	565	546	571	+ 1 06
345	Cpt. Entrep.	247	237	260	+ 1 21
1130	Compt Mod.	1005	980	990	- 1 49
290	Concept S.A.	260	260	255	- 1 92
420	CPR (Paris Ré.)	332	320	325	- 2 11
1280	Créd. Foncier	1000	970	993	- 0 70
805	Cr Lyon.(CI)	590	575	604	+ 2 37
1490	Credit Nat.	1015	1012	1030	+ 1 48
295	CSEE	279	276	280 10	+ 0 39
3010	Damart	2690	2650	2605	- 3 16
510	Dassault Aviation.	370	392	402	+ 8 65
270	Dassault Electr.	270	266	266	- 1 48
1850	De Dietrich	1600	1550	1550	- 3 13
210	Dév.P.d.C.(LI)	196	189 50	190	- 3 06
285	Dév.R.Sud-Est	251	251	251	....
515	D M C	394	379	385	- 2 28
3790	Docks France	2870	2760	2940	+ 2 44
765	Dumez	530	504	559	+ 5 47
2640	Eaux (Gle)	2035	2017	2100	+ 3 19
520	Ecco	382	376	379	- 0 79
1040	Electro-Finan.	979	986	978	- 0 10
700	Elf Aquitaine	642	630	647	+ 0 78
500	- (Certific.)	454 90	455	449 20	- 1 25
1180	Epeda B.-F.	965	960	925	- 4 15
2880	Essilor	367	345	370	+ 0 82
1230	Essil.Int.(DP)	175	162 10	175	....
725	Esso	525	475	524	- 0 19
2030	Eurafrance	1281	1280	1290	+ 0 70
2000	Eurocom	1430	1403	1460	+ 2 10
97	Eurodisneyland	86 90	84	85 80	- 1 27
4150	Euromarché	2980	2830	2980	....
1260	Europe 1	870	860	900	+ 3 45
53	Eurotunnel	45 10	43 25	44 80	- 0 67
1700	Exor	1345	1301	1336	- 0 74
1680	Facom	1101	1080	1189	+ 7 99
176	Finextel	171	170	170	- 0 58
360	Fives Lille	214 50	197	220 10	+ 2 61
2290	Fromager. Bel	1680	1600	1555	- 7 44
2000	Gal.Lafayette	1620	1598	1561	- 3 64
2180	G.A.N.	1685	1651	1685	....
495	Gascogne (B)	285	280	285	....
1540	Gaz et Eaux	1355	1350	1300	- 4 06
1240	Geophysique	1260	1260	1255	- 0 40
590	Gerland Ly.	430	445	432	+ 0 47
860	Groupe Cité	720	698	719	- 0 14
1740	GTM-Entrep.	1500	1460	1520	+ 1 33
1020	Guyenne-Gas.	882	865	870	- 1 36
310	Hachette	189	188	203 10	+ 7 46
615	Havas	470	455	489	+ 4 04
630	Hénin (La)	476	460	482	+ 1 26
1120	Hutchinson	865	801	844	- 2 43
355	Imétal	264 80	258	264	- 0 30
116	Immob. Phénix	90	85	93	+ 3 33
128	Ingénico	98 20	96	98	- 0 20
3710	Inst. Mérieux	3350	3210	3210	- 4 18
460	Interbail	415	415	420	+ 1 20
1400	Intertechnique	1031	1050	1020	- 1 07
1040	J. Lefebvre	708	700	760	+ 7 34

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1060	Labinal	936	900	913	- 2 46
2800	Lab. Bellon	1995	1820	2050	+ 2 76
485	Lafarge	351	345 10	362	+ 3 13
1360	Lebon	960	910	930	- 3 13
4500	Legrand	3590	3525	3590	....
2600	Legrand (DP)	1960	1960	1960	....
785	Legris Industries	552	505	582	+ 5 43
800	Locabail Imm.	780	755	763	- 2 18
480	Locafrance	417 10	420	414 10	- 0 72
790	Locindus	773	769	762	- 1 42
445	Luchaire	390	380	390	....
4630	L.V.M.H.	3332	3200	3356	+ 0 69
620	Lyonn. Eaux	435	421	469	+ 7 82
335	Majorette Ly.	262 50	241	255	- 2 86
400	Mar. Wendel	328	322	343	+ 4 57
350	Matra	280	251	281	+ 0 38
6250	Merlin-Gerin	471	480	480	+ 4 03
148	Metaleurop	89 50	88	96	+ 7 26
197	Métrologie In.	131	121	125	- 4 58
96	Michelin	71 50	70 95	72 25	+ 1 05
1230	Midi (Cie)	898	810	901	+ 0 33
130	Midl. Bk Sa *	95	88	89	- 6 32
355	Min. Salsig (Ny)	426 40	418	406	- 4 78
160	MMB	103 20	100	103	- 0 19
103	Moulinex	75 90	78	79	+ 4 08
1580	Navig. Mixte	1375	1365	1350	- 1 82
187	Nord-Est	140 10	130	137	- 2 21
540	Nordon (Ny)	430	400	428	- 0 47
695	Nouv Galeries	630	571	581	- 7 78
760	Occid. (Gle)	589	570	584	- 0 85
1840	Omn. f. Paris	1365	1236	1450	+ 6 23
360	Olipar	325	325	325	....
545	Oréal	420	405	441	+ 5 00
835	Paribas	469 40	445	461 20	+ 0 39
1580	Pechelbronn	1390	1340	1340	- 3 60
158	Pechiney Inv.	108	100	107 10	- 0 83
320	Pechiney (CIP)	252 50	244	250	- 0 99
600	Penhoet	508	505	505	- 0 20
1130	Pernod Ricard	909	852	939	+ 3 30
730	Peugeot	505	490 10	524	+ 3 76
505	Pinault	449	430	437	- 2 67
420	Plastic-Omn.	295	290	269	- 8 81
610	Poliet	462	430	454	- 1 73
1100	Prétabail-Sic.	999	995	991	- 0 80
725	Primagaz	550	540	554	+ 0 73
680	Printemps	485	471	495	+ 2 06
2100	Promodès	1840	1817	1831	- 0 49
595	Radiotechn.	484	476	477	- 1 45
220	Raff. D.Total	200	193 60	202 50	+ 1 25
3020	Redoute (La)	2625	2685	2600	- 0 95
385	Rémy et Associés	334	324	332	- 0 60
465	R. Poulenc CIP	271 90	267	271	- 0 33
350	Robur Financ.	288	288	296	+ 2 78
68	Rochette(La)	49	46	48 50	- 1 02
2310	Roussel Uclaf	1880	1735	1862	- 0 96
4460	R. Impé.Ly *	3750	3740	3650	- 2 67
198	Sade (Ny)	188	178	174 10	- 7 39
1700	Sagem	1500	1420	1445	- 3 67

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
555	Saint Gobain	365 50	354	376 50	+ 3 01
1500	Saint Louis	1030	1015	1060	+ 2 91
1560	Salomon Ly.	1142	1135	1135	- 0 61
495	Salvepar (Ny)	420	379	395	- 5 95
1000	Sanofi	790	790	816	+ 3 29
1770	S A T	1700	1700	1740	+ 2 35
335	Saul. Chât.	230 10	240	241	+ 4 74
1630	Saupiquet (Ny)	991	985	951	- 4 04
1020	Schneider	728	665	738	+ 1 37
23	SCOA	13 90	13 10	14 30	+ 2 88
1300	S.E.B.	1084	1049	1080	- 0 38
480	Sefimeg	426	440	428	+ 0 47
715	Sextant A.	536	536	543	+ 1 31
1550	S F I M	1220	1220	1270	+ 4 10
285	S.G.E.	167	165	168 10	+ 0 66
550	Simco	553	555	546	- 1 27
960	Sk. Rossignol	930	925	926	- 0 43
1040	Sligos	875	875	851	- 2 74
565	Société Génér.	444	406 10	442	- 0 45
128	Sodecco(B)	120	120	115	- 4 17
161	Sodero(Ny)	155	153	151	- 2 58
600	Sodexho	630	515	615	- 2 83
100	Sogenal(Ny)	93 60	92	89 50	- 4 28
495	Sogerap	475	469 60	463	- 2 53
1700	Som-Allib.	1120	1080	1141	+ 1 88
1470	Source Perrier	1320	1230	1292	- 2 12
685	Sovac	580	550	561	- 3 28
660	SPEP	482	449	470	- 2 49
765	Spie-Batignol	439	432	480	+ 9 34
1320	Strafor	1100	1076	1075	- 2 27
430	Suez	304 50	300	319 50	+ 4 93
810	Synthelabo	476	460	486	+ 2 10
104	Thomson	98 75	97	97 35	- 1 42
715	Total	593	592	602	+ 1 52
118	- (certif.)	96	96	99	+ 3 13
400	Truffaut Fin.	325	304	319	- 1 85
605	U.A.P.	465	456	467 10	+ 0 45
405	U F B Locab.	308 70	284	300	- 2 82
1200	U I C	951	951	947	- 0 42
635	U I F	557	574	557	....
900	U I S	800	800	810	+ 1 25
850	Unibail	765	761	773	+ 1 06
255	U.C.B.	206	196	192	- 6 80
560	Valéo	400	370	388	- 3 00
320	Vallourec	220 10	205 10	208	- 5 50
420	Via Banque	360	355	360	....
1450	Zodiac	955	965	1030	+ 7 85
1230	Elf Gabon	1859	1840	1805	- 2 90
143	Amax	130 10	129 20	129 20	- 0 69
187	Amer. Express	126	126 20	126 20	+ 0 16
205	A.T.T.	170 50	171	171 50	+ 0 59
160	Anglo Amer.C.	168	157	155	- 7 74
420	Amgold	494	488	488	- 1 21
295	Banco Santander	227	215	220	- 3 08
940	B.A.S.F.	784	765	773	- 1 40
985	Bayer	781	788	800	+ 2 43
83	Buffelsfont.	97 50	93 10	93 10	- 4 51
111	Chase Manh.	93 05	92 60	92 60	- 0 48

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
127	De Beers	108	104 50	104 70	- 3 06
2750	Deutsche Bank	2142	2248	2252	+ 5 14
1580	Dresdner Bank	1288	1319	1329	+ 3 18
83	Driefontein	74	72 35	72 20	- 2 43
220	Du Pont-Nem.	194	194 50	194 50	+ 0 26
215	Eastman Kodak	210	210 30	210 30	+ 0 14
15	East Rand	28 50	27 75	28 10	- 1 40
68	Echo Bay	81 10	79 50	79 50	- 1 97
240	Electrolux	182	174	179 50	- 1 37
1220	Ericsson	1035	1020	1030	- 0 48
265	Exxon Corp.	280	274 50	274 50	- 1 96
240	Ford Motor	191	186 80	186 80	- 2 20
48	Freegold	63 20	61 80	61 80	- 2 22
15	Gencor	14 30	14 45	14 45	+ 1 05
405	Gén. Elect.	326	324 50	324 50	- 0 46
270	Gén. Motors	191	193	193	+ 1 05
545	Gén. Belgique	437 50	428	428	- 2 17
67	Gd. Métropol.	57	55 20	55 50	- 2 63
81	Guinness	65 50	66	66	+ 0 76
24	Hanson PLC	20 30	20 35	20 35	+ 0 25
37	Harmony Gold	58 80	57	57 60	- 2 04
245	Hewlett Packard	171	171	171	....
53	Hitachi	43	44 50	43 60	+ 1 40
930	Hoechst	754	761	765	+ 1 46
99	Homestake	121 50	120 90	120 90	- 0 49
114	Imp. Chemical	93	92 20	92 20	- 0 86
645	I.B.M.	528	530	531	+ 0 57
315	I.T.T.	275	276 50	276 50	+ 0 55
148	Ito Yokado	114 90	118	118 70	+ 3 31
77	Matsushita	81	83	83	+ 3 28
18 50	Maxwell	17 40	17 20	17 20	- 1 15
195	Mc Donald's	145	146	146	+ 0 69
490	Merck	422	425	425	+ 0 71
490	Minnesota M.	431	427	427	- 0 93
355	Mobil corp.	352	343	343	- 2 56
200	Morgan J.P.	172	174	174	+ 1 16
33700	Nestlé	30000	29900	30000	....
1080	Nixdorf	981	970	970	- 1 12
173	Norsk Hydro	219 50	212 20	212	- 3 42
105	OFSIL	145 60	142 50	142 50	- 2 13
1930	Pétrofina	1675	1650	1650	- 1 49
275	Philip Morris	228	227 10	227 50	- 0 22
88	Philips	70 10	71 90	71 90	+ 2 57
90	Placer Dome	102	100 20	100 30	- 1 67
290	Quilmès	234	234	234	....
25	Randfontein	36 30	34 60	34 60	- 4 96
440	Royal Dutch	439	432	434	- 1 14
56	R T Z	49	47 50	47 50	- 3 06
8	Saat.& Saatchi	5 90	5 75	5 76	- 2 54
45	St Helena	61 50	60 80	60 80	- 1 14
350	Schlumberger	339	338 90	338 90	- 0 03
48	Shell transp.	49 20	47 90	47 90	- 2 64
2580	Siemens	2020	2053	2053	+ 1 63
320	Sony	265	258	260	- 1 89
87	Sumitomo Bank	69 20	67 80	68	- 1 73
285	T.D.K.	228 50	218	220	- 3 72
52	Telefonica	43 80	43	43 60	- 0 68
38	Toshiba	32	32 80	32 80	+ 2 50
480	Unilever	420	423 50	423 50	+ 0 83
330	Unit. Techn.	259	257	257	- 0 77
395	Vaal Reefs	508	477	477	- 6 10
330	Volvo	282	281	281	- 0 35
176	West. Deep	219 20	219	219	- 0 09
255	Xerox Corp.	212	208	208	- 1 89
109	Yamanouchi	87 40	85 40	85 40	- 2 29
1 82	Zambia Cop.	2 49	2 58	2 50	+ 0 40

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	118 30	2 19
Emp.Etat 9,8%78	99 65	1 10
10,80% 79/94	100 65	10 41
Emp.Etat 13,25%80	100	13 17
Emp.Etat 16%82	100 01	15 95
Emp Etat 14,6% 83.	102 04	7 28
Emp.Etat 13,4%83	107 85	8 95
Emp.Etat 12,2% 84.	103 40	10 62
Emp.Etat 11% 85	103 60	5 46
10,26% mars 86	99 20	4 58
OAT 10% 5/2000	98 25	2 38
OAT 9,9% 12/1997	99	6 83
OAT 9,8% 1/1996	98	5 47
PTT 11,2% 85	102 45	7 45
CFF 10,30% 86	98 50	5 43
CNB Bques 5000F	99 90	1 37
CNB Paribas 5000F	100 20	1 37
CNB Suez 5000F	100 15	1 37
CNE 11,5% 85	101 25	2 26
CNI 1/82 5000F	99 94	1 37
CNT 9 % 86	....	3 04
CRH 10,90% déc.85	100 40	6 31
CHARB FCE 3% 100	150	....
CNCA	1106 20	....
Cerus	...	....
CGE 6 janv. 89/99	496 50	....
Drouot Ass.8%86cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1336	....
Applications Hydr.	1380	1400
Arbel	886	825
Astorg	306 50	305
Bains C.Monaco	981	912 o
B.Hypoth.Europ.	350	350
B.N.P. Intercont.	243	235
Beghin-Say (C I)	482	....
Bénédictine	3675	3820
Blanzy Ouest	3407	2638 o
B T P	88 40	83 65
Cambodge	750	698 o
Carbone Lorraine	880	845
Case Poclain	21 70	20 80o
C.E.G.F (Fogor.)	386	390
Centenaire Blanzy	583	569
Cerabati	100	....
Champex Ny	140	134
CIC (CIP)	192 10	192
C.I.M.	804	772 o
C.I.T.R.A.M. (B)	2170	....
Clause	470	480
Cofradel	1200	....
Cogifi	347	340

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Comiphos	579	....
Cie Industrielle	6800	6620 o
Cpt Lyon Alemand	560	550
Concorde	764	755
Constr.Mét.Prov.	38	35
Crédit Gén.Ind.	393	388
Cr Universel (Cie)	595	587
Crédival	126 80	125 50
Darblay	740	....
Degremont	1291	1253
Delalande	2150	2160
Delmas Vieljeux	4350	4220
Didot Bottin	1233	1200
Drouot Assu.	235 20	225 80
Eaux Bassin Vichy	2720	2458
Eaux Vittel	913	....
Ecia	249	221
Electro-Banque	320	319
Elf Antargaz	1900	1900
E.L.M. Leblanc	656	630
Enelli Bretagne	502	517
Ent.Mag. Paris	4000	4000
Eter (ex. Eternit)	1862	....
Europ Soutres Ind.	38	44 60d
Finalens	310	....
F.I.P.P.	161 90	....
F.N.A.C.	1840	1895
Foncière (Cie)	703	....
Fonc.Lyonnaise	990	922 o
Foncina	499 20	480
Fougerolle	695	667
France I.A.R.D.	873	870
France SA (La)	1650	1470
From. Paul-Renard	2548	....
Gaumont	940	875 o
Genefim	305	305
Gévelot	550	550
G.F.C.	426	425
G.F.I.I.	300	299 10
Gds Moulins Paris	1500	1500
Groupe Victoire	1388	1400
G.T.I (Transport)	529	508
Immobail	375 10	375
Immobanque	728	740
Im.Marseillaise	6100	5990
Imm. Plaine-Monceau	450	432
Immofice	488 60	476
Invest.(Sté Cle.)	3200	3130
Jaeger	80	....
Lambert Frères	360	342
Lille Bonnières	1651	1598
Loca-Expansion	299	287 10
Locafinancière	482	468
Locatel	264	288 50d
Louis Vuitton	820	763 o
Louvre	4234	....
Lucia	1900	1950
Machines Bull	46 20	43
Mag.Uniprix	196	....
Magnant	800	....
Métal Déployé	550	498

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Mors	140	....
Navigation (Nle)	265	260
Nozal	148 90	143 20
Optorg	340	330
Oriel (CI)	210	201 o
Origny-Desvroise	1320	....
Palais Nouveauté	1051	1009
Paluel Marmont	648	640
Parfinance	190	187 50
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	213	210
Paris Orléans	267	267
Parthena Invest	411	387 70o
Paternelle RD	1139	1138
Pathé Cinéma	1112	1112
Piper Heidsieck	2115	2135
PLM	293 80	....
Porcher	665	638 o
Promodès (CI)	863	863
Publicis	744	759
Rochefortaise	158 90	143 50
Rosario	255	....
Rougier	438	407 90o
S.A.C.E.R.	536	514 o
S.A.F.A.A.	487	....
S.A.F.I.C Alcan	430	412 80o
SAFT	1678	1600
Saga	199	....
Salins du Midi	562	569
Sarem	112 90	....
Savoisienne M.	167 10	....
S.C.A.C.	790	780
Senelle Maubeuge	417 60	430
S.Etud.Part. (M)	178	....
Silic	729	722
Sinvim	397	358 50
S.I.P.H.	410	410
Sofal	700	679
Soffo	613	489 o
Sofical	1000	969
Soficomi	585	580
S O F I P (M)	480	451
Sofragi	1500	1440
Soptia-Bail	417 60	418
Sopagri	177	177 10
Soudure Autogène	837	804
Sovabail	511	511
Stemi	728	....
Suez (CIP)	318 90	270 o
Taittinger	4517	....
Télémécanique Elect.	4416	4416
Testut-Aequitas	1010	970 o
Tour Eiffel	281	....
Ufiner	974	980
U.T.A.	2070	....
Vicat	369	379
Visiprix	1633	1632
Viniex	176 80	176 90
Waterman	1500	1500
Maroc Sté Brasserie.	250	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	650	....
Akzo Nv Sico	285	273
Alcan Aluminium	115	110
Algemene B.Ned.	99	91 50
American Brands	320 10	317
Arbed	680	640
Asturienne Mines	171	171
Banco Popular Espa.	441	441
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	38000	34010
Can.Pacifique	82 10	86 80
Chrysler Corp.	64	61 50
C I R	16 50	16
Commerzbank	840	750
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	224 50	226
GBL (Brux Lamb.)	554	554
Gevaert	1225	....
Glaxo Holdings Ltd.	70	70
Goodyear Tire	135	....
Grace and Co (WR)	127	124 50
GTE Corp.	155	140
Honeywell Inc.	505	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	28 50	28 50
Latonia	310	310
Midland Bank	26	23 o
Noranda Mines	85	88
Olivetti priv.	14 40	14
pakhoed hold.	590	625
Pfizer Inc.	362 50	356
Procter Gamble	410	391 10
Ricoh	32	....
Robeco	266	264 50
Rodamco NV	200	221 10
Rolinco	259	255 70
Saipem	8 50	7 40o
Sema Group	52	51 80
SKF Aktiebolaget	125 50	....
Tenneco Inc.	340	284 o
Thorn Electrical	64 80	63 20
Toray Ind.	22 80	21 10
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1650	....
West Rand Cons.	19	18
Whitman Corp.	122	111 60

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie.	315	....
Buizoni	815	....
Calciphos	210	210
C G H Cogedhor	76 20	76
C. Occid. Forestière.	180	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	380	....
Coparex	610	....
Europ. Accum.	65	....
Gechot S.A.	69	83 50
Guy Degrenne	430	....
Haribo Ricqles Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	343	342
Marin Imm.	240	....
Nicolas	960	....
Particip. Percier	350	350
Rorento N.V.	173 10	174
St-Gobain-Emballage	1980	....
Sema Metra	304	302 60
S.E.P.R.	1522	....
Sicl	445	....
S.P.R. act. B	[illegible]	[illegible]
Ultim.	80	....
Wonder	968	755 o

SICAV (sélection) 21/8

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	976 28	952 47
Actilion	213 31	207 60
Agepargne	725 82	694 56
Ageplacement	6885 98	6885 98
Ageprem1ère	105 12	104 81
AGF Actions ex CIP	1068 26	1040 25
A.G.F. 5000	610 30	595 41
AGF ECU	1005 18	995 23
AGF Foncier	115 11	112 30
AGF Invest Sicav	109 63	106 96
AGF Interfonds	404 54	394 67
AGF Oblig.	1058 30	1051 04
AGF Sécurité Sicav	10810 06	10810 06
A.G.F.I.M.O.	646 60	630 83
AMERI-GAN	5601 40	5385 96
Amplitude	605 01	587 39♦
Arbitrages Court.T.	6107 64	6095 44
Associc	1111 17	1111 17
Atout Futur	338 67	330 41
Aurecic	1364 52	1324 78
Avenir Alizes	1528 87	1498 89
Avenir CIC	102 71	99 72
Axa Capital	139 55	133 54
Axa Europe	118 92	113 60
Axa Investiments	113 54	108 65
Axa NPI	102 42	98 01
Axa Valeurs PER	118 14	113 05
Capimonétaire	5407 11	5401 71
Capioblig	5500 19	5418 91
Capitacic	1101 87	1085 59
Capital-Monde	369 97	360 95
Capital Plus	1728 29	1728 29
Casden Pierre	31 47	30 70
Comis	1119 29	1091 98
Compravalor	5973 20	5984 25
Convertimmo	381 67	368 99
Credinter	455 69	442 42
Credit Mutuel Capital	1092 81	1071 38
Diesa	1132 60	1104 98
Drouot France	769 12	736
Drouot Investiss.	947 36	906 56
Drouot Sécurité	235 86	225 69
Drouot Sélection	136 65	130 77
Ecucic	1052 42	1036 87♦
Ecuper	121 22	116
Ecureuil Capitalisation	2155 80	2134 46
Ecureuil Invest	369 82	359 05♦
Ecureuil Monepremière	56776 66	56776 66
Ecureuil Monétaire	33450 10	33450 10♦
Ecureuil Trésorerie	2076 52	2076 52
Ecureuil Trimestr.	1941 73	1922 50
Elicash	361989 45	361989 45
Energie	282 35	269 56
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Association	30 37	30 37
Fructi-Capi	35 05	34 53
Fructi Court	120778 98	120778 98
Fructidor	229 97	226 57
Fructi-Ecu	555 06	546 86
Fructi-Epargne	28 60	27 90
Fructifrance	808 16	788 45
Fructimmo	29 46	28 74
Fructi-Premiere	10236 45	10085 17
Fructivar	4842 23	4630 65
Futuroblig	1195 15	1166
Gestilion	12481 23	12419 13
Gest.Associations	151 91	148 57
Gest. F. Sécur.	10225 43	10174 66
Horizon	1135 32	1102 25♦
Interpar	102402 02	99419 44
Interoblig	11754 86	11302 75
Intersélection Fce.	502 80	498 16
Japacic	159 88	155 03
Jeunepargne	247 88	244 22
Laffitte Amerique	198 63	189 62
Laffitte Europe	271 96	259 63♦
Laffitte Expan	258 66	246 93
Laffitte France	310 27	296 20
Laffitte Immobil.	239 70	228 83
Laffitte Japon	420 07	401 02
Laffitte Oblig.	133 77	127 70
Laffitte Rendement	178 16	170 08
Laffitte Tokyo	365 64	349 06
Latitude	5774 40	5766 75
Leumi C.T.	10770 38	10770 38
Leumi L.T.	5894 71	5723 02
Lion Association	11252 89	11252 89
Lion Institution	24567 05	24505 79
Lionplus	821 67	805 56
Lion Trésor	2080 39	2059 79
Lion 20 000	22524 66	22524 66
Livret Bourse Inv.	500 87	486 28♦
Livret Portefeuil	652 21	633 21
Méditerranée	180 19	172 43
Mensuel CIC	10080 54	9979 73
Mondial Investissem.	385 24	377 32
Monecic	5395 11	5395 11
Monedon	57416 61	57416 61
Mone.J.	62008 19	62008 19
Monévalor	69752 73	69752 73
Mutualité dépôts	11506 08	11483 11
Mutuelle Unie Sel.	144 16	137 95
Natio Court Terme	240862 00	240862
Natio-Epargne	14894 20	14746 73
Natio-Ep. Ret.	120 52	117 29
Natio Eparg.Trésor	6604 23	6591 05
Natio-Imm.	1169 38	1138 08
[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	6143 96	6131 70
Placement Premier	5599 36	5588 18
Pléiade	116 83	113 70♦
Poste Gestion	55673 63	55673 63
Première Oblig.	10671 12	10680 46♦
Prév. Ecureuil	108 31	105 41
Privassociation	25049 02	25049 02
Proficias	1043 36	1017 91
Quartz	121 86	118 89
Réalvalor	907 06	880 64
Rentacic	158 79	156 44
Revenus Trimestr.	5208	5154 46♦
Revenu-Vert	1121 97	1105 39
St Honoré Bio-Alim.	855 63	816 83
St Honoré Global	244 92	233 81
St Honoré Mat Plac.	212 74	203 09
St Honoré Pacifique	580 32	554
St Honoré PME	512 60	489 36
St Honoré Real	12772 23	12721 34
St Honoré Services	475 98	457 67
St Honoré Techno	726 49	693 55
Sécuricic	1496 97	1496 97
Sécuri-Gan	12975 05	12720 64
Sécuri-Taux	1190 97	1190 97
Sicavdan	687 63	677 47
Sicav Associations	1582 91	1580 54♦
S.F.I. fr. et etr.	648 22	629 34♦
Sicav 5.000	387 45	377 08
S.I. Est	1367 63	1308 74
Sivafrance	634 26	617 28
Sivam	402 83	392 05
Sivarente	203 84	199 84
Sivinter	414 48	403 37
S.N.I.	1139 86	1106 65
Sogépargne	340 64	328 33
Sogémoc	53569 99	52009 70
Sogenar	1009 15	963 39
Soginter	1243 77	1187 37
Soleil Investissements	478 02	459 63
Solstice	2049 90	2044 79
Stratégie Actions	919 27	883 91
Stratégie Rendements	1202 07	1164 23
Technocic	1014 13	984 59
Techno-Gan	5545 04	5331 77
Thesora	552 27	548 80
Transplus	131 10	125 45
Trésor Avenir	104 16	103 13
Trésor Plus	1083 80	1073 07
Trésor Real	12227 79	12227 79
Telecicic	109701 68	109701 68
Trilion	5097 23	5046 78
U.A.P.Investiss.	440 35	424 43
U.A.P. Act. F.	560 31	540 06♦
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 22/8	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 277	5 242	5 080	5 550
Ecu	6 971	6 972	....	....
Allemagne (100 dm)	336 190	336 470	325	346
Belgique (100 F)	16 341	16 352	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	298 360	298 560	287 500	307 500
Italie (1000 lires)	4 537	4 513	4 300	4 850
Danemark (100 krd)	87 620	87 470	84 500	92 500
Gde.Bretagne (1 L)	10 072	10 070	9 600	10 400
Grèce (100 drachmes)	3 410	3 408	4 050	4 050
Suisse (100 f)	405 460	409 160	389	417
Suède (100 krs)	91 300	91 130	87 500	95 500
Norvège (100 k)	86 820	86 760	82 500	90 500
Autriche (100 sch)	47 779	47 820	45 500	49 400
Espagne (100 pes.)	5 414	5 388	5 000	5 750
Portugal (100 esc.)	3 786	3 778	3 500	4 200
Canada (1 $ can)	4 617	4 604	4 350	4 880
Japon (100 yens)	3 682	3 690	3 480	3 880

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 22/8
Or fin (kilo en barre)	70100	69500
Or fin (en lingot)	70150	70000
Napoléon (20f)	459	474
Pièce Fr (10 f)	384	.....
Pièce Suisse (20 f)	500.	488
Pièce Latine (20 f)	430	422
Souverain	527	520
Pièce 20 dollars	2560	2580
Pièce 10 dollars	1305	1340
Pièce 5 dollars	850	....
Pièce 50 pesos	2750	2750
Pièce 10 florins	440	440

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

ALLEMAGNE

M. Kohl souhaite avancer la date de l'unification

Le chancelier Kohl est partisan de l'unification allemande dès la mi-septembre, selon une source, (le 6 octobre selon une autre), en raison de l'ampleur de la crise économique en RDA, a-t-on déclaré mercredi 22 août à Bonn. Le déclin de l'économie de la RDA a poussé M. Kohl à changer d'avis et à préconiser une fusion des deux Allemagnes plus tôt que la date proposée du 14 octobre.

BONN

de notre correspondant

A Berlin-Est, le premier ministre, M. Lothar de Maizière, réunissait les chefs des groupes parlementaires de la Chambre du peuple et leur proposait de se prononcer pour l'adhésion de la RDA à la République fédérale le 9 octobre prochain, cette adhésion devenant effective le 14 octobre, au lendemain des élections régionales dans les cinq Länder rétablis en Allemagne de l'Est.

Cette proposition recevait l'assentiment des responsables de partis représentant la majorité des deux-tiers nécessaire, y compris celui de M. Richard Schröder, président du groupe social-démocrate.

Mais, quelques heures plus tard, M. Schröder était désavoué par la direction de son parti, celle-ci estimant, comme M. Oskar Lafontaine (candidat à la chancellerie du SPD-Ouest), que la situation économique catastrophique du pays exigeait une unification beaucoup plus rapide. Il décidait alors de démissionner de ses fonctions, tirant les conséquences d'un désaccord persistant avec la majorité de ses camarades.

Ces palinodies du SPD est-allemand qui, l'œil fixé sur les élections régionales, tente de se démarquer du gouvernement et de faire face à la concurrence des communistes rénovés de M. Gregor Gysi, empêchent donc M. Lothar de Maizière de réaliser son plan.

Accord sur l'avortement

A Bonn, pendant ce temps, la négociation du traité d'adhésion de la RDA à la RFA se poursuit dans une ambiance dominée par la perspective des élections panallemandes du 2 décembre prochain. Le départ des ministres SPD et libéraux de la coalition est-allemande (*le Monde* du 21 août) transforme cette négociation en un affrontement entre le gouvernement de Bonn et les représentants des Länder ouest-allemands parmi lesquels les sociaux-démocrates sont majoritaires. Ces derniers menacent de faire échouer ce traité au Bundesrat, la deuxième Chambre, si de *« profondes améliorations »* ne sont pas apportées au projet gouvernemental.

Au cas où un accord sur ce traité d'adhésion ne pouvait être réalisé, l'unification n'en serait pas pour autant remise aux calendes grecques : elle serait réglée par une simple *« loi de transition »* qui nécessite la majorité simple au Bundestag.

Un obstacle important à l'unification a toutefois été écarté au cours d'une réunion des partis de la coalition de Bonn : la réglementation de l'interruption de grossesse dans la future Allemagne unifiée. Pour une période transitoire de deux ans, les choses resteront en l'état.

Les femmes domiciliées dans l'ancienne RDA pourront continuer à bénéficier des dispositions libérales adoptées en la matière par l'ancien régime, mais les Allemandes de l'Ouest risqueront les foudres de la loi si elles vont se faire avorter *« à l'Est »*.

Ce compromis soulève déja de véhémentes critiques des partisans ouest-allemands d'une libéralisation de l'IVG qui notent par exemple la situation absurde de Berlin où une législation différente s'appliquera selon que l'on habite d'un coté ou l'autre d'une même rue...

LUC ROSENZWEIG

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 août 1990 a été tiré à 537 140 exemplaires.

La CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et la FEN : position commune en faveur des otages

Dans un communiqué commun, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC et la FEN ont, le mercredi 22 août, *« exhorté la communauté des nations à tenter l'impossible pour garantir la sécurité des otages et obtenir leur libération immédiate »* détenus en Irak. Jugeant *« inqualifiable et d'une gravité exceptionnelle »* la prise d'otages *« pour servir de bouclier humain »*, les quatre centrales syndicales ont *« demandé au gouvernement, à la CEE et à l'ONU de tout mettre en œuvre pour faire entendre raison au gouvernement irakien »*. Egalement sollicitée, Force ouvrière n'a pas donné suite à cette initiative de M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT, de rédiger ce communiqué commun.

La veille, la CGT avait, quant à elle, *« condamné »* le gouvernement irakien *« qui utilise à des fins politiques agressives »* les salariés travaillant pour le compte de leur entreprise en Irak et au Koweït. Exprimant son *« inquiétude »* devant cette *« détention arbitraire »*, la centrale syndicale a estimé qu'il est *« impératif et urgent »* que le gouvernement français assure *« le retour rapide de tous les ressortissants français »*.

La crise dans le Golfe

La France agit avec « solidarité, fermeté et clarté »,

déclare M. Dumas au conseil des ministres

Au conseil des ministres réuni mercredi 22 août à l'Elysée, M. Roland Dumas a fait un exposé relatif à la situation dans le Golfe. Le ministre des affaires étrangères a indiqué que *« la France agit avec solidarité »* à l'égard de ses partenaires et alliés américains, de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et de la CEE, avec *« fermeté »* face à l'Irak, et avec *« clarté vis-à-vis de la représentation nationale et de l'opinion publique, légitimement émue par le sort réservé à nos compatriotes pris en otages par le président irakien »*.

Après une intervention du premier ministre, M. Michel Rocard, le président de la République *« a tenu aux ministres le langage de vérité »* qui avait été le sien la veille, a indiqué M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, porte-parole du gouvernement. Interrogé sur les propos prêtés à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, craignant une intervention militaire imminente, et qui n'ont pas été évoqués au conseil (*lire page 7*), M. Le Pensec a répondu : *« C'est à lui-même qu'appartient l'opportunité de faire des commentaires sur les commentaires. »*

Le conseil a entendu trois communications. La première, faite par M. Chevènement, concerne la mise en place du plan Armées 2 000 de réorganisation des armées, qui, a remarqué le ministre *« est parfaitement adapté à la gestion de crises en Europe et dans le monde »*. M. Chevènement a indiqué, notamment, que l'état-major du deuxième corps d'armée, actuellement basé à Baden-Baden (RFA), sera transféré à Strasbourg l'an prochain. Dans la deuxième communication, M. Le Pensec a dressé le bilan de deux ans d'application des accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, dont la réussite dépend de *« deux conditions »*, selon le porte-parole : une *« décentralisation politique et administrative »*, ainsi qu'un *« vigoureux effort de formation »* des Mélanésiens. Enfin, M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, a présenté une communication sur la coopération internationale en matière de sciences sociales et humaines et l'action des instituts de recherche français à l'étranger.

Le conseil des ministres se réunira à l'Elysée le 27 août, avant l'ouverture de la session extraordinaire du Parlement convoquée par le chef de l'Etat.

Les forces irakiennes se sont retirées totalement de l'Iran

Les troupes irakiennes ont achevé mardi 21 août *« leur retrait total »* du territoire iranien et se sont retirées sur les frontières internationales, a annoncé l'état-major des forces armées iraniennes cité par Radio-Téhéran.

Selon la radio, *« le retrait irakien est achevé du point de vue militaire, mais du point de vue du droit international, ce retrait doit être constaté après des levées topographiques et la détermination de la ligne de démarcation frontalière conformément aux accords d'Alger de 1975 conclus entre les deux pays »*.

D'autre part, le président du Parlement iranien, Mehdi Karoubi, a condamné mardi la présence américaine dans le Golfe et affirmé que *« les forces révolutionnaires finiront par expulser les Etats-Unis de la région »*. Dans une déclaration lors de la rentrée parlementaire après les vacances d'été, M. Karoubi a affirmé que *« les Etats-Unis sont à la recherche d'un trésor et d'une présence dans cette partie du monde »*.

De son côté, l'ayatollah Sadegh Khalkhali, député de Qom et ancien juge des tribunaux révolutionnaires, a dénoncé mardi *« la famille corrompue des al-Sabah »*, qui régnait au Koweït. Il a critiqué le gouvernement de Téhéran *« qui envisage d'inviter en Iran le cheikh du Koweït »*. Dans une déclaration faite au Parlement iranien, M. Khalkhali a ajouté que *« l'Irak doit sortir du Koweït et le peuple koweïtien décider de son sort par référendum et choisir un nouveau pouvoir qui ne soit pas celui des al-Sabah »*. – *(AFP.)*

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'anniversaire de l'invasion soviétique

M. Havel veut relancer la « révolution de velours »

Le président Vaclav Havel a commémoré mardi 21 août l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, il y a vingt-deux ans, par un discours musclé dans lequel il a cherché à donner une nouvelle impulsion à la *« révolution de velours »*.

Devant plus de cent mille personnes massées, en dépit d'une pluie fine, sur la place Venceslas, M. Havel a demandé aux *« Tchèques et aux Slovaques »* de lutter par tous les moyens juridiques et politiques *« contre les anciennes structures totalitaires qui bloquent encore notre économie »*.

« Il n'est pas vrai que notre révolution a échoué. Elle n'est tout simplement pas terminée. L'essentiel demeure à faire, a-t-il dit. *Nous devons retrouver l'énergie et la solidarité des jours de novembre 1989, qui ont eu raison des structures totalitaires. Nous devons mettre en marche le processus de privatisation de l'économie et nous débarrasser du système bureaucratique et parasitaire qui survit à tous les niveaux, jusque dans les ministères. Au lieu d'ouvrir des milliers d'ateliers et magasins, nous trouvons dans nos rues des rideaux baissés cachant des locaux où l'ancienne mafia administrative poursuit ses machinations en abusant de règlements désuets que personne n'a supprimés. »*

M. Havel a par ailleurs rencontré cinq Soviétiques – parmi lesquels Elena Bonner, la veuve d'Andreï Sakharov, et l'opposante Larissa Bogoraz – qui ont été faits citoyens d'honneur de Prague pour avoir dénoncé l'intervention des chars soviétiques en 1968.

Les Praguois ont marqué cet anniversaire par la dérision, renversant un vieux char soviétique T-55 sur le bas de la place Venceslas et mimant l'envahisseur, dans le cadre d'une action culturelle très « havélienne », baptisée *la Protection civile par le théâtre*. – *(AFP, Reuter.)*

Bulgarie

La fin des étoiles rouges

Le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) s'est engagé à faire enlever des bâtiments publics *« tous les symboles non bulgares »*, à la suite de manifestations d'hostilité, a rapporté mardi 21 août la presse de Sofia.

Le PSB, vainqueur des élections de juin, s'est donc une nouvelle fois incliné sous la pression de la rue : plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient manifesté lundi contre le parti et pour dissuader un jeune homme de dix-neuf ans, Plamen Stantchev, qui menaçait de se suicider si l'étoile rouge n'était pas retirée de la Maison du Parti à Sofia. – *(AFP.)*

□ **Les Etats-Unis et l'URSS d'accord pour donner des garanties aux pays non nucléaires.** – Les Etats-Unis et l'Union soviétique se sont engagés à ne pas recourir à l'arme nucléaire contre des pays qui n'en disposent pas, mardi 21 août à la conférence de Genève chargée d'examiner la façon dont le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) est appliqué. Cependant, les deux pays ont marqué une différence sur l'un des enjeux de la conférence, ouverte lundi : Washington a proposé que le TNP, entré en vigueur en 1970, soit reconduit pour une durée illimitée lorsqu'il viendra à expiration en 1995. – *(AFP.)*

AFRIQUE DU SUD : reçu par le président De Klerk

Le chef du parti zoulou veut être reconnu comme un partenaire à part entière

Les combats entre militants du Congrès national africain (ANC) et du parti zoulou Inkatha, qui ont déjà fait plus de 400 morts dans la région de Johannesburg, ont connu, mardi 21 août, une première accalmie alors que le chef de l'Inkatha, M. Mangosuthu Buthelezi, affirmait crûment que *« des gens meurent »* parce que le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela, *« ne veut pas me parler »*.

Reçu pendant près d'une heure à Pretoria par le chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, M. Buthelezi a déclaré qu'il avait discuté des *« moyens »* de stopper la violence et qu'il avait fait des propositions en ce sens.

Avant son entrevue avec M. De Klerk, M. Buthelezi avait eu un entretien très animé avec le chef du bantoustan du Transkei, le général Holomisa (très proche de l'ANC), en présence des ministres des affaires étrangères et de la loi et de l'ordre. Le communiqué commun, publié à l'issue de cette réunion, affirme que *« tous les leaders politiques »* du pays *« ont une responsabilité »* dans l'actuelle vague de violence.

Malgré cet engagement, le général Holomisa a rendu public un mémorandum confidentiel qui constitue un véritable réquisitoire contre l'Inkatha et la police, celle-ci étant notamment accusée de s'être *« totalement alignée »* sur le parti zoulou et même de préparer les attaques de l'Inkatha en tirant à balles réelles sur les partisans de l'ANC.

M. Buthelezi a aussi rendu public son propre mémorandum dans lequel il confirme que ce conflit est bien, à ses yeux, une querelle de suprématie dont l'enjeu est la reconnaissance de l'Inkatha comme un partenaire à part entière – au même titre que l'ANC – dans le processus de négociation à venir pour l'élaboration d'une nouvelle constitution. – *(AFP.)*

LIBÉRIA

Les « casques bleus » ouest-africains se sont embarqués pour Monrovia

A Freetown (Sierra Leone), les « casques bleus » ouest-africains ont embarqué à bord de bâtiments de guerre et devaient partir pour Monrovia incessamment. La force d'interposition de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), forte d'environ trois mille hommes, a pour mission d'imposer un cessez-le-feu aux trois factions rivales qui se déchirent au Libéria, de mettre en place un gouvernement intérimaire et d'organiser des élections dans les douze mois. La plupart des observateurs se montrent assez pessimistes quant à ses chances de succès.

□ **La succession du maire de Limoges.** – MM. Pierre Mauroy, Claude Estier, Pierre Joxe, Thierry Dreyfus, Marcel Debarge, Michel Charasse, Jean-Marie Rausch, Alain Poher, Marcel Rigout ont assisté, mardi 21 août, à Limoges, à la cérémonie d'hommage à l'ancien maire, Louis Longequeue (PS), décédé le 11 août. La veille au soir, la commission exécutive de la fédération socialiste de la Haute-Vienne avait arrêté la procédure de désignation de son candidat à la mairie : avis consultatif du groupe socialiste du conseil municipal le 23 août, décision souveraine, le lendemain, de l'assemblée générale des militants ; ratification, le 25 août, par la direction nationale. Cette procédure a été adoptée, sur soixante-cinq membres de la commission, par quarante-trois voix contre une et vingt et un refus de vote (M. Robert Savy et ses amis, fabiusiens, opposés à M. Alain Rodet et aux siens, jospinistes), et entérinée, mardi, par MM. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et Daniel Vaillant, membre du secrétariat national, chargé des fédérations. – *(Corresp.)*

